

Cahiers du Bolchévisme

BI - MENSUEL

Organe théorique du Parti Communiste Français (S.F.I.C.)

SOMMAIRE

	Pages
Paul Marion.....	Aux lecteurs des <i>Cahiers</i> 1177
N. Lénine.....	A la mémoire de la Commune..... 1179
Palme Dutt.....	La grève générale en Grande-Bretagne..... 1184
J. Berlioz.....	Résultats et enseignements de la grève anglaise..... 1190
P. Vaillant-Couturier.....	Réponse au camarade Michel Marty..... 1197
VIE INTERNATIONALE :	
G. Péri.....	Le mois international..... 1200
L. Leiciague.....	L'anniversaire des événements de Shanghai..... 1207
VIE ÉCONOMIQUE :	
Lepez.....	La question viticole..... 1214
Dupleix.....	Le règlement de la dette française en Grande-Bretagne..... 1229
Lebedef.....	Le problème de la main-d'œuvre étrangère en France..... 1232
VIE SOCIALE :	
Raveau.....	Une physionomie d'ensemble des grèves de mars à mai..... 1241
Georges Marrane.....	La crise coopérative..... 1244
DOCTRINE ET HISTOIRE :	
Frédéric Engels.....	Principes du communisme..... 1249
VIE DU PARTI :	
M. Chaumeron.....	Une expérience de front unique..... 1258
Beaugrand.....	Comment fonctionnent les sous-rayons du 1 ^{er} rayon..... 1261
Oreste.....	Quelques éclaircissements sur l'organisation des cellules.. 1265
Hacheldé.....	Rapport sur l'organisation de <i>l'Humanité</i> 1268
TRIBUNE DE DISCUSSION.....	1270
CRITIQUE ET BIBLIOGRAPHIE.....	1287

ADMINISTRATION

142, rue Montmartre

✦ RÉDACTION ✦

120, rue Lafayette

PARIS

PRIX DES ABONNEMENTS

	France	Etranger U. P.
3 mois.....	7 fr.	9 fr.
6 mois.....	13 fr.	17 fr.
1 an.....	25 fr.	33 fr.

Le Numéro : 1 franc

L'Internationale Communiste

Organe du Comité exécutif
de l'Internationale communiste

== Prix : 4 francs ==

PARAIT TOUS LES MOIS

avec la collaboration des camarades les
plus éminents de tous les partis adhérents
à l'Internationale communiste

Divisée en quatre rubriques : *Revue politique, Revue économique, Mouvement ouvrier international, Bibliographie*, elle contient des articles de fond sur toutes les questions importantes de la vie internationale

Chaque militant doit lire cette Revue qui lui apportera une documentation extrêmement riche en même temps que le point de vue de l'élite des leaders de l'I. C.

En vente à la LIBRAIRIE de l'HUMANITÉ

120, rue Lafayette, PARIS (X^e)

Téléphone : Nord 39-30

Chèque postal : 255-17

Aux lecteurs des Cahiers



A la suite des observations présentées par un très grand nombre de camarades, la direction du Parti a décidé de réorganiser notre revue.

Il s'agit d'en faire l'organe indispensable à tous nos militants, tant pour leur documentation générale et leur éducation théorique que pour les nécessités de leur propagande et de leur agitation quotidiennes.

Désormais un certain nombre de rubriques régulières, tenues par des camarades spécialisés dans les questions qu'ils traiteront, mettront nos lecteurs au courant des choses essentielles : de la vie internationale, Gabriel Péri, Saint-Preux, Leiciague, F. Meunier; pour les pays des Balkans, Daniel Renoult; de la vie sociale, Berlioz et Raveau; de la vie politique et parlementaire en France, Delhay et Gayman; de la situation économique mondiale et française, Duplex, E. Chauvelon, Gayman et Berlioz.

En outre, une part importante sera donnée à une « Vie du Parti », consacrée beaucoup plus à d'intéressantes expériences de travail intérieur et extérieur qu'aux documents officiels (thèses, circulaires, etc.), qui y trouveront cependant leur place.

Nous ouvrons également une rubrique nouvelle : « Doctrine et Histoire », où les meilleures pages inédites ou peu répandues des grands écrivains marxistes seront publiées, soit à l'occasion des anniversaires, soit à propos des événements et des discussions politiques en cours.

Dans chaque numéro, l'article leader, écrit sous le contrôle du bureau politique, portera toujours sur une des questions les plus importantes du moment.

En dehors des rubriques habituelles rédigées dans une forme aussi simple et aussi courte que possible, nous publierons des articles d'ensemble sur les grands problèmes nationaux et internationaux à l'ordre du jour (dettes interalliées, guerres coloniales, projets militaires de Painlevé, questions sociales), etc.

La collaboration des principaux militants des organisations ouvrières sera sollicitée et, nous l'espérons, obtenue.

Ainsi Les Cahiers du Bolchévisme deviendront la revue que chaque camarade lit et fait lire parce qu'elle lui permet de con-

naître, dans le minimum de temps, tout ce qui est utile à sa formation et à son action révolutionnaires.

Cependant, notre travail n'est encore qu'ébauché. Une mise au point progressive s'imposera. Nous ne pourrons la réaliser et répandre les « Cahiers » que dans la mesure où nos lecteurs nous apporteront le concours de leurs suggestions, de leurs critiques et aussi de leur propagande.

PAUL MARION.

N. B. — Les communications aux CAHIERS concernant l'administration, doivent être adressées à l'Humanité, 142, rue Montmartre; celles concernant la rédaction, 120, rue Lafayette, Paris.



A LA MÉMOIRE DE LA COMMUNE



Quarante ans se sont écoulés depuis la proclamation de la Commune de Paris. Selon la coutume établie, le prolétariat français a célébré, dans des meetings et des manifestations, le souvenir des grands hommes de la Révolution du 18 mars 1871. Vers la fin du mois de mai, il ira déposer des couronnes sur les tombes des communards fusillés, victimes de la « Semaine Sanglante », et renouvellera le serment de lutter sans trêve jusqu'au triomphe définitif des idées de ces héros, jusqu'à l'entier accomplissement de la tâche qu'ils lui ont léguée.

Pourquoi donc le prolétariat de France et du monde entier honore-t-il dans les hommes de la Commune de Paris ses précurseurs ? Et en quoi consiste l'héritage de la Commune ?

La Commune est sortie d'un mouvement des masses populaires. Personne ne l'avait préparée consciemment et systématiquement. Une guerre malheureuse contre l'Allemagne, les tourments du siège, le chômage parmi le prolétariat, la ruine de la petite bourgeoisie, l'indignation du peuple contre les hautes classes et les chefs qui s'étaient montrés absolument incapables, une confuse effervescence dans la classe ouvrière mécontente de sa situation et tendant vers un autre régime social, la composition réactionnaire de l'Assemblée Nationale, qui faisait craindre pour le sort de la République : toutes ces causes et beaucoup d'autres poussèrent la population parisienne à la Révolution du 18 mars qui, d'une manière inopinée, fit passer le pouvoir aux mains de la garde nationale, de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie qui s'y rattacha.

Ce fut un événement comme on n'en avait jamais vu dans l'histoire. Jusqu'alors, le pouvoir était détenu par les propriétaires et les capitalistes, c'est-à-dire par leurs hommes de confiance, qui formaient ce qu'on appelle le gouvernement. Après la Révolution du 18 mars, quand le gouvernement de M. Thiers se fut enfui de Paris avec ses troupes, sa police et ses fonctionnaires, le peuple resta seul maître de la situation et le pouvoir passa au prolétariat. Mais

dans la société moderne, le prolétariat, économiquement asservi par le capital, ne peut dominer en politique sans briser préalablement les chaînes dont l'enserme le capital. Voilà pourquoi le mouvement de la Commune devait nécessairement prendre la couleur du socialisme, c'est-à-dire tendre au renversement de la bourgeoisie, du capital, à la destruction des *bases* mêmes du régime social moderne.

Au début, ce mouvement fut extrêmement confus et indéterminé. Il rallia des patriotes qui espéraient que la Commune recommencerait la guerre contre les Allemands et la mènerait jusqu'à la victoire; il groupa des petits boutiquiers que menaçait la ruine s'il n'était pas sursis aux échéances de traites et au paiement du terme (ce sursis, que refusait le gouvernement fut accordé par la Commune). Enfin, dans les premiers temps, il obtint même certaines sympathies du côté des républicains bourgeois, qui craignaient que l'Assemblée Nationale réactionnaire (composée de « campagnard », de farouches propriétaires) ne rétablît la monarchie. Mais le rôle principal fut joué par les ouvriers (surtout par les artisans de Paris), chez lesquels, dans les dernières années du second Empire, la propagande socialiste avait été très active, et dont un grand nombre appartenaient même à l'Internationale.

Seuls, les ouvriers restèrent fidèles à la Commune jusqu'au bout. Les républicains bourgeois et petits bourgeois l'avaient abandonnée depuis longtemps : les uns effrayés par le caractère révolutionnaire-socialiste et prolétarien du mouvement; les autres dès qu'ils virent que ce mouvement était condamné à une irrémédiable défaite. Seuls les prolétaires français soutinrent sans crainte et sans lassitude *leur* gouvernement; seuls ils combattirent et moururent pour lui, c'est-à-dire pour la cause de l'émancipation de la classe ouvrière, pour le meilleur avenir de tous les travailleurs.

Abandonnée par ses alliés d'hier et privée de soutien, la Commune devait fatalement s'achever par une défaite. Toute la bourgeoisie de la France, tous les propriétaires, les boursiers, les fabricants, les gros et les petits voleurs, tous les exploités s'unirent contre elle. Cette coalition bourgeoise, soutenue par Bismarck (qui rendit à Thiers 100.000 prisonniers français pour faciliter l'écrasement du Paris révolutionnaire), réussit à soulever les paysans ignorants et la petite bourgeoisie provinciale contre le prolétariat parisien et à encercler la moitié de Paris (l'autre moitié était investie par l'armée allemande). Dans plusieurs grandes villes de France (Marseille, Lyon, Saint-Etienne, Dijon, etc.), les ouvriers tentèrent également de s'emparer du pouvoir, de proclamer la Commune et d'aller au secours de Paris, mais ces tentatives se terminèrent vite par des échecs. Et Paris qui, le premier, avait levé l'étendard de la

révolte prolétarienne, fut abandonné à ses propres forces et condamné à une perte certaine.

Pour qu'une révolution sociale soit victorieuse, deux conditions au moins sont indispensables : un haut développement des forces de production et la préparation du prolétariat. Mais, en 1871, ni l'une ni l'autre n'étaient réalisées. Le capitalisme français était encore peu développé et la France était alors surtout un pays de petite bourgeoisie (d'artisans, de paysans, de boutiquiers, etc.). D'autre part, il n'existait pas encore de parti ouvrier; la classe ouvrière n'avait pas été préparée et longuement exercée; dans l'ensemble, elle n'avait même pas encore une idée nette de sa tâche et des moyens de l'accomplir. Il n'y avait pas de sérieuse organisation politique du prolétariat; il n'y avait pas non plus de grands syndicats, ni d'associations coopératives.

Mais ce qui manqua surtout à la Commune, ce fut le temps; elle n'eut pas la possibilité de se regarder vivre et d'entreprendre la réalisation de son programme. A peine se mettait-elle à l'ouvrage que le gouvernement de Versailles, soutenu par toute la bourgeoisie, ouvrait le feu contre Paris. Et la Commune dut songer avant tout à se défendre. Et jusqu'au bout, jusqu'à la terrible semaine du 21 au 28 mai, elle n'eut pas le temps de songer à un travail sérieux.

Pourtant, même en des conditions si défavorables, même en une si courte existence, la Commune sut prendre un certain nombre de mesures qui caractérisent assez sa véritable signification et ses desseins. Elle substitua à l'armée permanente, instrument aveugle des classes dirigeantes, l'armement général du peuple; elle proclama la séparation de l'Eglise et de l'Etat, supprima le budget des cultes, laïcisa l'instruction publique, et porta ainsi un coup terrible aux gendarmes en soutane. Dans le domaine purement social, elle ne put réaliser que peu de chose, mais ce peu nous dévoile assez nettement son caractère de gouvernement populaire, ouvrier : elle interdit le travail de nuit dans les boulangeries; elle supprima le système des amendes et retenues sur le salaire, ce vol légal dont sont victimes les ouvriers; enfin, elle promulgua le fameux décret en vertu duquel toutes les fabriques, usines, tous les ateliers abandonnés par leurs patrons seraient confiés à des associations ouvrières pour une reprise de la production. Et, comme pour souligner son caractère véritablement démocratique de gouvernement prolétarien, la Commune décida que le traitement maximum de tous les fonctionnaires et membres du gouvernement et de l'administration ne pourrait être supérieur à un salaire ouvrier normal et qu'en aucun cas il ne dépasserait 6.000 francs par an.

Toutes ces mesures disaient assez que la Commune constituait

un danger mortel pour le vieux monde édifié sur des principes de servitude et d'exploitation. La société bourgeoise ne pouvait donc dormir en paix tant que flotterait sur l'Hôtel de Ville de Paris le drapeau rouge du prolétariat. Et quand, enfin, les forces organisées du gouvernement l'emportèrent sur les forces mal organisées de la révolution, les braves généraux de Napoléon III, qui s'étaient si bien fait rosser par les Allemands et n'en étaient que plus vaillants contre leurs compatriotes vaincus, organisèrent un massacre comme Paris n'en avait jamais vu. Environ 30.000 Parisiens furent exécutés par une soldatesque furieuse; environ 45.000 furent arrêtés (parmi ces derniers, beaucoup furent ensuite mis à mort); des milliers furent envoyés dans les bagnes, déportés ou exilés. Au total, Paris perdit environ 100.000 de ses enfants, parmi lesquels l'élite des ouvriers de toutes les professions.

La bourgeoisie était satisfaite. « Maintenant, c'en est fini du socialisme pour longtemps ! » disait Thiers, le foutriquet sanguinaire, après la saignée qu'il avait fait subir au prolétariat parisien. Mais c'est en vain que croassaient les corbeaux de la bourgeoisie. Six ans environ après l'écrasement de la Commune, alors que beaucoup de ses combattants languissaient encore dans les bagnes et les lieux de déportation, un nouveau mouvement ouvrier commençait en France. Une nouvelle génération socialiste, enrichie de l'expérience de ses prédécesseurs, mais nullement découragée par leur défaite, releva le drapeau tombé des mains des militants de la Commune et le porta hardiment, aux cris de : « Vive la Révolution sociale ! Vive la Commune ! » Et, trois ou quatre ans plus tard, le nouveau parti ouvrier, par l'agitation qu'il soulevait dans le pays, forçait les classes dirigeantes à relâcher ceux des communards qui n'étaient pas encore libérés.

Les héros de la Commune sont honorés non seulement par les ouvriers français, mais par le prolétariat du monde entier. Car la Commune a lutté non pour une cause étroitement locale ou nationale, mais pour l'émancipation de toute l'humanité laborieuse, de tous les déshérités et opprimés. Tirailleur avancé de la révolution sociale, elle s'est attiré des sympathies partout où le prolétariat souffre et lutte. Le tableau de sa vie et de sa mort, le spectacle de ce gouvernement ouvrier qui saisit et garda pendant plus de deux mois la capitale du monde, cette lutte héroïque du prolétariat, ses souffrances après la défaite, tout cela exalta les esprits de millions d'ouvriers, suscita leurs espoirs et attira leurs sympathies au socialisme. Le tonnerre des canons de Paris réveilla de leur torpeur les couches les plus arriérées du prolétariat et donna partout une impulsion nouvelle à la propagande révolutionnaire-socialiste. Voilà pourquoi

l'œuvre de la Commune n'est pas morte; elle vit jusqu'à présent en chacun de nous.

La cause de la Commune est celle de la révolution sociale; c'est la cause de l'émancipation politique et économique complète des travailleurs; c'est la cause du prolétariat de l'univers entier. Et cette cause est immortelle.

N. LÉNINE.

Rabotchaïa Gazeta, N° 4-5. (28 avril 1911.)



La Grève Générale en Grande-Bretagne

Par PALME DUTT



L'ordre de rappel de la grève générale

12 Mai 1926.

La Grève générale a été rappelée, mais rien n'est terminé.

Dans l'après-midi du mercredi 12 mai, le Conseil général a rappelé l'ordre de grève sans obtenir du Gouvernement aucune condition concrète. D'après le Gouvernement, c'est une capitulation sans conditions. La déclaration officielle du Comité Ouvrier dit que la grève a été rappelée afin de permettre la reprise des négociations.

Les mineurs restent seuls en grève. Le lock-out n'a pas encore été levé, quoique son retrait devait suivre celui de la grève générale. Cook a déclaré, au nom de la Fédération des mineurs, que ces derniers restent sur leurs positions. C'est la Conférence spéciale des délégués mineurs qui fixera, vendredi, la conduite à tenir.

Cet arrangement particulier est le résultat officiel des négociations entre Sir Herbert Samuel, Président de la Commission du charbon, et les représentants du Conseil général (sans la Fédération des mineurs). Ces négociations fournirent une base d'accord que développe un memorandum, rédigé par Sir Herbert Samuel, prévoyant :

1° La continuation, pendant un certain temps, de l'allocation gouvernementale, afin de reprendre les négociations sur la question houillère ;

2° L'établissement d'un Conseil National des Salaires pour l'industrie minière ;

3° Aucune révision des salaires tant que les mesures de réorganisation proposées par la Commission des mines — et dont l'exécution sera contrôlée par des délégués des mineurs — ne rentreront pas en vigueur ;

4° Ces garanties bien établies, le Conseil National des Salaires établira, si c'est absolument nécessaire, un nouveau contrat de salaires ;

5° Aucune réduction sur les salaires des ouvriers les moins payés ; fixation d'un salaire national minimum.

Ce memorandum ne représente pas un accord officiel. Il fut accepté par les représentants du Conseil général comme base de

négociations. Mais il ne fut en aucune façon accepté formellement par le Gouvernement.

Lorsque les représentants du Conseil général allèrent à Downing Street, pour annoncer, en termes embarrassés, le rappel de la grève générale et exprimer humblement l'espoir que le Gouvernement pourrait, afin d'atténuer l'effet de l'espoir de la capitulation, rendre publique de bienveillantes intentions d'accord, le Premier répondit simplement qu'il ne pouvait prendre aucun engagement ni aucune décision avant d'avoir consulté ses collègues, le Gouvernement pouvant revendiquer la capitulation pure et simple qu'il avait demandée. Le Gouvernement a donc remporté sur le Conseil général, non seulement la victoire immédiate (la réduction éventuelle des salaires miniers étant la partie essentielle du document en question) ; mais aussi la victoire formelle (capitulation pure et simple) ; à laquelle il attribuait encore une plus grande importance, puisqu'elle représente un coup rude porté à l'ensemble du mouvement ouvrier.

La réduction des salaires miniers est l'essence du document Samuel, qui ne fait que répéter les termes du rapport de la Commission. Par contre, les mineurs se refusent toujours à toute diminution de salaires. La solution n'est donc que remise à plus tard. La question des salaires reviendra sur le tapis et les mineurs, ainsi que les autres corporations, devront ou combattre ou capituler. Or, les dirigeants du Conseil général — s'ils ont accepté le memorandum Samuel, s'ils ont accepté un accord sur la base du rapport de la Commission du charbon et le Conseil National des salaires — ont livré d'avance les positions des mineurs. Les mineurs devront donc lutter soit seuls, soit avec l'aide clandestine des autres corporations.

Cook a déclaré que la décision du Conseil général a été prise sans qu'on ait consulté la Fédération des mineurs.

Si toutes ces indications sont exactes, cette capitulation dépasse, en trahison, le Vendredi Noir, et ses effets en seront incalculables non seulement sur le mouvement ouvrier anglais, mais aussi sur le mouvement international.

Une semblable capitulation ne peut être justifiée. Le mouvement ouvrier était massif d'un bout à l'autre de la nation ; les rangs grévistes grossissaient de jour en jour ; l'on venait de faire entrer en ligne les électriciens et les ouvriers des ateliers de construction mécanique et navale, augmentant d'un demi-million le nombre des grévistes. Cette soudaine capitulation arrive comme un coup de massue sur le mouvement ; on ne sait pas encore comment le pays va réagir.

Le centre s'est effondré sous la pression gouvernementale. Le gouvernement venait de faire déclarer, par ses juristes, que cette grève générale était illégale, de sorte que tout fonctionnaire syndical devenait personnellement responsable et pouvait être poursuivi. Le gouvernement avait fait le nécessaire pour que les fonds

venant de l'étranger fussent saisis et menacé les syndicats de confiscation de leurs fonds et d'une nouvelle législation. La force armée de la nation était répandue, de façon provocante, dans les rues de Londres. Les leaders opportunistes de la Trade-Union devinrent nerveux et préférèrent subir n'importe quelle humiliation plutôt que d'envisager l'incertain d'une continuation des hostilités.

Cet effondrement est la dernière période de l'ancienne lutte économique de classe, pratiquée jusqu'ici en Angleterre. Par cette grève, le trade-unionisme a atteint son extrême moyen — il ne peut aller plus loin. Les ouvriers se trouvent maintenant face à face avec la force légale et armée de l'Etat. La lutte ne peut continuer que comme lutte politique révolutionnaire directe contre l'Etat.

Aujourd'hui, le Gouvernement va essayer de tirer parti de sa victoire par un régime de répression sévère qui durera tant qu'il aura la prérogative de disposer au Parlement d'une majorité conservatrice compacte et tant qu'il aura — comme il le croit — les syndicats à ses pieds. On peut s'attendre à une nouvelle législation sur les syndicats devant rogner les droits de ces derniers, leur enlever leur immunité légale. On rendra immédiatement punissable tout nouvel essai de grève générale. On s'attaquera certainement aux privilèges politiques et la législation réactionnaire, préparée depuis longtemps par les conservateurs, deviendra un fait. Les patrons, eux, prendront des mesures similaires pour imposer à leurs salariés des contrats de travail individuels les entravant et leur interdisant à l'avenir toute participation à un mouvement de grève générale. Les journaux demandent déjà à leurs salariés de signer l'abandon de leur droit de grève contre tout texte qu'on peut leur demander d'imprimer.

Cette tentative d'établissement d'un régime réactionnaire sera faite dans le cadre international. Les ouvriers de l'Europe Occidentale vont avoir à repousser de fortes attaques lancées contre leurs droits. Ils peuvent s'attendre sous peu à de rudes combats.

L'« accord » qui vient de se conclure ne met pas fin à la lutte ; il l'avive. L'ordre de reformer les rangs doit être donné de suite, sans aucun délai.

La situation en Angleterre au lendemain de la grève générale

15 mai 1926.

La bourgeoisie anglaise a poursuivi les avantages qu'elle a obtenus à la suite de la capitulation du Conseil Général des Trade-Unions en engageant immédiatement une violente offensive contre les positions de la classe ouvrière et de ses organisations.

Par sa capitulation, le Conseil Général des Trade-Unions a laissé sans direction le mouvement ouvrier. Les mineurs furent abandonnés à eux-mêmes. Dans sa hâte de se débarrasser per-

sonnellement de toute responsabilité, le Conseil Général ne se donna pas la peine d'organiser la retraite de la classe ouvrière. C'est pourquoi le gouvernement et le patronat se hâtèrent de livrer une violente offensive contre les ouvriers abandonnés en pleine lutte.

Cette offensive fut dirigée par le gouvernement lui-même. Il employa des phrases hypocrites de « réconciliation » et fit des appels hypocrites à la modération. Mais la police avait déjà commencé son action. Le même soir, le gouvernement répandit par tout le pays un appel officiel publié par le *British Gazette*, intitulé : « Pas d'obligation », appel qui constituait une excitation directe à l'offensive contre les ouvriers.

Avec une unanimité parfaite, les industriels engagèrent la campagne, présentèrent de nouvelles revendications aux Trade-Unions, exigèrent des garanties contre la répétition de semblable grève, imposèrent dans certains cas des réductions de salaire, présentèrent aux ouvriers des contrats à signer individuellement, réclamèrent des dommages-intérêts, proclamèrent la perte des droits des grévistes, insistèrent sur le maintien des volontaires non-syndiqués et même, dans certains cas, organisèrent des groupes d'ouvriers non-syndiqués.

Le Secrétaire d'Etat de l'Intérieur a publié un avertissement aux termes duquel tous les piquets de grève employant des moyens d'intimidation ou de violence étaient interdits par la loi, et que toute tentative de ce genre serait poursuivie. Tout l'appareil de dictature créé pour la grève, tant en ce qui concerne le ravitaillement qu'en ce qui concerne l'armée, fut maintenu. La répression devint même encore plus sévère au lendemain de l'accord. D'un bout à l'autre du pays, il y eut des raids de police dans les locaux du Parti Communiste ; des arrestations en masse furent effectuées. Le Gouvernement n'ignorait pas, qu'après la capitulation des chefs, il fallait aussi briser la résistance de la classe ouvrière, et que c'était là la phase la plus sérieuse du conflit.

Les principaux objectifs de la nouvelle campagne sont les suivants :

1° Empêcher le retour d'une grève générale. L'arme essentielle qui permettra d'y parvenir, est l'arme légale du Gouvernement. Il est probable qu'une nouvelle législation syndicale sera introduite. Le terrain y est préparé par une décision de la Haute-Cour décidant que la grève générale est « illégale » et « qu'aucun conflit corporatif n'existe ni ne doit exister entre le Conseil Général des Trade-Unions et le Gouvernement ». Ce qui signifie que le Conseil Général est maintenant réduit à l'impuissance, à moins qu'il ne se transforme en organisme illégal et n'agisse comme tel. En même temps, les industriels, dans leurs contrats particuliers avec les Unions, se sont efforcés d'insérer des clauses interdisant tout mouvement concerté ;

2° Briser la puissance des Trade-Unions dans toutes leurs positions importantes. C'est probablement dans ce domaine que

la législation s'efforcera de restreindre les droits de grève des unions. Les industriels ont tenté, dans leurs contrats, d'obtenir l'interdiction de faire grève et même de se syndiquer dans les positions importantes ou « positions de confiance ». Certains industriels (en Ecosse notamment) ont essayé de briser complètement les unions et de ne plus les reconnaître. Mais, cette méthode fut désapprouvée par le Gouvernement et par la majorité de la bourgeoisie (par la Fédération des Industries Britanniques) qui appréciaient trop bien l'importance pour eux de Trade-Unions complètement légales mais réduites à l'impuissance ;

3° Briser le nerf de la résistance ouvrière en frappant tous les ouvriers militants et en les chassant des usines. Tous les contrats de réembauchage que les unions ont signés avec les employeurs font une exception particulière pour les « ouvriers coupables de violences ou d'intimidation », c'est-à-dire qui furent actifs au cours de la grève.

Le contrat signé le 14 mai par les trois fédérations de cheminots et par les compagnies ferroviaires est la démonstration la plus éclatante de cette nouvelle politique. Ce contrat admet :

1° La réintégration « dans la mesure où il y aura du travail » ;

2° L'acceptation par les unions que la grève fut « un acte préjudiciable » et la reconnaissance du droit légal des compagnies à réclamer des dommages-intérêts aux grévistes et autres personnes responsables ;

3° Les Trade-Unions s'engagent :

a) A ne plus donner à leurs adhérents l'instruction de se mettre en grève, sans négociations préalables avec les compagnies ;

b) A ne donner aucun appui à leurs membres à l'effet de prendre des mesures quelconques non autorisées ;

c) A ne pas encourager les employés de la catégorie spéciale de la direction et de l'inspection à participer à une grève quelconque ;

4° Le transfert de grévistes réintégrés sera peut-être nécessaire, mais le salaire de ces derniers ne sera réduit en aucun cas ;

5° « L'accord n'est pas applicable aux personnes coupables de violences ou d'intimidation. »

Cet humiliant contrat d'esclavage, complétant la trahison et l'abandon des ouvriers à la merci des industriels, le renvoi des militants qui ont lutté pour la grève et l'abandon de tous les droits de lutte de la classe ouvrière, a été signé par Thomas, Cramps, Bromley, Walkden. Thomas déclara que ce contrat était « éminemment satisfaisant ». Evidemment, à son point de vue, le contrat est « satisfaisant », car il lui évite l'ennui de nouvelles questions de grève générale ou d'exigences de la masse en faveur de l'action, qui,

à l'avenir, devront être soumises aux compagnies d'abord, aux fins d'étude, et ensuite, à la police.

Le Conseil Général était impuissant, même s'il avait eu la volonté d'opposer une résistance à cette attaque générale. Il avait rendu la forteresse sans conditions et il recevait sa récompense. Il ne pouvait qu'invoquer l'honneur du Premier Ministre dans lequel il déclarait avoir une confiance absolue et en appeler au Gouvernement pour sauver les Trade-Unions. « Le Gouvernement doit mettre fin à cette attaque contre les Trade-Unions. » « La bonne foi du Premier Ministre est engagée. » Telles furent les déclarations pitoyables et impuissantes du Conseil Général, après que sa trahison eut réduit les ouvriers à cette extrémité.

Mais la volonté de résistance de la classe ouvrière était intense. Dans tout le pays, les ouvriers s'élevèrent contre la trahison du Conseil Général et se montrèrent prêts à repousser la nouvelle attaque. L'âpreté de la lutte apparut dans ce fait que le 13 mai, Thomas fut obligé d'admettre à la Chambre des Communes qu'au lendemain de l'accord, il y avait 100.000 chômeurs de plus que précédemment. En réalité, l'accord n'avait rien réglé du tout.

Les meetings monstres de grévistes à Manchester, Liverpool, Glasgow, Edimbourg, Doncaster, Sheffield, Cardiff, Hull, Portsmouth, Southampton, etc., se prononcèrent pour la continuation de la grève et de la résistance à la nouvelle offensive.

Des manifestations eurent lieu dans tout le pays pour protester contre la trahison. A Manchester, la démonstration réunit 30.000 personnes. A Glasgow, les manifestants parcoururent la ville avec des affiches portant ces mots : « A bas Thomas ». A Poplar, dans la partie Est de Londres, des foules hostiles se massèrent devant les locaux des Trade-Unions. La police à pied et montée chargea à coups de bâton ; il y eut une quarantaine de blessés. A Hatfield, près de Doncaster, des manifestations hostiles furent dispersées par la police ; il y eut 80 arrestations.

Au moment où j'écris, l'effet que le contrat des chemins de fer a pu produire dans le pays n'est pas encore connu. La Conférence des délégués mineurs, convoquée pour examiner les propositions soi-disant « nouvelles » du Premier Ministre — en réalité les anciennes propositions de la Commission pour une réduction immédiate des salaires pendant les négociations — s'est ajournée jusqu'au 20 mai, afin d'en référer aux districts.

L'abdication du Conseil Général a laissé les ouvriers sans direction centrale. Le Parti Communiste a lancé un manifeste réclamant une conférence nationale des comités de grève locaux. La nécessité urgente est de rallier les forces de la classe ouvrière et de créer une nouvelle direction centrale pour conduire la lutte. Les jours qui vont suivre seront décisifs à cet égard.

Résultats et Enseignements de la grève anglaise



Dans une de ses lettres datée du 11 août 1881, Engels parlait déjà de ces « pauvres trade-unions britanniques qui se laissent mener par des gens achetés par la bourgeoisie ou tout au moins à son service... » Il n'y a rien de changé depuis à ce point de vue : les millions de travailleurs anglais qui ont appuyé la défense des salaires des mineurs par une grève courageuse de neuf jours, viennent de faire l'expérience décisive d'une trahison ignominieuse de la plupart de leurs leaders. Ils ne peuvent plus avoir de doutes quant à ce fait avéré : les Macdonald, les J.-H. Thomas, tous les ministres du Labour Party et une bonne partie des membres du Conseil général des Trade-Unions sont vendus au capitalisme et les ennemis les plus dangereux de la classe ouvrière.

Dans mon précédent article, je signalais déjà les manœuvres que poursuivaient dans la coulisse tous les politiciens pourris, entraînés malgré eux dans la grève par la pression des masses combattives. Il est bien évident que la majorité des dirigeants travaillistes ne jouaient de la menace de grève générale vis-à-vis du gouvernement que pour faire pression sur ce dernier, afin qu'il continue à jouer le rôle de médiateur entre la Fédération des mineurs « trop extrémistes » et les propriétaires « trop réactionnaires ». Dans les articles du correspondant industriel du *Times* (qui doit être un droitier du Conseil général, tellement il est bien renseigné), nous trouvons cette indication que dès les premiers jours de discussion, les mineurs avaient compris que le Conseil général n'avait pas du tout le cœur à la lutte. Il paraîtrait même que deux de ses membres seulement se seraient prononcés sans réserve pour le soutien absolu des mineurs.

Mais le mouvement en faveur de la grève était trop puissant dans les masses pour qu'il fût possible aux agents de la bourgeoisie de s'y opposer franchement. Ils firent semblant de marcher avec le courant qui les débordait, mais dès le premier jour leurs hésitations, leurs reculades, le ton de leurs discours, leurs manœuvres dans les antichambres ministérielles ne laissaient aucun doute sur leur volonté de se racheter aux yeux de leurs maîtres.

Le Conseil général sur la défensive

Le 3 mai, à une heure du matin, après la dernière entrevue infructueuse avec Baldwin, Thomas sortait de Downing Street en se lamentant, des sanglots dans la voix : « C'est une bien triste affaire. » Le même jour, aux Communes, où le gouvernement demandait les pleins pouvoirs, le même Thomas et Macdonald tinrent un langage des plus modérés. L'ancien Premier réduisit le problème social à ces termes : « S'il doit y avoir une réduction de salaires acceptée par les mineurs en vertu d'un programme de réorganisation de l'industrie, les mineurs veulent d'abord voir la réorganisation s'accomplir. » Bromley se montrait aussi défaitiste en déclarant qu'il était possible

« en raison des ressources dont dispose l'Etat, que le travail organisé soit battu en fin de compte. » Ce n'est pas avec une telle mentalité de vaincu d'avance qu'on conduit une armée à la victoire !

Face à ces pleutres, Baldwin tenait un autre langage de classe : « On ne compose pas avec l'esprit d'insurrection, affirmait-il. Aucun gouvernement, dans aucune circonstance, ne peut céder à une grève générale. Dès que l'ordre de reprendre le travail sera donné, sans conditions, nous serons prêts à reprendre les négociations » Et il plaçait le conflit sur son vrai terrain en faisant radiotéléphoner, tous les jours, dans tous les coins du territoire : « Ce ne sont pas les salaires qui sont en péril, mais la liberté de notre Constitution elle-même. »

Le gouvernement passait délibérément à l'offensive et organisait avec méthode et minutie le sabotage de la grève. L'armée, la marine royale, la police ordinaire et les constables auxiliaires, des centaines de milliers de volontaires enrôlés en hâte et venant presque tous des classes moyennes, toutes les forces de l'Etat étaient mises en branle contre la classe ouvrière. Dans les faubourgs de Londres et dans les cités industrielles, la police assommait sauvagement les manifestants ; une justice expéditive condamnait les militants actifs à des peines sévères de plusieurs mois de prison ; les autos blindées parcouraient les quartiers populaires ; les stocks de papier d'imprimerie étaient réquisitionnés, afin d'empêcher le Bulletin de grève du Conseil général de paraître ; toute la légalité démocratique et les traditions libérales étaient foulées aux pieds, Baldwin, poussé d'ailleurs par les extrémistes de droite de son Cabinet, les Churchill, les lord Birkenhead, les Joynson Hicks, qui voulaient profiter de l'occasion pour écraser à jamais le mouvement trade-unioniste, menait une lutte sans merci, une lutte de classe sans atténuation.

Le Conseil général, dominé par sa droite apeurée, resta toujours sur la défensive, une défensive piteuse. Il refusa de relever le défi lancé par la bourgeoisie. Dès le 7 mai, son organe, le *British Worker*, imprimait que « le Conseil général est prêt à reprendre à n'importe quel moment les pourparlers en vue d'un arrangement honorable, et il n'entend imposer aucune condition préliminaire pour renouer les négociations avec le gouvernement. » Le 9 mai, Thomas, parlant dans un meeting à Hammersmith (banlieue de Londres), avait l'audace de déclarer ceci : « Je n'ai jamais déguisé, et je ne déguise pas aujourd'hui, que j'ai toujours été hostile au principe d'une grève générale. Ceux qui parlent d'une guerre à pousser jusqu'au bout, s'ils exécutent leurs intentions dans ce cas trouveront, lorsqu'ils auront fini, que cette patrie qui est la nôtre ne vaudra plus la peine qu'on y vive. »

C'est un fait reconnu par tout le monde que les conversations ne se sont jamais arrêtées entre Macdonald, Thomas, Henderson et leurs adversaires conservateurs et libéraux, dans une atmosphère de « mutuelle camaraderie ». Dès le premier jour, ils voulaient la capitulation, et lorsqu'ils trouvèrent de la résistance à l'aile gauche des Trade-Unions, ils menacèrent le Conseil général de désavouer la grève en pleine Chambre des Communes ! Leurs manœuvres sournoises auraient dû être brisées dès l'abord par le Conseil général, mais celui-ci se laissa intimider ; il tergiversa, il ne précisa jamais les buts de la lutte, il insista désespérément sur sa volonté de ne pas laisser prendre à la grève un caractère politique ; il ne dirigea pas le mouvement vers ses fins logiques ; il freina constamment dans l'espoir d'un arrangement pacifique, épouvanté par la masse, qui allait trop loin pour lui.

Le gouvernement Baldwin connaissait cette lâcheté des dirigeants du Labour Party, ce désir d'une retraite honorable qui, seule, hantait les esprits

des chefs de droite des Trade-Unions. Il employa une *tactique double* pour venir à bout des dernières résistances. La menace, d'une part. Le 6 mai, un leader libéral, avocat des Trade-Unions, fit un grand discours aux Communes pour démontrer que la grève générale était illégale. Dès lors, tout l'héritage de garanties concédé au mouvement trade-unioniste par la « démocratie » britannique était compromis. Les Trade-Unions ne pouvaient plus payer d'allocations de grève à leurs membres en rupture de contrat ; elles n'avaient pas le droit de priver des secours statutaires le syndiqué qui désobéissait à l'ordre de grève générale, et Baldwin annonçait des mesures législatives destinées à empêcher toutes repréailles syndicales contre les jaunes. Les syndiqués ayant quitté le travail sans le préavis légal, pouvaient être poursuivis en paiement de dommages-intérêts, et l'immunité accordée aux fonds des Trade-Unions depuis 1906 pouvait être levée.

Quelques jours après, le juge Astbury rendit à Liverpool un verdict important. La Fédération des gens de mer, dirigée par l'infâme Havelock Wilson, jaune notoire, avait intenté un procès à la section de Liverpool, coupable de s'être jointe à la grève générale sans l'autorisation fédérale et sans le referendum prévu dans les statuts. Astbury ne pouvait moins faire que donner raison à Wilson, il condamna les « révoltés », et son jugement déclarant la grève illégale allait faire désormais jurisprudence. Ce fut dès lors l'affolement total au quartier général des Trade-Unions : tout allait être fini pour le mouvement syndical. On ne pouvait pas aller contre la « loi », base sacrée de la liberté anglaise ! Pour donner un dernier témoignage de leur loyauté constitutionnelle, les membres du Conseil général refusèrent d'accepter « l'or de Moscou », mais sentant son avantage, Joynson Hicks, ministre de l'Intérieur, parla tout même de les arrêter en bloc. Ils perdirent définitivement la tête.

Second aspect de la manœuvre gouvernementale. La *British Gazette*, organe officiel, répéta sans se lasser des phrases comme celles-ci : « Sans doute, il est vrai que la majorité des dirigeants des Trade-Unions, en déclanchant la grève, n'avaient pas l'intention de soulever la question constitutionnelle. Ils se sont laissé entraîner par faiblesse par les extrémistes. Ils voient vers quel profond abîme ils sont chaque jour entraînés. »

Baldwin et Churchill, dans tous leurs articles et discours, veulent montrer au Conseil général, à sa majorité tout au moins, qu'elle n'a pas été maîtresse de ses décisions, qu'ils ont confiance en sa sagesse, mais qu'elle doit secouer le joug d'une poignée de violents « qui voudraient la faire sortir de la Constitution. » Les chefs du Labour Party disent exactement la même chose à Eccleston Square, où ils trouvent des oreilles favorables chez tous ceux qui n'ont pas du tout l'intention d' « attaquer la nation ».

La trahison et la résistance ouvrière

Ah non, bien sûr, ce n'est pas pour des motifs révolutionnaires que la plupart des leaders syndicaux se sont laissé détourner de l'intérêt national jusqu'à signer l'ordre de grève générale ! Baldwin, heureusement, a encore confiance en eux : ils vont montrer qu'ils en sont dignes, et Jicks ne les ennuiera plus avec ses menaces malsonnantes d'emprisonnement.

L'opération été bien menée. M. Herbert Samuel, l'ancien président de la Commission royale du charbon, vient justement d'élaborer un projet de compromis qui permet de renouer les conversations. La majorité du Conseil général saute sur ce memorandum, l'accepte après d'âpres discussions avec la Fédération des Mineurs, et le 12 mai, une délégation se rend chez Baldwin,

lui apportant la capitulation sans conditions, « en se fondant sur les assurances publiques données par le Premier Ministre touchant les mesures qui suivraient. »

C'est l'étranglement du mouvement, la plus honteuse trahison qu'il soit possible d'imaginer. Les ouvriers, surpris en plein élan, ne comprennent plus, ils veulent continuer, ils ne sont pourtant pas battus ! La Fédération des Mineurs annonce solennellement que sa lutte continue. D'un bout à l'autre du pays, c'est un gigantesque mouvement de désobéissance à l'égard des chefs. La traditionnelle discipline syndicale est en pièces. Mais les Unions abandonnent leurs groupes locaux qui refusent de reprendre le travail, il n'y a plus de direction de bataille, et l'une après l'autre, les grandes Fédérations signent avec les employeurs des accords scandaleux.

Le type en est celui sous lequel l'ignoble Thomas a mis son nom : la Fédération reconnaît qu'elle a commis un acte préjudiciable contre les compagnies en déclarant la grève ; elle admet le droit des compagnies de réclamer des dommages-intérêts ; elle s'engage à ne plus déclarer une grève sans avoir épuisé les négociations, à ne plus appeler à la grève certains spécialistes ; les compagnies réembaucheront les ouvriers qu'elles voudront, etc... Les dirigeants des trois Unions de cheminots, Bevin des Transports, ont l'insolence inouïe de se réjouir de ces « conditions satisfaisantes », qui se résument dans la renonciation à toute grève de solidarité.

Il n'y a plus que quelques îlots à résister à la trahison, sous la direction de Comités d'action locaux. La Fédération des Mineurs va négocier ces jours-ci, seule en face du gouvernement et de toutes les forces patronales ; il est probable qu'elle sera contrainte, malgré son militantisme, d'accepter un compromis sur la base du rapport Samuel, qu'elle avait repoussé autrefois, comptant sur le soutien des quatre millions et demi de syndiqués, soutien qui ne lui a pas fait défaut, mais qui a été brisé par les chefs capitulards.

Les leçons du mouvement et les perspectives

La défaite ouvrière ne résout rien des problèmes fondamentaux de l'économie britannique. Avant comme après, la bourgeoisie anglaise est placée en face de la nécessité d'exporter à meilleur marché, de produire plus avec des prix de revient moins élevés. Elle ne conçoit toujours pas d'autre possibilité d'adaptation aux conditions économiques d'après-guerre que la réduction des salaires et l'aviilissement des conditions de vie des travailleurs.

C'est une lutte constante qu'elle va devoir engager, et l'épisode qui vient de se terminer si lamentablement n'en est que le prélude. Il faut sortir de l'impasse industrielle et commerciale. Deux voies s'ouvrent à elle. Ou bien elle tentera de profiter de la débandade des Trade-Unions pour écraser la classe ouvrière et lui imposer brutalement sa volonté ; ou bien elle utilisera l'esprit de conciliation à tout prix des leaders modérés pour discuter avec eux — sûre du succès — « dans une atmosphère de paix et de compréhension mutuelle » les étapes de la réorganisation économique sur le dos du prolétariat.

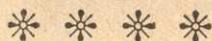
Les deux tendances existent au sein du gouvernement. Il y a la tendance extrémiste, profasciste, représentée par le clan Churchill et les hobereaux fonciers, qui veut anéantir complètement les syndicats. Il y a la tendance collaborationniste, négociatrice, avec Baldwin à sa tête, approuvée par la majorité de la Fédération des Industriels britanniques, plus conforme d'ailleurs aux traditions du conservatisme anglais, partisan de la « réaction

de la C. G. T. U., nous n'avons pas pu faire grand'chose pour aider au boycott des Iles Britanniques, et le *Daily Mail* a continué à être imprimé chaque jour à Paris, — malgré une grève des unitaires — d'où des avions l'emportaient à Londres pour y déverser son poison. De telles choses ne doivent plus se reproduire. Nous avons un devoir pressant : organisons un syndicalisme de masses, réalisons l'unité syndicale et notre solidarité internationale pourra s'exercer pleinement.

...La classe ouvrière anglaise n'est pas vaincue, elle a été trahie. Elle ne s'endormira pas aux accents berceurs du collaborationnisme à la Macdonald, car il y a en elle un levain d'espérances prochaines : la section britannique de l'Internationale Communiste, qui doit se renforcer et contre laquelle la répression la plus féroce ne pourra rien en présence de la crise économique insoluble. La conscience de classe s'est trempée en Grande-Bretagne, et le problème économique de la bourgeoisie de l'Empire reste entier, dominé par le chaos international du capitalisme.

« *L'accès fébrile est maîtrisé, mais la cure reste à faire* » écrivait à la fin de la grève la *Journée Industrielle*. La cure reste à faire pour la bourgeoisie de Londres, mais le prolétariat trouvera la voie de sa guérison. Lénine avait prévu sa cure lorsqu'il disait, en parlant de la corruption du « Parti Ouvrier bourgeois » : « *Le trait caractéristique de la situation actuelle est la prédominance de conditions économiques et politiques qui ne peuvent que renforcer l'incompatibilité entre l'opportunisme et l'intérêt fondamental du mouvement ouvrier.* »

J. BERLIOZ.



Réponse au camarade Michel Marty

Lorsque le Bureau Politique nous a demandé, à Cachin, à Barbusse et à moi, de prendre en mains la réorganisation de *l'Humanité*, je n'ai pas caché les difficultés que nous risquions de rencontrer dans cette tâche, ni le temps que nécessitait la mise au point d'un grand organe communiste d'information tel que le désirait la grande masse du Parti. Nous avons eu quinze jours pour préparer un lancement qui, en toute logique, aurait dû demander trois mois. En dix jours, et malgré l'augmentation du prix du journal, les événements aidant, nous sommes passés d'une vente de 37.000 à Paris, dans les seuls kiosques, à une moyenne de 47.000, non comprise la montée du 1^{er} Mai à 57.000, chiffre record. Cela sans compter la vente dans les gares et bibliothèques de Métro et Nord-Sud. L'effort de collaboration fourni par la direction du Parti et l'équipe rédactionnelle de *l'Humanité*, leur accord total sur toutes les grandes lignes, a été le fait capital de ces premiers jours d'expérience.

L'Humanité, dans sa formule nouvelle, est bien réellement l'organe central du Parti communiste. Aussi, n'est-ce pas comme rédacteur en chef de *l'Humanité*, mais comme membre du Comité Central et participant à la direction du Parti que je veux calmer les appréhensions excessives de mon camarade Michel Marty.

Il est bien évident que la direction du Parti est complètement d'accord avec lui sur ce que ne doit pas être un journal d'information communiste. Je pense qu'il n'est pas besoin d'insister sur ce point.

Sur ce qu'il doit être et ce que doivent contenir ses colonnes d'information, sur la place primordiale de l'information ouvrière, nous pensons nous en être expliqués assez clairement dans *l'Humanité* du 30 avril pour ne pas y revenir plus longuement. Mais il y a quelques points sur lesquels la lanterne de mon ami Michel est mal éclairée.

C'est une conception absolument anti-historique et partant anti-marxiste de croire que la curiosité de toutes choses et du fait-divers en particulier soit un phénomène de corruption des masses par l'esprit capitaliste. De tous temps, et bien avant la diffusion du journal, le fait-divers a été transmis par la tradition orale, par le récit, par les feux, par les chansons, par la complainte. Les conversations de village n'ont été de tous temps qu'un tissu de mêmes faits-divers. Les conditions de vie particulières aux diverses époques ont seules limité le moyen de diffusion des faits.

Le développement du capitalisme, la vulgarisation de l'instruction primaire ont créé les grands quotidiens. Et c'est le besoin humain de connaître les faits qui a permis aux quotidiens de se développer. Aujourd'hui, tout travailleur veut trouver le monde entier dans son journal. Il lui pardonne mal ses « ratages » ; il a raison. Que les journaux au service du pouvoir bourgeois se soient servi des faits pour les vider de leur contenu, les présenter de façon absurde, exagérer l'importance de certains et faire le silence sur d'autres, ce n'est que trop vrai. C'est de bonne guerre. A nous de les contrebattre et de les battre sur leur propre terrain : l'information.

L'ouvrier communiste, pour être renseigné sur toutes choses, pour lutter contre l'influence du fait-divers interprété par la bourgeoisie, doit trouver dans *l'Humanité* ce même fait-divers avec le contre-poison communiste.

Il n'y a pas de faits qui ne puissent donner matière à polémique.

Sans doute avons-nous commis des erreurs, manqué parfois d'optique, insuffisamment exploité certains faits; sans doute n'arriverons-nous pas du premier coup à relever notre conception idéale. Mais c'est vers elle que nous tendrons de toutes nos forces.

* * *

« Nous ne visons pas seulement à intéresser, mais à éduquer », dit Michel Marty. C'est l'évidence, mais l'éducateur qui n'intéresse pas est un bien triste éducateur. Nous en avons fait l'expérience quand *l'Humanité* tomba, il y a un an et demi, à 25.000 dans les kiosques de Paris. La direction du Parti ne considère pas « intéresser » et « éduquer » comme des termes contradictoires. Pour gagner les masses que, jusqu'à présent, nous n'avons pu éduquer parce que nous ne les intéressions pas suffisamment, il faut faire un gros effort en développant l'intérêt qu'elles pourront trouver à la lecture de leur journal de classe.

Ce but, nous l'atteindrons par l'attrait et la variété des rubriques.

« Etre toujours un pas en avant des masses ». Bien entendu. « Ne jamais marcher à leur remorque », indiscutable. Mais ne jamais les distancer au point de les perdre de vue. Or, c'est un fait, la masse ne nous lit pas encore, même la masse sympathisante, puisque, sur un million d'électeurs communistes en France, il n'y a que 200.000 acheteurs de *l'Humanité*. Nous voulons précisément mordre au delà, sur la zone encore inédiquée de nos sympathisants. Tant que nous n'aurons pas, comme en Russie, conquis le monopole de la presse par la conquête du pouvoir, nous devons, dans une certaine mesure, tenir compte de la concurrence des journaux bourgeois, parce que nous sommes des réalistes.

Notre journal de classe *l'Humanité* a sa formule à lui, une formule originale non seulement politiquement, mais techniquement.

Actuellement, l'information, faits-divers, sports et spectacles, dont la rédaction n'est d'ailleurs pas encore au point, tient une place encore très réduite dans le journal.

C'est ainsi que dans *l'Humanité* de l'un des jours où l'information de cette espèce fut particulièrement chargée, le 8 mai, elle a tenu six colonnes sur les quarante-deux que compte le journal ! Est-ce trop ?

Pour en finir, un mot à mon ami Michel Marty.

C'est une demande de collaboration pour la rubrique des « faits-divers ».

Quelles que soient ses imperfections présentes, je pense que nul ne songera à soutenir — s'il est de bonne foi — que la formule de *l'Humanité*, telle qu'elle a été établie par une collaboration entre les correspondants ouvriers de l'enquête, l'équipe rédactionnelle et la direction du

Parti, soit « corruptrice » et risque « d'intoxiquer » de façon « malsaine » le prolétariat par l'action des « Nepmans » (11)

Quand on discute, il faut toujours être sérieux... Autant que possible.

* * *

Un mot aux camarades communistes de Vitry

Non, camarades, il ne s'agit pas d'acheter un Clément Vautel, et il ne pourra pas s'agir de ça, jamais. C'est l'esprit bourgeois dans ce qu'il a de plus odieux et de plus incurable. Qu'un camarade du Parti ou un camarade sympathisant, engagé à l'essai, écrive chaque jour un « papier » satirique dans le ton de défense prolétarienne destiné à défendre les camarades et — autant que possible — à les faire rire, rien de plus naturel. De même qu'il sera parfaitement licite de demander à des spécialistes sympathisants (savants, artistes, etc.), éloignés de la vie politique active jusque-là, des articles ou des dessins, en accord avec l'esprit de classe du journal. Ce n'est pas un idéal, c'est une nécessité. Ce n'est d'ailleurs pas une nouveauté. Et cela existera dans toute la mesure où nos cadres ne seront pas en mesure de nous fournir la collaboration qu'il nous faut. Il n'y a pas là de quoi prophétiser « la fin de tout », comme le fait mon ami Michel Marty. Ce n'est pas une raison, en effet, parce qu'une porte est ouverte sur l'enfer pour qu'on veuille absolument passer dedans.

C'est par le développement en profondeur de notre Parti, tant dans le prolétariat que dans les éléments intellectuels des classes moyennes prolétariées que nous parviendrons à recruter ces cadres indispensables.

Pour cela, sans acheter personne, en utilisant la zone de nos sympathisants, développons *l'Humanité*, en la rendant lisible, intéressante, éducative et satirique quand il le faudra.

C'est ce que veut la direction actuelle du Parti, responsable devant le Congrès.

Il semble que, dès à présent, les résultats soient particulièrement encourageants.

P. VAILLANT-COUTURIER.

* * * *

VIE INTERNATIONALE

LE MOIS INTERNATIONAL

Varsovie - Berlin - Genève !



Mois de commotions, de crises, de secousses.

Mois de tremblements dans l'édifice vermoulu de la vieille Europe.

Mois de la crise anglaise qui laisse un prolétariat non point vaincu mais trahi, livré.

A l'Ouest de l'Europe, mois de coup d'Etat Polonais.

Mois de crise en Allemagne aussi où s'effondre le chancelier Luther 3 semaines après la signature des traités germano-russes.

Et pendant que tombent les gouvernements, que chancellent les ministères, que font rage les batailles de rue, l'appareil international de la « Stabilisation » européenne fonctionne à Genève :

Une Commission de juristes et d'hommes d'Etat y cherche le grave problème de la réorganisation du Conseil.

Le coup d'Etat polonais

Quel est l'origine du coup d'Etat de Varsovie. Quel en est le caractère et la signification.

Il est impossible de répondre à ces questions sans embrasser d'un coup d'œil d'ensemble la situation économique et politique de la Pologne.

La Pologne connaît, depuis un an surtout, des difficultés financières inouïes. Elle souffre d'un change instable. La dégringolade du sloty a fait s'effondrer au mois de novembre de l'an dernier le ministère que présidait M. Grabski. Pour surmonter la crise, son successeur s'avisait de faire participer le capital anglo-saxon à la Banque d'émission, il songea à mettre en gage les monopoles.

D'où provient cette dépréciation de la devise. Le dernier ministre des finances de Pologne en attribuait la cause à « une spéculation à caractère politique ». Il affirmait, par exemple, qu'alors que l'offre de sloty sur le marché de Berlin atteignait une moyenne de 200.000 slotys par jour, elle s'éleva brusquement, au moment de la crise de novembre, à près de 5 millions.

En vérité la dégringolade du sloty avait pour origine fondamentale la

passivité du commerce extérieur, due à l'extraordinaire cherté des produits nationaux.

Et ce qui provoque cette cherté c'est évidemment l'appareil politique et militaire extrêmement coûteux du pays.

Il y a quelques mois la *Frankfurter Zeitung* faisait le tableau suivant de la vie en Pologne :

Les grandes entreprises également ne peuvent plus payer leurs ouvriers, et une fabrique après l'autre ferme ses portes et jette les ouvriers sur le pavé. D'innombrables employés d'entreprises privées subissent le même sort que les ouvriers. Les suicides, atteignant le nombre de 40 à 50 par semaine dans les grandes villes, sont le résultat de cet état de choses désespéré. Les impôts rentrent très mal, et le paiement des salaires des fonctionnaires devient difficile, ou est même déjà mis en question. Le 17 octobre, Grabski annonçait par circulaire secrète que les paiements des fournitures de l'Etat étaient suspendus, ce qui mettait de nouvelles entreprises dans l'impossibilité de payer leurs ouvriers. Ainsi augmente de jour en jour le nombre des chômeurs. La Pologne est à un pas de la faillite, et même, elle y est déjà dans une certaine mesure.

Tous les experts anglo-saxons qui se rendirent en Pologne furent unanimes dans leurs conclusions. Pour résoudre la crise, disent-ils, l'Etat Polonais devra renoncer à ses velléités de l'après-guerre, renoncer à pratiquer une politique impérialiste indépendante, sortir de l'orbite de la France, réduire son appareil militaire en se conformant aux exigences anglo-saxonnes; la Pologne, disaient encore les spécialistes en matière « d'assainissement », devra céder ses monopoles et accepter une sorte de Plan Dawes, mais singulièrement plus rigoureux que celui appliqué à l'Allemagne, un Plan Dawes pour pays inférieur.

Dès lors le problème financier se compliquait d'un problème politique et diplomatique.

Le président Skrzynski, lorsque furent connus les termes du mémorandum du 9 février, avait parcouru l'Europe, sollicité l'appui de la France pour l'extension du Pacte en préparation, et son application aux frontières orientales du Reich, Skrzynski, prit le 7 octobre dernier, le chemin du Canossa britannique. Il vint à Locarno, il y signa les parchemins. En échange on lui promit, pour le mois de mars, un siège permanent au conseil de la S. D. N. Promesse très vague, nulle part consignée et qu'il fut impossible de tenir.

J'ai sous les yeux la traduction des débats du parlement polonais de l'époque. Je lis le discours de Skrzynski retour de Locarno : « A un moment décisif, dit le ministre des Affaires Etrangères de Pologne, où le peuple polonais s'engageait dans la voie de la Paix, je n'ai pas voulu trafiquer de la décision de la Pologne. Je n'ai pas voulu vendre sa parole ».

A peine eut-il fini qu'un tolle général s'éleva et la Chambre connut l'un des vaçarmes les plus remarquables de son histoire.

Ceci se passait après Locarno. Vous imaginez ce qu'il advint lorsqu'après Genève Skrzynski rentra à Varsovie sans avoir obtenu son siège permanent.

La politique de soumission aux exigences anglo-saxonnes, la politique de réduction des charges militaires écrasantes était dès lors irrémédiablement compromise. Entre temps, le chômage s'était accru et le sloty était tombé de plusieurs points. Les partis polonais divisés en matière de politique

extérieure en locarniers en antilocarniers se divisèrent à propos des problèmes financiers en stabilisateurs et non-stabilisateurs. Pour sauver à toute force une monnaie décadente, le ministre des finances et les réactionnaires, du cabinet Skrzynski préconisaient la stabilisation, la cession des monopoles, le licenciement des fonctionnaires. Les socialistes du gouvernement résistèrent longtemps à la pression des masses travailleuses dressées contre le plan diabolique de stabilisation à l'anglo-saxon, longtemps ils participèrent aux mesures de répression féroces prises par le gouvernement de coalition contre les chômeurs. Finalement ils cédèrent à la pression des ouvriers. Associaiton de la coalition. Crise. Ministère Witos.

Le cabinet Skrzynski avait été un ministère de concentration nationale. Le gouvernement Witos prétendit s'appuyer sur les Partis de droite exclusivement.

En matière financière, le gouvernement nouveau afficha, dès le premier jour, son intention de poursuivre et d'aggraver la politique réactionnaire du gouvernement précédent.

En matière de politique extérieure, il ne cacha pas la répugnance que lui inspiraient les textes de Locarno. Dans tous les cas, il resta sourd aux démarches réitérées que tenta auprès de lui M. Laroche pour le convaincre d'offrir à Skrzynski le portefeuille des Affaires Etrangères.

Ces deux circonstances, il faut bien le dire, handicapèrent singulièrement le nouveau gouvernement et favorisaient un coup de force. La catastrophe financière, le mécontentement des masses ouvrières contre le gouvernement des hobereaux, l'hostilité sourde des chancelleries contre un ministère antilocarnien, autant de facteurs qui expliquent la rapide victoire du maréchal Pilsdusky.

Le militaire d'aventure a eu avec lui la majorité de l'armée. Il a été aidé par le C. P. S. qui depuis longtemps, mais surtout depuis le voyage en Pologne de Boncour, se rapprochait de lui. Enfin l'avant-garde de la classe modérée elle-même dans sa volonté d'abattre la dictature, le fascisme que représentait à ses yeux le cabinet Witos, ne s'opposa pas au coup d'Etat. Elle préconisa l'élargissement de la lutte et lança dans la bataille le mot d'ordre du gouvernement ouvrier paysan.

Pilsdusky vainqueur, l'ordre est loin de régner en Pologne !

Les réactionnaires regroupent leurs forces, et menacent de constituer à Posen un gouvernement indépendant. La Lithuanie s'agite et veut reprendre à la Pologne le territoire de Vilna qui lui fut ravi par un coup de force.

L'Etat de la Pologne de 1926, nous rappelle le tableau saisissant que fit de ce pays éternellement morcelé, divisé, Proudhon au lendemain des traités de 1815.

On disait alors : « Il y a des Polonais ! Il n'y a pas de Pologne ».

Aujourd'hui tout ce pays se disloque, se dissocie, s'effondre. Et quand on pense que ce semblant d'Etat est une des pièces maîtresses du mécanisme du Traité de Versailles !

La crise allemande

La Pologne n'est pas le seul pays qui à ce début de printemps sort ébranlée par une crise politique et sociale. Tandis que Witos et ses ministres abandonnaient le Palais du Belvédère, le Chancelier Luther était mis en minorité au Reichstag. A quelques semaines, deux événements de première

importance auront marqué la vie politique du Reich Allemand : la signature à Berlin du traité germano-russe, la chute du cabinet Luther.

Il n'y a pas de relation directe de cause à effet entre les deux événements. Mais ils sont tous les deux l'indice d'une orientation bien symptomatique des tâches profondes du peuple allemand.

Le traité germano-russe signé le 24 avril à Berlin détache l'Allemagne du concert des puissances capitalistes de l'Europe dans le cas où celles-ci chercheraient à nuire à la Russie révolutionnaire. On trouve dans ce travail la main d'un maître ouvrier qui n'en est pas à son coup d'essai.

L'Allemagne et la Russie déclarent qu'elles veulent vivre en bonnes voisines, qu'elles ne se prêteront ni l'une ni l'autre à des combinaisons d'aucune sorte, d'aucune nation ou d'un groupe de nations qui voudrait manœuvrer contre leur sécurité.

L'Allemagne dit : « Si dans la Société des Nations des tendances sont dirigées unilatéralement contre la Russie, je m'y opposerai ».

Elle ajoute : « je refuse de suivre les autres nations si dans des conditions par moi jugées injustes, elles entendent boycotter la Russie ou lui faire la guerre ».

Grâce à ces assurances, tout le beau plan dressé par Chamberlain à Locarno s'écroule. Et c'est bien ainsi.

On peut expliquer ce traité de diverses manières. On peut, on doit même dire qu'il ne déplait pas à M. Stresemann de se servir de l'alliance germano-russe, comme d'un moyen de pression sur les Chancelleries de Londres et de Paris. On peut, on doit faire observer que cette politique ondoyante n'est pas sans procurer au Reich certains résultats. Ce n'est point par hasard que M. Gaawin par exemple recommandait dans *l'Oserver*, au lendemain du traité de Berlin, l'évacuation complète de la zone rhénane. Cette mesure, argumentait le journaliste anglais, serait de nature à rendre confiance à l'Allemagne et à l'éloigner du sillage où elle vient de s'engager et qui conduit à l'union avec « Moscou ».

Ce sont là des facteurs qui expliquent en grande partie les signatures échangées à Berlin à la fin du mois d'avril. A eux seuls, pourtant ils constituent une explication insuffisante. Ce sont les masses laborieuses d'Allemagne qui ont imposé la conclusion du traité germano-soviétique, le 24 avril. Et ce sont elles encore qui dans la 2^e semaine de mai, ont renversé le cabinet Luther à propos de la discussion sur le drapeau allemand. On sait les faits. La Constitution de Weimar a établi deux drapeaux : le pavillon politique aux couleurs de la grande Allemagne, noir, rouge, or, à côté de lui le drapeau des Hohenzollern, noir, blanc, rouge, maintenu sur les mers comme emblème commercial.

Et voilà que le 8 mai, le feld-maréchal Hindenburg signe une ordonnance qui fait du drapeau maritime celui des ambassades, légations, consulats. Les Deutschenationalen avaient obtenu du loyalisme de l'homme de Tannenbergh cette entorse à la constitution républicaine. Grand émoi dans la presse et les Partis de gauche, tumulte au Reichstag, et finalement, vote défavorable au chancelier, crise ministérielle.

Or, depuis sa formation, le cabinet Luther n'a jamais cessé de pratiquer cette politique de violation constante de la coalition républicaine. Cette politique est très exactement celle de l'industrie lourde, celle des grands agrariens qui veulent réaliser le programme de la nationalisation capitaliste, consolider le Bloc de la grande bourgeoisie contre la masse

ouvrière, en faisant entrer dans ce Bloc tous les partis, depuis les Allemands-nationaux, jusqu'au centre. La politique du Bloc bourgeois s'exprime par des atteintes presque quotidiennes à la Constitution républicaine, et par la préparation d'un putsch militaire.

Préparatifs de putsch, violation de la Constitution se sont heurtés cette fois à l'opposition résolue et vigoureuse de la masse ouvrière.

Les démocrates, les socialistes ont voté contre le cabinet Luther, non point parce que la violation qu'il venait de commettre, était particulièrement grave, mais parce que 12 millions et demi de travailleurs venaient d'exprimer leur volonté avec vigueur et netteté.

Les 12 millions d'ouvriers allemands qui se sont prononcés lors du referendum pour l'expropriation des anciens princes, voilà les véritables vainqueurs du cabinet Luther.

Pendant 6 mois, démocrates, socialistes avaient au Reichstag fermé les yeux sur tous les coups de force, sanctionnés toutes les violations. Douze millions d'ouvriers viennent de se dresser contre cette politique, ils viennent de forcer la main à leurs représentants.

Ce n'est point par hasard que Philip Scheideman essaie de se refaire une virginité en discourant contre les Hohenzollern à l'heure même où son parti est ébranlé par une crise sérieuse, où les ouvriers socialistes exigent de leurs chefs une politique de lutte directe contre la bourgeoisie. Ceci explique cela.

En mai 1924, les experts anglo-saxons préparaient le lacet qu'ils allaient passer au cou du peuple allemand. Deux ans se sont écoulés depuis. La machine de torture Dawes-Mac Kenna a été installée en Allemagne.

Mais le peuple allemand un moment battu se redresse, son réveil, son orientation à gauche sont les phénomènes les plus caractéristiques — et les plus réconfortants — de l'époque présente.

La réunion de Genève

La grande bataille anglaise, les crises ministérielles de Pologne et de Belgique ont détourné notre attention d'un inoffensif débat qui pendant 8 jours a égayé les rives du Léman.

Nous voulons parler des discussions qui viennent de s'achever à Genève sur la réorganisation du Conseil de la S. D. N.

Réorganisation du Conseil !

Voilà qui nous ramène à la session dramatique de mars, aux séances fertiles en incidents, aux « discours-ultimatum », aux avertissements comminatoires, et pour finir à la solution dilatoire, au fiasco.

Rappelons pour mémoire les termes de cette discussion vieille à peine de trois mois :

A Locarno on a fait de l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations la condition *sine qua non* de la conclusion des traités. On indiqua d'ailleurs aux délégués allemands qu'à l'intention du Reich on interpréterait le plus généralement possible le *Covenant*, le statut de la Ligue. On laissa espérer au peuple allemand qu'il pourrait à Genève obtenir la réparation de certaines injustices criantes.

On lui promet dans tous les cas qu'en entrant dans la S. D. N. il obtiendrait un siège permanent au Conseil.

Seulement on fit la même promesse à la Pologne.

Sur quoi l'Espagne posa sa candidature et le Brésil la sienne.

L'Allemagne en acceptant d'entrer dans le Conseil se refusait à ce qu'on y admit en même temps qu'elle, l'Etat polonais dont la voix neutralisait constamment la voix germanique. A l'Italie, et à la France il ne déplaisait pas par contre que la Pologne tint en respect le nouveau membre du Conseil. L'Angleterre enfin balançait entre le désir de ne pas éloigner le Reich de Genève et celui de ne pas rejeter la Pologne dans les bras de l'U. R. S. S. en ne lui donnant pas satisfaction.

Après 10 jours de séances tumultueuses les augures de Genève s'étaient arrêtés à un compromis bâtarde : Ils avaient convenu que deux membres permanents du Conseil, le tchéco-slovaque et le suédois, donneraient leur démission. L'assemblée, dès lors aurait à pourvoir deux sièges vacants. Elle en attribuerait un à la Pologne, l'autre à la Suède.

Les choses étaient ainsi disposées lorsque survint le représentant du Brésil, qui rappela la candidature de son pays, et sur l'inspiration des impérialistes américains, opposa son veto au compromis proposé. Tout était à refaire. Le Conseil décida que l'adhésion du Reich serait ajournée.

Pourtant à la dernière séance de la réunion de mars, lorsque Briand vint réciter le *De profundis* de l'Assemblée défunte, il annonça aux représentants des cinquante nations que la Ligue portait en elle « des causes de paralysie » qu'il fallait éliminer. « Dans ce but, dit-il, il faut entreprendre une œuvre de réformation ! »

Le lendemain, avant que les délégués eussent quitté Genève, le Conseil procédait à la constitution d'une commission de réorganisation. Dix membres du Conseil, un représentant allemand, quatre membres de l'Assemblée, un Polonais, un Chinois, un Sud-Américain, un ancien neutre devaient la composer.

Ainsi naquit la Commission des Quinze !

Elle avait à résoudre deux problèmes :

Celui de l'élargissement du Conseil et celui de sa Constitution. Elle avait à répondre aux deux questions suivantes : le nombre de membres permanents et électifs du Conseil doit-il être accru ? Comment ? Les décisions du Conseil doivent-elles être prises à l'unanimité ou seulement à la majorité ?

La commission a délibérément écarté la deuxième question. Elle a résolu la première en se rangeant à un projet présenté au début de la session par Robert Cecil et dont on peut résumer ainsi l'économie :

Les membres non permanents sont élus par l'Assemblée pour un terme de trois ans. Un tiers d'entre eux est élu chaque année, les membres élus ne sont pas rééligibles, sauf avis contraire motivé par les experts de l'Assemblée. Le nombre des membres élus sera porté à neuf.

Afin que le système ci-dessus puisse entrer en vigueur, on élira neuf membres aussitôt que possible à l'Assemblée prochaine. Trois d'entre eux seront élus pour un terme de trois ans, trois pour deux ans et trois pour un an.

Ces dispositions ont été adoptées par l'unanimité de la commission. Toutefois, des réserves ont été faites par les représentants de l'Uruguay, de l'Argentine, du Brésil et de l'Espagne, qui se sont abstenus.

Il convient de remarquer en effet que la Commission s'est refusé par ses conclusions à accroître le nombre de sièges permanents.

Autrement dit, elle a repoussé les revendications de l'Espagne, du Brésil et de la Pologne.

Au demeurant les vaticinations des juristes genevois n'ont absolument rien résolu.

La session de mars a ouvert dans la Société des Nations une crise grave. S'imaginer que cette crise peut être résolue par des artifices de procédure est une fantaisie qui ne peut faire illusion à personne.

Les statuts de la S. D. N. furent parfaits tant que la S. D. N. resta la ligue des puissances victorieuses, le champs clos des rivalités anglo-françaises. L'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations, loin d'être le signal d'une idylle, devait être le début d'une ère de crise.

Pourquoi? Parce que l'accord se révélera toujours difficile entre les puissances nées de la guerre, désireuses de maintenir les stipulations inadmissibles du traité de Versailles, et le Reich désireux de briser le corset de fer des traités d'après-guerre.

Pourquoi encore? Parce que dans cette opposition à l'ordre des choses établi par les traités de rapine, l'Allemagne compte sur l'appui des vaincus d'Autriche et de Hongrie, sur l'appui du Mexique, sur l'appui de la République Argentine qui s'apprête à réintégrer la Ligue à l'heure même où l'Allemagne se prépare à y entrer.

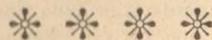
Pourquoi enfin? Parce que depuis Locarno, la Grande-Bretagne est tiraillée toujours entre le souci de ne pas mécontenter l'Allemagne et celui de ne pas rejeter la Pologne dans les bras de l'U. R. S. S.

Vous pourrez disserter à perte de vue sur les vertus du *liberum veto*, sur la nécessité de l'augmentation des sièges permanents et l'urgence de la création de sièges électifs, vous n'aurez rien résolu de la crise genevoise.

Celle-ci est l'expression diplomatique des contradictions de l'Europe d'après-guerre.

Les trêves occidentales, les compromis locarniens peuvent atténuer ces contradictions. Seuls, les Etats-Unis d'Europe socialistes les élimineront, en plaçant la paix sous la sauvegarde des prolétaires!

G. PÉRI.



L'Anniversaire des événements de Shanghai

Rôle prépondérant du prolétariat chinois

‡ dans la lutte anti-impérialiste ‡



Il y a un an que se produisaient à Shanghai des événements d'une portée considérable et dont les répercussions se feront sentir dans tout le mouvement anti-impérialiste de la Chine.

En mai de l'année dernière, avait éclaté, à Shanghai, une grève des ouvriers textiles chinois travaillant dans une filature de coton japonaise. Elle avait lieu en solidarité avec une grève du textile qui se poursuivait depuis avril à Tsin-Tao, dans une entreprise de la même Compagnie japonaise, la Nagai Waga.

Les capitalistes japonais voyaient d'un mauvais œil le syndicat des ouvriers textiles chinois qui s'était créé l'année précédente. Dirigée par cette organisation, une grève avait eu lieu en février, s'étendant à toutes les entreprises textiles de la même Compagnie japonaise qui possède 13 fabriques à Shanghai et 2 à Tsin-Tao. Elle se termina, après 11 jours de lutte, par une victoire partielle des travailleurs. Ce succès rehaussa énormément aux yeux des ouvriers le prestige du syndicat dont les effectifs s'accrurent. Deux mois plus tard éclatait la grève de Tsin-Tao.

Les capitalistes japonais voulurent prendre leur revanche dans cette petite ville du Chantoung. Ils usèrent de mesures de répression féroces: arrestations et expulsions en masse, coups, fusillades. Finalement un navire de guerre japonais entra en rade du port chinois de Tsin-Tao, pour réduire les ouvriers à l'obéissance.

C'est en réponse à ces événements qu'éclate la grève de mai de Shanghai. Les capitalistes japonais décident d'employer là aussi la manière forte. Des bagarres se produisent au cours desquelles les surveillants japonais tuent un ouvrier chinois et en blessent 30.

Les ouvriers, soulevés d'indignation, organisent, le 30 mai, dans les rues de Shanghai, avec les étudiants qui se joignent à leur mouvement, une démonstration de protestation. Les manifestants sont dispersés à coups de fusil par la police anglaise du quartier étranger de Shanghai. Il y a des morts et des blessés. L'effervescence grandit dans la ville. Des arrestations ont lieu qui amènent d'autres manifestations. Le massacre se renouvelle et le 1^{er} juin, d'autres victimes tombent. Il y aura en tout 20 Chinois tués et un grand nombre de blessés.

La grève se généralise et englobe alors toutes les entreprises anglaises et japonaises. Les marchands chinois de Shanghai même se rangent aux côtés des ouvriers et étudiants en fermant leurs magasins.

La grève de Shanghai prit figure de révolution nationale

Le mouvement de grève qui avait à l'origine des revendications ouvrières, prend figure de révolution nationale. Les grèves s'étendent un moment dans toute la vallée du Yang-Tsé-Kiang, à Canton (dans la concession étrangère de Shamin), dans l'île de Hong-Kong (colonie anglaise) et dans la vallée de Houang-Ho.

La grève de Shanghai durera jusqu'au mois d'août. A cette époque, intervient un accord avec les employeurs japonais, accord qui représente une victoire considérable bien qu'incomplète. Les ouvriers des entreprises anglaises continuent de faire grève et toutes les forces de la lutte seront dirigées contre les Anglais.

Les ouvriers avaient décidé le boycott des marchandises japonaises et anglaises. Il continue encore de nos jours en ce qui concerne le commerce anglais de Hong-Kong qui, de ce fait, se trouve tout près de la ruine.

La grève de Hong-Kong constitue un prolongement direct de la grève de Shanghai. Avec les ouvriers de Canton, qui participent également au mouvement de boycott, elle englobe 300.000 ouvriers. Elle éclata le 23 juin, en protestation de la fusillade qui eut lieu ce jour à Canton.

Cette grève durant depuis près d'un an, on peut se demander comment les ouvriers peuvent subsister. C'est qu'ils reçoivent l'appui du gouvernement de Canton. Celui-ci a mis, en effet, à leur disposition des moyens d'existence. A côté des ouvriers occupés aux postes de contrôle placés dans vingt ports de la Chine méridionale pour saisir les marchandises venant de Hong-Kong, une autre partie des grévistes a été employée à la construction du port de Canton. D'autres construisent des routes dans la province de Kouan-Toung et aux environs de Canton. Une partie des ouvriers s'est enrôlée dans l'armée. Enfin, des vivres sont fournis en grande partie par des dons venant de toutes les parties de la Chine. Ce n'est pas que les grévistes vivent bien, mais ils continuent leur lutte avec la conviction de travailler à la conquête de leur liberté.

Les conditions de travail du prolétariat chinois

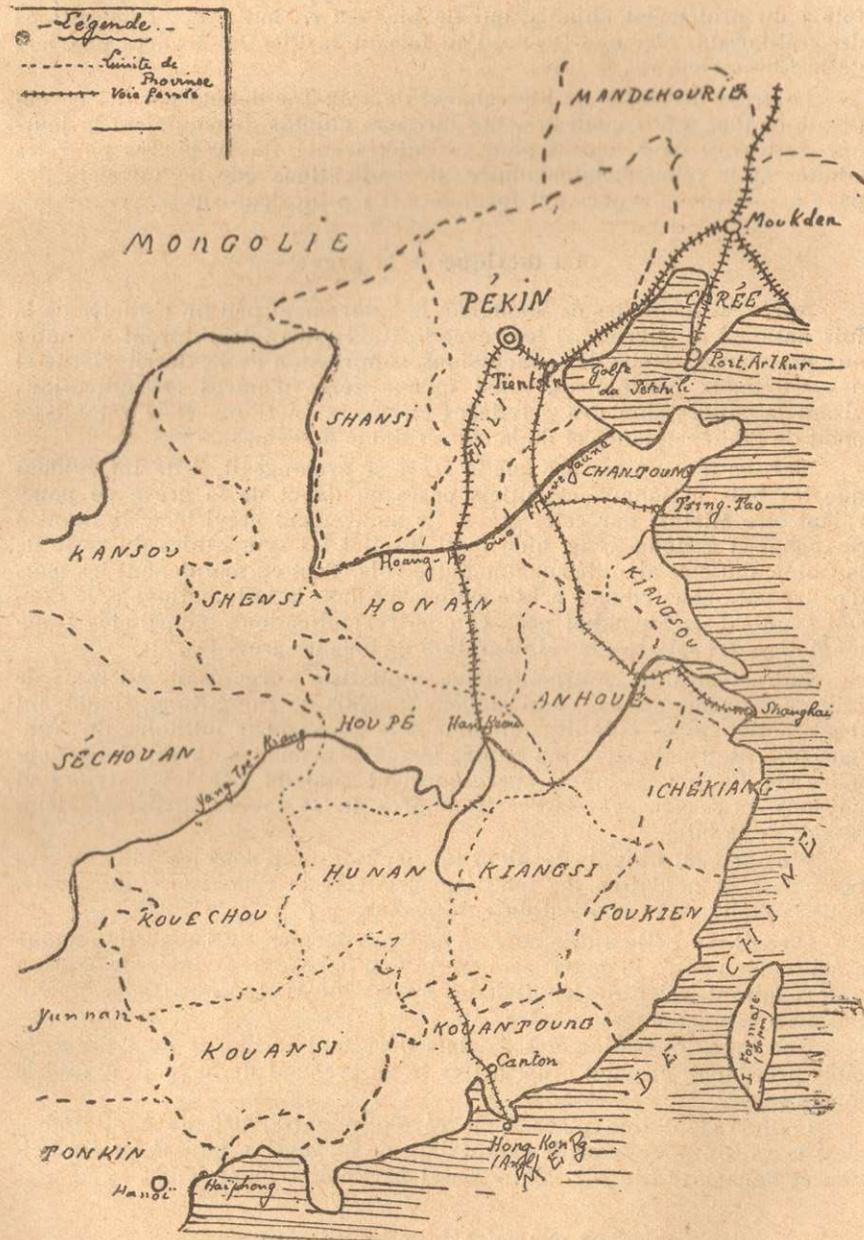
Quelles furent les principales bases du grand mouvement déclenché par la grève du textile à Shanghai? Elles sont diverses et se sont modifiées au cours des circonstances.

A son origine, la grève de Tsin-Tao et de Shanghai portait sur des revendications ouvrières: amélioration des salaires et diminution des heures de travail.

Les conditions de travail du prolétariat chinois sont terribles. La journée de travail est de 12 à 15 heures, uniformément pour les hommes adultes, pour les femmes et les enfants. Les salaires sont infimes.

Le consul anglais à Shanghai, M. Bartou, a fait dans un Livre bleu une description des conditions de travail dans cette ville qui révèle, dans toute sa brutalité, l'exploitation à laquelle est soumis l'ouvrier chinois par les capitalistes étrangers et indigènes. Ces révélations émanant d'un bourgeois en veine de franchise valent d'être connues :

« Aucune restriction n'est apportée au travail des enfants et il faut le déplorer, dit notre personnage. Dans les entreprises anglaises, étrangères et chinoises, les enfants travaillent jour et nuit. Les enfants qui ne sont pas en âge de travailler accompagnent leurs parents à l'usine. »



Bien d'autres traits seraient à citer, mais cela nous entraînerait trop loin. Ce que l'on constate en lisant de tels rapports, c'est la misère profonde du prolétariat chinois, qui de plus est en butte aux persécutions des militaristes tels que Ou-Pei-Fou faisant fusiller les leaders ouvriers de la Chine centrale.

La grève du textile de Shanghai et de Tsin-Tao débuta par des revendications tout à fait modestes. Les ouvriers chinois demandaient la journée de travail de 8 heures pour les adolescents, de 10 heures pour les adultes et le repos hebdomadaire. Revendications que les ouvriers des pays capitalistes avancés ont formulées il y a un demi-siècle.

La tactique de la grève

Après les fusillades de Shanghai, le mouvement prit un caractère à la fois national et ouvrier, et les revendications suivantes vinrent s'ajouter aux premières: retour des concessions, suppression de l'exterritorialité et des tribunaux consulaires, ainsi qu'une série d'autres revendications visant la suppression des privilèges étrangers en Chine et le rétablissement de l'indépendance et de la souveraineté de ce pays.

Mais au fur et à mesure que la grève se prolongeait, il devint évident que les buts nationaux essentiels posés au début de la grève ne pourraient être atteints par cette grève. Le mouvement gréviste se limitant à Shanghai et à Hong-Kong, bien qu'il suscitât les sympathies du reste de la Chine, dut être aiguillé sur une autre voie. Tout en maintenant les mots d'ordre nationaux comme cri de ralliement dans la lutte nationale, le Conseil syndical de Shanghai posa comme revendications immédiates l'augmentation des salaires, la réintégration de tous les grévistes, etc.

Entre temps, la contre-offensive capitaliste s'organisait. Au mois de juin de la même année, l'impérialisme anglais de Hong-Kong, soudoyant des réactionnaires chinois, notamment le gouverneur militaire du Yunnan, fomentait une agression contre le gouvernement national-révolutionnaire de Canton. Celui-ci, énergiquement soutenu par les ouvriers et paysans, l'emporta sur les réactionnaires et les rouges sortirent triomphants de la lutte.

Plus de cent Chinois devaient tomber le 23 juin sous les mitrailleuses françaises et anglaises du quartier étranger de Shamen... sans doute, pour la gloire de la civilisation européenne.

On sait que cette année encore, en mars dernier, une nouvelle attaque a été tentée contre le gouvernement de Canton par des contre-révolutionnaires faisant le jeu des capitalistes anglais de Hong-Kong. Cette machination a échoué comme l'autre.

Une autre opération des Anglais décrétant le blocus de Canton, le mois précédent, croyant ainsi briser le mouvement de boycott, a subi le même échec.

Canton étant une place forte révolutionnaire difficile à atteindre, c'est la raison pour laquelle l'impérialisme étranger a poussé les Ou-Pei-Fou et Tchang-so-Lin sur Pékin, point particulièrement faible.

Les organisations syndicales

Aux termes de cet exposé trop succinct des événements se rapportant à l'action ouvrière chinoise des 12 derniers mois, il apparaîtra sans doute intéressant d'indiquer en quoi consiste actuellement la force prolé-

rienne de la Chine qui en est seulement à son premier stade d'organisation.

Les syndicats chinois qui comptaient en mai 1925, avant la grande grève de Shanghai, 450.000 adhérents, atteignent, après cette grève 615.000. Ils sont réunis en Confédération nationale.

La Fédération nationale des cheminots compte 30.000 membres; la Fédération nationale des marins, 35.000; le Conseil syndical de Shanghai, 120.000; celui de Tien-Tsin, 50.000; celui de Pékin, 5.000 (Pékin, qui n'est qu'un centre politique, ne comprend pas plus de 10.000 ouvriers purement industriels. Il y existe par contre une grande masse d'artisans qui sont au nombre au moins de 300.000). Le Conseil syndical de Hong-Kong compte 100.000 adhérents; celui du Honan, 50.000; celui du Chantoun, 30.000; Hupei, 25.000; Hunan, 35.000; le Kouan-Toung, 120.000.

Parmi ces 615.000 syndiqués, il y a 385.000 ouvriers industriels et 230.000 artisans. Or, dans toute la Chine, il y a 2.310.000 ouvriers industriels et 465.000 artisans (travaillant dans les grandes villes).

Le Conseil syndical de Shanghai a été organisé le 29 mai 1925. Pendant la grande grève, il comprenait 125 syndicats avec 200.000 ouvriers. Le 18 septembre, Tchang-Tso-Lin, aidant la contre-offensive capitaliste, faisait dissoudre ces syndicats qui furent réduits à une existence clandestine. Les troupes de Moukden ayant été par la suite remplacées par celles de Sun-Tchuan-Fu, celui-ci, non de plein gré, mais sous la pression des masses ouvrières, reconnut de nouveau le droit à l'existence légale des syndicats. En fait, ces derniers rencontrent encore de grosses difficultés.

Les syndicats n'ont d'existence entièrement libre que dans le gouvernement de Canton et dans les centres occupés par les armées nationales. Dès que celles-ci sont chassées d'une ville par les généraux réactionnaires, l'action syndicale subit le contre-coup de la défaite. Ce sont: mises sous scellés des bureaux des organisations ouvrières, arrestations, persécutions de toutes sortes.

On comprend dès lors l'intérêt qu'il y a pour les organisations ouvrières à soutenir les armées nationales, bien que celles-ci ne soient pas encore une force révolutionnaire évoluant sur le même plan que celui où elles se placent et qui est aussi celui du parti communiste et du Kuomintang.

Un fait certain est que la force du prolétariat chinois grandit et ira chaque jour en croissant. Dans tout ce grand mouvement de Shanghai, c'est lui qui a eu le rôle dirigeant. Il le continue dans le boycottage contre les Anglais.

A côté du prolétariat chinois, marchant dans la même direction, se développent des organisations paysannes dont le nombre des adhérents atteint environ le chiffre de 600.000, alors qu'avant 1914-1918, elles étaient inexistantes.

Nous ne pouvons malheureusement pas entrer dans le détail de l'action de ces forces qui préparent la Chine de demain.

Il nous reste à dégager dans ses grandes lignes le sens que prend de nos jours la gigantesque lutte de libération qui se déroule en Chine.

Caractères et originalité de la révolution chinoise

La révolution chinoise présente des caractères distinctifs qui lui font une place à part dans l'histoire des révolutions.

Pour les mettre en relief, il ne suffit pas de tenir compte des deux

aspects du mouvement qui est à la fois national et prolétarien. Il faut aussi en déterminer l'originalité et le sens profond.

Tâche impossible si, d'une part, l'on ne remonte pas aux racines mêmes d'un passé lointain et, d'autre part, si l'on ne situe pas de façon précise les tentatives du capitalisme moderne pour prendre pied en Chine et s'y développer.

La Chine n'est pas qu'une entité géographique imposante et à dimensions continentales. Elle est aussi une personnalité historique considérable. Elle a une histoire millénaire qui en fait le doyen des États actuellement existants.

Ses origines remontent à près de 3.000 ans avant l'ère chrétienne. Au cours de cette longue histoire, la Chine est restée un pays systématiquement et obstinément fermé aux influences étrangères. Il était fatal en ces conditions, que le sentiment national soit très aigu. D'autant que les premières expériences de prises de contact ne furent pas précisément heureuses.

La pénétration étrangère en Chine s'est faite par la force et au cours d'une longue série de violences inouïes infligées au peuple chinois.

Nous avons, en un précédent article, indiqué ce que fut la ruée des capitalistes des divers pays occidentaux s'abattant sur la Chine comme sur une proie qu'il n'y aurait eu qu'à partager.

Les Anglais se distinguent plus particulièrement dans cette vaste opération de brigandage. Ils ont imposé à la Chine l'achat de l'opium qu'ils y importent des Indes. Cet alcool de l'Extrême-Orient fit sur le peuple chinois de tels ravages que le gouvernement de Pékin en interdit la vente. Le capitalisme anglais l'imposa à coups de canon, avec la complicité des autres États dits civilisés.

Cette obligation faite à la Chine d'empoisonner son peuple d'opium est l'une des plus grandes hontes de l'action impérialiste étrangère dans ce pays.

La Chine a des ressources naturelles, mais aussi une population nombreuse, laborieuse et sobre. Le capitalisme rapace et brutal y a vu une main-d'œuvre idéale qu'il a longtemps exploitée, mais qui lui vaut et lui vaudra encore des surprises.

Pour mieux exploiter cette main-d'œuvre, les capitalistes étrangers construisent de vastes usines. Des centres industriels se créent ainsi. Et avec eux naît le prolétariat chinois.

Le jeune prolétariat chinois, odieusement exploité, brûle les étapes et accumule les expériences douloureuses.

Il y a à faire face, à la fois, à l'exploitation de classe et à la domination étrangère. Le sentiment de classe s'éveille chez lui sans être contrarié par le sentiment national ou sans contrarier ce dernier. Celui-là se superpose à celui-ci. Tous les deux se complètent et se renforcent.

Là est la cause profonde de la force du mouvement ouvrier chinois.

Là réside aussi toute son originalité.

Dans les autres pays où, jusqu'ici, s'était développé le capitalisme, le mouvement prolétarien avait revêtu un aspect différent.

Le prolétariat des autres pays se trouvait en face d'une bourgeoisie ou d'une aristocratie féodale, à moins que ce ne fût la coalition de l'une et de l'autre — d'autant plus redoutable qu'elle symbolisait et personnifiait à des titres divers le sentiment national.

Ces classes dirigeantes avaient conduit les luttes pour l'indépendance nationale, fait ou achevé l'unité nationale.

L'exploitation du prolétariat national se faisait au nom de cette

nation qu'elles prétendaient personnifier. Il en résultait une confusion dans l'idée de classes. Elle ne se dégageait qu'à la longue et à la suite de douloureuses vicissitudes.

En Chine, rien de semblable.

L'aristocratie féodale indigène s'est faite la complice et le fourrier de l'étranger.

La bourgeoisie indigène ne peut prendre une place prépondérante. En face d'un capitalisme étranger extrêmement puissant, elle ne peut se développer. Elle est réduite à n'en être que le courtier.

Dès lors, le prolétariat chinois se voit échoir un rôle historique double: poursuivre sa propre émancipation de classe et prendre la direction de la lutte pour l'indépendance. La lutte de classe et le mouvement national n'en font qu'un.

Le prolétariat international doit bien avoir en vue cette particularité pour comprendre et aider le prolétariat chinois dans sa lutte qui est celle de la classe ouvrière de tous les pays.

L. LEICIAGUE.



VIE ÉCONOMIQUE

LA QUESTION VITICOLE

Périodiquement, en France, la « question viticole » se pose. Et ce sont, dans les régions méridionales surtout, des manifestations véhémentes qui s'élèvent, les intéressés menaçant le régime.

Où cultive-t-on la vigne en France ?

Jadis, et il y a encore à peine 150 ans, on cultivait la vigne en tous les départements français. On cultivait la vigne en Normandie, dans l'Artois, en Bretagne bien avant de cultiver le pommier.

Mais le climat devenant plus froid et plus humide au fur et à mesure que les régions du Nord et de l'Ouest se déboisent, la vigne, atteinte d'ailleurs partout de maladies diverses et attaquée par le phylloxéra, a disparu de la plupart de nos départements des régions précitées.

Le ministère de l'Agriculture publiait, le 10 janvier dernier, le tableau des exploitations viticoles déclarées à fin 1924; le service des contributions indirectes publie également un tableau annuel. Voici un résumé de leurs communications:

1^{re} Région (Nord):

Les départements Calvados, Manche, Nord, Oise, Orne, Pas-de-Calais, Seine-Inférieure, Somme, ne cultivent plus la vigne pour la vente du vin. De-ci, de-là, quelques cultivateurs-proprétaires exploitent encore, pour leur compte, quelques arpents de vigne, dont le raisin en fruits ou le jus du raisin sert à leur consommation personnelle d'ailleurs onéreuse.

	ANNÉE 1925	
	Culture en hectares	Récolte en hectolitres
L'Eure, la Seine, la Seine-et-Oise, la Seine-et-Marne cultivent ensemble	340	9.185
L'Aisne en cultive.....	715	22.155

2^e Région (Est):

Les Ardennes, avant guerre bons producteurs, cultivent maintenant seulement.....	I	52
Aube	4.700	72.023
Marne	10.240	206.012
Haute-Marne	2.250	29.970
Meurthe-et-Moselle	2.400	29.733

LA QUESTION VITICOLE

1215

	ANNÉE 1925	
	Culture en hectares	Récolte en hectolitres
Meuse	600	5.913
Moselle	3.250	25.763
Bas-Rhin	11.750	150.334
Haut-Rhin	9.760	179.820
Haute-Saône	3.230	25.332
Vosges	720	6.818

3^e Région (Ouest):

Les Côtes-du-Nord, Finistère, Ille-et-Vilaine ne déclarent que	2	59
Mayenne et Morbihan (ensemble) cultivent.....	280	4.868
Loire-Inférieure	28.120	1.042.572
Maine-et-Loire	35.420	1.011.300
Sarthe	4.090	60.553
Deux-Sèvres	7.710	160.423
Vendée	18.740	812.334
Vienne	25.130	473.612

4^e Région (Centre):

Creuse et Haute-Vienne (ensemble) cultivent.....	250	2.885
Allier	10.340	337.608
Cher	8.050	247.267
Indre	14.110	323.768
Indre-et-Loire	38.100	980.739
Loir-et-Cher	27.470	911.912
Loiret	10.850	408.653
Nièvre	4.890	119.811
Yonne	11.910	319.374

5^e Région (Est-Central):

Ain	13.700	541.847
Hautes-Alpes	2.210	43.638
Côte-d'Or	16.750	375.185
Doubs	2.050	6.680
Isère	21.780	706.463
Jura	8.050	138.939
Rhône	29.260	944.962
Saône-et-Loire	32.130	1.022.496
Savoie	9.770	297.646
Haute-Savoie	3.320	62.647

6^e Région (Sud-Ouest):

Ariège	5.430	73.205
Charente	29.660	808.635
Charente-Inférieure	53.200	1.351.983
Dordogne	49.830	1.104.044
Haute-Garonne	31.390	590.854
Gers	50.770	1.172.929
Gironde	139.320	5.157.874
Landes	17.000	353.245
Lot-et-Garonne	42.080	1.038.092

	ANNÉE 1925	
	Culture en hectares	Récolte en hectolitres
Basses-Pyrénées	14.900	200.453
Hautes-Pyrénées	5.870	91.268
Tarn-et-Garonne	26.210	541.337
<i>7° Région (Massif Central) :</i>		
Cantal	150	2.451
Aveyron	10.620	340.729
Corrèze	4.250	78.824
Loire	12.690	487.082
Haute-Loire	2.460	31.747
Lot	23.970	389.230
Lozère	1.230	29.065
Puy-de-Dôme	15.570	403.676
Tarn	28.300	883.266

8° Région (Midi) :

Basses-Alpes	5.400	69.129
Alpes-Maritimes	5.150	90.819
Ardèche	19.860	805.419
Aude	116.660	7.193.699
Bouches-du-Rhône	28.020	1.236.853
Drôme	15.600	458.772
Gard	75.830	4.089.640
Hérault	191.930	14.379.003
Pyrénées-Orientales	66.660	3.912.174
Var	55.240	2.382.147
Vaucluse	28.260	895.561

9° Région (Algérie) :

Alger	77.184	6.155.576
Oran	108.312	4.789.172
Constantine	15.966	1.421.341
Territoires du Sud et commandement	5	26

Mais rien que pour le territoire de la métropole, le ministre de l'Agriculture indique que 258.449 hectares cultivés en vigne, ou bien n'ont pas eu leur production déclarée, ou bien n'ont pas encore commencé de produire.

Comment se répartissaient en France les exploitations vignobles en 1925

Superficie de la propriété	Nombre de possédants	Superficie totale de chaque catégorie
Moins de 25 ares.....	409.297	63.533
De 25 à 50 ares.....	403.962	138.104
De 50 à 1 hectare.....	275.800	180.613
De 1 à 2 hectares.....	200.228	271.401
Total pour la petite propriété.....	1.289.287	653.651

Superficie de la propriété	Nombre de possédants	Superficie totale de chaque catégorie
De 2 à 3 hectares.....	71.386	165.336 50
De 3 à 4 hectares.....	34.530	116.499 50
De 4 à 5 hectares.....	16.852	73.900 50
Totaux pour la propriété moyenne.....	122.768	355.736 50
De 5 à 10 hectares.....	26.694	178.984 50
De 10 à 20 hectares.....	7.228	98.378 50
De 20 à 50 hectares.....	3.332	98.539 50
Totaux pour la grande propriété.....	37.254	375.902 50
De 50 à 100 hectares.....	750	50.359
De 100 à 150 hectares.....	94	11.598
De 150 et au-dessus.....	33	7.055
Totaux pour la très grande propriété...	877	69.012
TOTAUX GÉNÉRAUX.....	1.450.186	1.456.705

Ce tableau est caractéristique :

1° Près de 1.300.000 vigneron s'acharment à cultiver difficilement eux-mêmes 653.651 hectares de vignobles qui ne paient pas leurs peines ;

2° 123.000 moyens vignerons, aidés de un ou deux ouvriers, cultivent 355.736 hectares 50 de vignes qui ne leur permettent que très difficilement — sans fournir d'intérêts à leur capital engagé — de joindre les deux bouts.

Ces deux catégories de travailleurs sont voués à la misère à la moindre crise de prix, de surproduction ou de maladies cryptogamiques ou de gelées ;

3° 37.254 propriétaires se partagent 375.902 hectares 50, soit plus de 10 hectares chacun, et, sans travailler personnellement, tirent un profit certain de leur exploitation, quelles que soient les fluctuations de la récolte ou des prix ;

4° 877 gros exploitants, dirigeant de loin une culture industrialisée, possèdent 69.012 hectares, soit près de 80 hectares chacun (78 h. 3/4) ; hauts barons du vignoble, dirigeants de la C. G. V., n'ayant à se préoccuper que de l'encaissement de leurs profits, dominant largement le lot des autres propriétaires.

Et en face de ceux-là, l'innombrable foule des ouvrières et ouvriers cultivateurs, des chefs de culture, des techniciens de la fabrication des vins, dont les salaires vont de 10 francs, 15 francs, 20 francs à 25 francs par jour, plus 1, 2 et 3 litres de vin (selon la saison).

La production ne cesse d'augmenter

On ne cesse de planter de la vigne en tous climats tempérés et chauds. Il y a seulement 30 ans, à peu près seuls, les pays du bassin de la Méditerranée cultivaient la vigne, et le nord-africain ne possédait que des vignobles encore récents peu importants produisant des vins sans aucune délicatesse. La France était alors grande exportatrice, non seulement de vins de cru, mais même de vins ordinaires de table. Le Midi de la France après la reconstitution du vignoble ensuite de l'atteinte phylloxérique, avait employé les plants porte-greffe américains et écoulait sa production assez facilement.

Mais la culture de la vigne s'est développée en Russie méridionale, en Turquie, en Syrie, en Grèce, en Roumanie, en Italie, en Espagne. Puis l'Amérique Centrale, l'Amérique du Sud jusque-là consommatrices sont devenues productrices à leur tour, les colonies africaines de l'Angleterre et l'Australie ont à leur tour suivi le mouvement.

Sans doute la population ne cesse d'augmenter dans le monde, mais, depuis 20 ans la lutte contre l'alcoolisme, la lutte contre la consommation du vin et de toutes boissons fermentées s'accroît, et surtout dans les pays froids jusque-là grands consommateurs de vins et d'alcools de vins; et au lieu d'une augmentation de l'exportation vinicole c'est à une diminution régulière que nous assistons.

La production française se développe, la production algérienne prend de plus en plus des proportions considérables. La France, autrefois importatrice de vins de fort degré venant d'Espagne, d'Italie, etc., ferme ses portes. Les pays exportateurs: Espagne, Roumanie, Italie, Grèce (l'Espagne surtout, atteinte comme la France par la surproduction) se trouvent, sur le marché mondial, concurrents de la France. Et voilà quelle est la cause principale de la crise: surproduction générale. Sa conséquence, baisse du prix de vente du vin par le producteur.

Le prix de vente du vin ordinaire, celui qui règle les cours généraux est actuellement (avril 1926) de 72 francs l'hectolitre de 9 degrés. En considérant la valeur actuelle du franc papier, soit 5,60 fois moins que le franc-or, la valeur réelle d'un hectolitre de vin moyen à la propriété est actuellement de 12 fr. 14.

Or, à la fin de la reconstitution du vignoble français, au début de la production algérienne, le vin était, en 1900, coté à 10 francs l'hectolitre.

La production augmentant, il se vendit en 1901 au prix de 6 francs; en 1902, une récolte moindre le fit coter 8 francs. La gelée ayant enlevé alors la récolte pendante, des industriels associés à de gros vigneronniers fabriquèrent, dans les caves de ceux-ci des vins tirés de raisins secs provenant de Grèce et de Turquie, et sucrés. Ils produisirent de telles quantités de ce « vin » que les cours des vins « normaux » s'abaissèrent en 1903-1904 jusqu'à 1 fr. 25 l'hectolitre.

Voici les cours minima et maxima, à l'hectolitre, pour les vins ordinaires de table, blancs et rouges, en France, de 1900 à 1914, et, pour chaque année, la provision de vin qu'il y avait à consommer dans tout le territoire français, ainsi que les quantités effectivement consommées après avoir payé les droits de circulation (régie). A cette consommation « taxée », il faut ajouter la consommation de viticulteurs et de leurs employés, dite en franchise, c'est-à-dire non déclarée et ne payant aucun droit :

ANNÉES VINICOLES	Provision en millions d'hectos	COURS DU VIN			Millions d'hect. ayant payé les droits
		maxima	minima	moyen	
		fr.	fr.	fr.	
1899/1900	52,300	17 »	6 »	10 »	35
1900/1901	72,300	18 »	2 »	6.60	36
1901/1902	63,100	10 »	6 »	8.40	43
1902/1903	43,800	25 »	15 »	19.55	45
1903/1904	41,500	30 »	11 »	20 »	42
1904/1905	73,200	9 »	6 »	7 »	40,3
1905/1906	63,600	10 »	6 »	8.35	43,6
1906/1907	57,200	12 »	8 »	9.55	47,4
1907/1908	83,400	11 »	7 »	9 »	47,1
1908/1909	78,100	10 »	7 »	8.15	48,4

ANNÉES VINICOLES	Provision en millions d'hectos	COURS DU VIN			Millions d'hect. ayant payé les droits
		maxima	minima	moyen	
		fr.	fr.	fr.	
1909/1910	70,000	38 »	11 »	29.40	40,6
1910/1911	44,500	40 »	26 »	34.75	34,8
1911/1912	56,200	36 »	22 »	28 »	40,9
1912/1913	64,600	34 »	21.50	27.65	40,1
1913/1914	55,300	34 »	23 »	28 »	36,3
Après les exercices de guerre :					
1921/1922	54	»	»	90 »	42,9
1922/1923	78,6	»	»	50 »	46,5
1923/1924	72,6	»	»	85 »	47,8
1924/1925	61,7	»	»	60 »	49,2
1925/1926	80,6	»	»	65 »	51,

Le prix de 34 francs-or de 1913 était donc près de trois fois plus élevé que le prix moyen de cette année 1925/1926.

D'autant plus élevé que les frais de culture de la vigne ne cessent d'augmenter. Il faut de plus en plus soufrer, sulfater pour protéger la vigne contre tous les insectes et toutes les maladies qui se multiplient. Et le soufre, le sulfate de cuivre, coûtent d'autant plus cher qu'ils proviennent de pays à change haut.

Les crises antérieures

Surproduction ou sous-consommation

Les « crises viticoles » ne sont pas récentes en France. La première date de 1818, année au cours de laquelle la production ayant été à peu près égale à 32 millions d'hectolitres, la consommation n'atteignit que 18 millions d'hectolitres et l'exportation un peu plus de 800.000 hectolitres.

De 1843 à 1850, crise incessante, la production moyenne de chaque année est de 39 à 40 millions d'hectolitres, et la consommation n'est que de 20 à 22 millions d'hectolitres.

Mais en 1851, une maladie se développe, l'oïdium, qui dévaste le vignoble et, en 1854, on ne récolte plus que 10 millions d'hectolitres pour toute la France.

En 1858, le fléau ayant été conjuré, la France produit 54 millions d'hectolitres.

L'importation, en toutes ces années, varia de 114.000 hectolitres en 1858 à 628.000 hectolitres en 1877.

Mais la consommation se développait, les crises devenaient moins fréquentes, l'exportation s'organisait, lorsque surgit le phylloxéra, puceron dévastateur d'origine américaine, entré en France par l'Espagne, qui devait, en dix ans, de 1876 à 1886, détruire la quasi-totalité du vignoble français.

L'importation se développa alors; de 1876 à 1894, époque de la reconstitution définitive du vignoble, il entra en France 140 millions d'hectolitres de vins d'Espagne, Portugal, Turquie, Grèce, Roumanie. Il en entra 10 millions d'hectolitres pour la seule année de 1887. Et malgré que les droits de douanes eussent été portés de 2 francs à 7 francs, puis — en 1897 — à 12 francs l'hectolitre, il entra encore en France 8 millions et demi d'hectolitres en 1898 et encore 8 millions en 1899.

La population s'habitua aux vins alcooliques et se prépara ainsi à admettre

facilement les vins algériens lorsque le vignoble nord-africain fut créé. Ces vins servirent longtemps à la fraude; on donne encore aux élèves de nos écoles primaires des problèmes de prix de revient à résoudre, dans lesquels on parle de mélanger du vin et de l'eau, et ceci est significatif !

Mais lorsque le vignoble français put être reconstitué, sauf dans les départements cités comme « Région nord » par le Ministère de l'Agriculture, chacun s'empressa de planter des vignes nouvelles en toutes les régions où la vigne française avait dépéri. Routiniers, les cultivateurs préférèrent risquer de nouveaux déboires avec la vigne plutôt que semer ou planter autre chose à la place. Et comme on s'apercevait que la plaine, au sol plus nourricier, donnait davantage de raisins que les coteaux, chacun s'empressa de planter en plaine.

C'est ce que déclarait, il y a deux ans, M. le Maire de Béziers, en rappelant, avec amertume, que trente ans plus tôt le blé et le fourrage étaient abondants là où se récoltent maintenant des millions d'hectolitres de vin, difficiles à vendre à un prix rémunérateur pour le récoltant.

Sous Louis XIV, il était interdit de planter la vigne à moins de quatre mètres d'altitude; actuellement le vignoble conquiert les sables de la mer et la récolte ne cesse de s'élever; elle fut en octobre 1925 de 62.767.183 hectolitres pour la France et l'Alsace-Lorraine, de 12.366.115 hectolitres pour l'Algérie,

La consommation s'est également élevée. La guerre a appris à nombre d'ouvriers à boire du vin. Pendant les premières années du retour, il semblait même que cette consommation importante du vin excluait la majeure partie de la consommation de l'alcool. On consomme maintenant à la fois du vin et de l'alcool.

Il sort des chais des récoltants plus de quatre millions d'hectolitres de vin par mois, et cela ferait croire à la certitude de la fin de toute crise, car les récoltants absorbaient facilement le reste pour leur consommation personnelle (en franchise).

Certains viticulteurs n'en continuent pas moins à déclarer qu'il y a sous-consommation de vin. Ils semblent croire à la nécessité et à la possibilité d'obliger, en quelque sorte, tous les Français à boire du vin et à en boire beaucoup. Exclusifs, ils ne tiennent compte ni des régions cidricoles (on récolte des pommes et on consomme du cidre par milliers d'hectolitres en quarante-deux départements), ni des régions où se consomme la bière, ni des buveurs d'eau par goût ou par nécessité, ni des enfants, ni des vieillards pour lesquels le vin est un excitant nuisible, au moins en ce qui concerne les enfants.

Et s'il y a d'aussi abondantes quantités de vin absorbées, il faut dire qu'une partie relativement considérable — cette année surtout, les pommes étant rares — est absorbée sous forme d'alcool. L'alcoolisme se développe en France depuis, surtout, la fabrication des succédanés de l'absinthe. Pendant la campagne 1924-25, on a absorbé 1.331.548 hectolitres d'alcool pur (à 100°) dont 297.692 hectolitres importés (surtout d'Allemagne au titre des réparations), 20.256 hectolitres provenant des genièvres, 428.313 provenant des cidres, et 286.388 provenant des vins auxquels s'ajoutent 298.899 provenant des marcs et lies de vin.

Mais ce flux s'accroît. Dans les quatre premiers mois de la campagne 1925/1926, la consommation a été encore supérieure de 12.197 hectolitres à celle des mêmes mois de la campagne 1924/25, soit trois millions de litres d'eau-de-vie à 40°, de plus, en quatre mois ! Ce sont surtout cette année les vins d'Algérie qui partent transformés en alcool, le coût du transport est ainsi plus économique, après distillation sur place, que le transport du vin qui

serait distillé en France. Les viticulteurs algériens dont la production s'accroît au point que ceux du midi de la France voulurent — un moment — en faire interdire l'entrée en France, afin de faire un peu oublier leur vin, ont installé de grosses distilleries qui transforment le vin au vignoble. La production de l'alcool algérien a été si importante dès la récolte, qu'en moins de six mois les trois cinquièmes de cette récolte ont quitté les chais des viticulteurs.

Où y a-t-il crise ?

La « crise » n'est pas une crise de manque à produire, la France produit plus qu'elle ne peut consommer.

L'Algérie vend tout le vin qu'elle produit, elle vendra tout ce qu'elle produira, durant de longues années encore, même si, comme il est certain, ses ressources doublent d'ici dix ans, parce que ses méthodes de culture en vastes vignobles sont perfectionnées, que le terrain y est à prix normal, que la fabrication du vin se fait par des méthodes rationnelles, que la qualité s'améliore sans cesse et que le degré alcoolique obtenu est toujours supérieur à celui obtenu en France.

La Tunisie et le Maroc, qui commencent à produire abondamment, font déjà concurrence aux produits de la métropole, et leurs vins donnent lieu à des protestations de la part des viticulteurs français, dont ils viennent concurrencer les produits. On doit déjà user de subterfuges pour introduire en France des excédents de ces vins, et les « coloniaux » réclament pour ces vins de « la plus grande France » la liberté de pénétration métropolitaine.

La crise est à l'état aigu surtout en Champagne, en Bourgogne, dans le Bordelais, mais principalement en Languedoc.

En Champagne, une première raison : c'est que la consommation extérieure de ce vin « illustre » a beaucoup diminué, les pays étrangers ont élevé leurs barrières douanières contre ces produits « de luxe ». Le régime sec les a touchés plus que tous autres. La misère de l'Europe centrale les a atteints aussi. Les imitations faites à l'étranger leur ont nuí.

En France, depuis vingt-cinq ans, la fabrication intensive des vins mousseux — vins ordinaires champagnisés ou rendus mousseux par l'addition d'acide carbonique — vins mousseux vendus 50 p. 100 moins cher que les « champagnes » les moins chers, cette fabrication, qui s'est développée, a beaucoup nuí à la vente du champagne véritable.

Chacun se souvient de la révolte des vigneron champenois contre la fraude, d'il y a vingt-deux ans. Momentanément, les mesures de répression des fraudes ont remis en valeur le véritable champagne, mais petit à petit la consommation de ce vin a baissé, et actuellement la crise redevient aiguë. Non seulement la lutte entre les vigneron de la Marne, de l'Aube et d'une partie de l'Aisne continue, mais la lutte entre vigneron de mêmes communes se développe par l'introduction de nouvelles espèces de vignes : les hybrides.

Les hybrides, qui poussent facilement, sans exiger les soins demandés par les autres cépages, produisent de bonnes récoltes. Or, plus il y aura de raisins, plus il y aura de vin, moins cher se vendra le vin, et ainsi les vigneron possédant des vignes anciennes seront désavantagés.

Momentanément, l'interdiction de la plantation des hybrides, interdiction qu'on semble vouloir accepter au Parlement, que les viticulteurs champenois en majorité demandent; cette interdiction pourra, pour quelque temps, parer

à un danger supplémentaire de surproduction, mais elle ne résoudra en rien la réduction de la vente, et la crise champenoise continuera fatalement.

En Bourgogne, dans le Bordelais, la crise n'est pas le résultat d'une surproduction locale. Sans doute, là aussi, les hybrides ont été acclimatés et commencent à donner des vins parfaits. Mais, sauf pour des vins de grands crus dont le nom fait le prix et qui n'ont guère à redouter la concurrence, la crise atteint les vignobles parce que les exportations se faisant plus rares, sur le marché français les vins bien faits des régions méridionales et algériennes prennent à meilleur prix les vins ordinaires, jusqu'ici cotés, du Bordelais et de Bourgogne.

En années d'abondance générale, pour les mêmes raisons, les vins de Touraine connaissent également la mévente et leurs producteurs sont victimes de la « crise ». C'est le président — très bourgeois conservateur — des vignerons tourangeaux, qui, au début de 1924, menaçait le gouvernement Poincaré d'une révolution si la crise viticole tourangelle de mévente continuait !

Mais là où la crise est constante, plus ou moins accentuée selon les années, c'est en Languedoc.

La crise perpétuelle dans le Midi

Après la reconstitution vignoble qui suivit la crise phylloxérique, le Languedoc, débarrassé de la concurrence des vignobles du Nord, de l'Ouest, d'une grande partie des vignobles de l'Est et du Centre, était devenu le grand fournisseur de vins de la France et de l'étranger. Le vignoble algérien n'existait pas encore.

Les viticulteurs languedociens ayant d'autant plus de débouchés qu'ils étaient à peu près sans concurrents, écoulaient rapidement le produit de leurs vendanges, et ils multiplièrent les plantations.

Avant le phylloxéra, la vigne était surtout plantée en coteau. Le plant français produisait de bons vins de degré moyen, au moins 9°-10°.

Dans les vignobles du Languedoc, de nombreux oliviers, amandiers, abricotiers, pêchers, etc., fournissaient leur part de récolte.

Dans la fièvre de la reconstitution en plants américains, la plupart des anciens terrains vignobles furent délaissés, on planta à mi-côte et, de plus en plus, en plaine.

Pour planter en plaines productives, on supprima les champs de blé, d'avoine, on supprima les prairies.

Puis on finit par ne plus remplacer les oliviers, amandiers etc., qui mouraient, et on termina cette néfaste opération par l'arrachage, à peu près général, dans l'Hérault et l'Aude, de ces arbres fruitiers.

Et c'est ainsi qu'il existe, présentement, dans le Gard, l'Hérault, l'Aude, les Pyrénées-Orientales, des centaines de milliers d'hectares de terres absolument incultes, d'autant plus incultes que le déboisement complet des montagnes cévenoles proches a changé le climat et fait que la pluie bienfaisante se fait à tel point rare dans la région, que des mois passent sans qu'une goutte d'eau tombe, et que les rivières s'assèchent de plus en plus.

Mais la plantation en plaines a produit son effet, les facilités d'irrigation font qu'on a vu, en 1925, des terrains produire jusqu'à 400 hectolitres de vin (et plus) à l'hectare, en des vignes cultivées de façon intensive sur fil de fer (deux branches partant du tronc du cep pour s'étendre de chaque côté).

Le résultat fut l'abondance dans la production.

Et en 1907, la mévente s'accroissant, ce fut la révolte.

Qui souffre de la mévente méridionale ?

Pas les viticulteurs de la plaine, car le prix de revient de l'hectolitre de vin dans leur exploitation industrialisée est relativement minime. La facilité d'accès du vignoble, la possibilité d'employer sans arrêt en longs sillons la charrue et le personnel de culture et de vendange, l'installation mécanique de caves importantes donnent un prix de revient le plus bas.

Après des grands seigneurs de la vigne qui, en la plupart des villages, récoltent plus de la moitié, souvent des deux tiers de la production vinicole totale, la position des moyens et surtout des petits vigneron est précaire.

En mi-côte, en coteau, dans les garrigues, les sous-bergues, l'accès de la charrue et du personnel est difficile, le travail plus dur et moins productif, la terre est plus avare, la vigne gèle plus facilement en coteau qu'en plaine. Ces terrains produisent de 40 à 100 hectolitres à l'hectare.

Certes, le vin des versants et des coteaux sont supérieurs en finesse et en teneur alcoolique. Mais, en Languedoc, le vin ne s'achète pas selon le bouquet, il s'achète selon le degré ou à peu près.

On comprendra facilement que si le gros viticulteur de la plaine récolte à frais moindres 250 hectolitres (en moyenne) à l'hectare de vin pesant 6 degrés, qu'il vend 8 francs le degré, il encaissera à l'hectare, cette année, 12.000 francs, tandis que le moyen viticulteur qui aura récolté en sous-bergues sulfatage pour obtenir des résultats. C'est donc autant de frais généraux supplémentaires.

Et cela, dans le Midi de la France.

Mais dans le Centre, dans l'Est, dans l'Ouest, plus au Nord, la vieille vigne et le plant américain voyaient leur récolte de plus en plus annihilée.

Des recherches furent faites pour trouver des plants résistants.

Et, surtout depuis la guerre, des pépiniéristes viticulteurs spécialistes, de sélection en sélection, ont fini par acclimater des plants directs ou greffés dont la résistance aux chenilles, aux champignons, aux intempéries est sinon absolu, du moins considérable.

D'abord discrètement plantées pour le remplacement des bois morts, ces vignes se sont acclimatées dans le Bordelais, en Bourgogne. On les acclimatait actuellement en Champagne, et cela y soulève des controverses passionnées.

Mais voilà qu'on en plante un peu partout en France, en toutes sortes de terrains, sous tous les climats. Aussi bien vers Calais qu'à Rennes, où la section agricole a obtenu du 100 hectolitres à l'hectare en son terrain d'expérimentation.

Comme toujours lorsqu'on fait une découverte, parmi les ignorants surtout — naturellement — ces hybrides ont eu, ont toujours leurs détracteurs passionnés.

On leur reprochait un mauvais goût à leur vin, comme on reprochait jadis au vin algérien de « sentir le bouc ! »

Mais si vous transplantez le joli oignon blanc doux de Nézigian-la-Cèbe (Hérault) dans le Nord (nous l'avons expérimenté à Viels-Maisons, dans l'Aisne), au bout de trois plantations saisonnières, il s'acclimata et devient jaune-roux et acide.

Il en est de même pour la vigne.

Jadis les Russes, les Américains venaient chercher des plants de vignes

en France, en Champagne, en Bordelais, en Bourgogne, en Beaujolais, et croyaient dur comme fer que cultivés au bord de quelque Rio ou près de la Mer Noire, les plants leur donneraient du vin de Champagne, de Bordeaux, de Bourgogne, de Beaujolais, ou qu'ils en pourraient distiller un parfait cognac. Ils comptaient sans la nature du sol, l'exposition du plant, le climat sous lequel se trouve le vignoble. On transporte le plant, mais non le reste, d'autant que le même cépage, dans le même village, donne fréquemment un vin différent selon son emplacement.

Or, les hybrides au vin neutre ou insipide, ou à goût spécial, les premières années, se sont en beaucoup d'endroits bien acclimatés. Il est encore trop tôt pour dire quelles variétés pourront remplacer les cépages actuels avec leur bouquet ou un bouquet, une finesse semblables. Mais dès maintenant, en Bordelais, en Bourgogne et même en Champagne, des hybrides donnent un vin qui supporte l'examen avec avantage. Dans dix ans d'ici nous en reparlerons, avant sans doute.

Mais où l'acclimatation de ces plants a été salutaire, c'est dans les régions non délimitées, celles dont le vin produit sert à la consommation normale. Là, les hybrides donnent des vins supérieurs en degré alcoolique, plus abondants et à moins de frais que les anciennes vignes.

Et c'est ce résultat qui est en train de bouleverser toute l'économie viticole et de décider d'une crise méridionale définitive.

Produisant mieux, plus, sans nécessiter les soins exigés par les vieilles vignes, peu susceptibles aux intempéries (j'en ai planté sur les falaises de Caux en pleine brume, en plein vent d'ouest, sous la pluie — pour voir — et ils ont une belle vigueur), les hybrides remplaceront à peu près inévitablement la 100 hectolitres-hectare de vin pesant 9 degrés, à 8 francs, n'encaissera que 7.200 francs pour un travail — personnel celui-là — plus difficile, et le petit viticulteur du coteau aride qui récoltera 60 hectolitres-hectare de vin pesant 10 degrés à 8 francs, n'encaissera que 4.800 francs pour son travail exténuant.

Or, le gros viticulteur méridional possède en moyenne 10 hectares — certains récoltent de 25 à 100.000 hectolitres de vin chaque année sur leurs grosses propriétés — et ne travaille pas. Ce chiffre de 10 hectares de moyenne est celui indiqué par les ministères des Finances et de l'Agriculture. Pour 10 hectares, l'encaisse sera cette année de 120.000 francs, sur lesquels il faudra déduire environ 30.000 francs de frais d'exploitation.

Le viticulteur méridional moyen possède 3 hectares, d'après les mêmes statistiques ; il recevra 21.600 francs, desquels il faudra déduire 11.500 francs de frais d'exploitation.

Le petit viticulteur méridional possède, toujours d'après les mêmes chiffres officiels, 1 hectare 1/5, il recevra 5.820 francs, dont il lui faudra déduire 4.800 francs de frais d'exploitation.

Sans avoir travaillé personnellement, le gros viticulteur aura 90.000 francs de bénéfices. Ayant travaillé personnellement et employé un peu plus d'un homme toute l'année, le moyen aura 10.000 francs de rémunération pour son travail déjà dur ; le petit, pour son travail pénible, d'arrache-pied d'une année, ne se verra attribuer que 1.000 francs.

La crise n'a donc pas les mêmes conséquences pour le gros viticulteur que pour le moyen et le petit. On ne conçoit donc pas que ces trois catégories bien distinctes de « propriétaires » soient associées dans la Confédération générale des vignerons.

Et les manifestations gigantesques de 1907, qui groupaient à la fois les gros viticulteurs ayant participé avec profit à la fabrication des vins de rai-

sins secs dans les années précédentes, les producteurs moyens, les petits propriétaires et les ouvriers agricoles, furent une grosse erreur de la part des petits.

Les « gros » l'avaient senti, qui promirent aux ouvriers agricoles des augmentations de salaires en cas de réussite, mais oublièrent leurs promesses dès que les gouvernements leur donnèrent satisfaction.

A cette époque, les « gros » viticulteurs avaient du vin revenant à 4 francs l'hectolitre au maximum, ils le vendaient 7 et 8 francs, il leur restait donc 3 francs de bénéfice par hectolitre, et ceux qui récoltaient 10 ou 20.000 hectolitres avaient encore, pour l'époque, de bien jolis revenus. Les petits, dont le vin revenait au double, n'avaient aucune rémunération pour leur travail, c'était donc la misère pour eux.

Les « gros » eurent l'habileté d'attacher les petits à leur char dans la Confédération Générale Viticole (C. G. V.), mais ils eurent soin de se réserver à eux « gros », la complète direction du groupement. A l'assemblée générale de la C. G. V., les droits des membres ne sont pas égaux, le nombre de voix pour la délibération augmente selon le chiffre des hectares possédés, il faut dix petits viticulteurs pour compenser les suffrages d'un gros, en moyenne. Aussi ce sont les intérêts des gros viticulteurs qui sont défendus par la C. G. V.

Les hybrides

Plus nous allons et plus il faut constater les difficultés de la culture de la vigne. Les plants américains greffés et les anciens plants directs sont, de plus en plus, la proie des champignons et des chenilles. Il y a vingt-cinq ans un soufrage, un sulfatage, deux au maximum, suffisaient dans l'année pour éviter l'invasion des parasites. Maintenant, il faut 2, 3, 4 façons de soufrage, de plupart des anciens plants, ils les remplaceront tous s'il se confirme qu'à la cinquième ou sixième année (les plants produisent bien à la seconde et troisième année), le goût du vin obtenu est bon.

Ils remplaceront les anciens plants parce que la cherté croissante des transports prohibe la venue des vins méridionaux amenés par voie ferrée. Leur robustesse permettra de les planter à proximité des grands centres ouvriers, et le vin récolté coûtera moins cher que le vin du Midi.

Et, tant que les producteurs auront franchise de droits pour la consommation de leur production en vins, il y aura prime de la culture de la vigne hybride dans les grandes exploitations agricoles du Centre, de l'Est, dont les habitants boivent du vin chaque jour.

Le sort du Midi

Certains objectent : mais tant mieux, plus il y aura de vin, moins cher il coûtera, davantage on en consommera.

D'autres, les méridionaux, disent : « Alors, c'est la misère certaine pour nous ? »

Ces derniers ne voient de remède en ce qui les concerne que « le conservatisme agricole ». Pour qu'ils vivent sur leurs méthodes anciennes, il faut fermer la porte aux autres.

Les premiers n'examinent que la quantité, sans voir le besoin ni la qualité.

Y a-t-il nécessité à s'abreuver de vin au delà de la soif, et à continuer

d'habituer les enfants à boire du vin nuisible (à tout le moins non indispensable à leur développement normal ?) Nous ne le pensons pas.

Y a-t-il nécessité à laisser se multiplier la production de vin incomplet ? C'est pourtant le cas dans la plupart des vignobles français, et surtout dans le Centre et dans le Midi.

Les raisins des vignobles du Centre ne mûrissent que difficilement et une année sur trois ; ils produisent un vin aigre dont le degré alcoolique est infime.

Les raisins des vignobles des plaines méridionales poussés à l'extrême, souvent issus de vignes copieusement arrosées, donnent des vins également incomplets et de faible degré.

Est-ce des vins de cette nature qu'on désire dans la consommation ? Nous ne le croyons pas.

Ces vins peuvent servir au vinaigre et surtout à la fabrication de l'alcool. Nous espérons que la fabrication de l'alcool a atteint son apogée, ce serait, autrement, contraire aux intérêts humains.

On a bien essayé d'utiliser l'alcool à la fabrication d'un carburant national sur les indications de M. Mailhe, le savant professeur de la faculté de Toulouse. Mais, en tout état de cause, l'alcool de vins, de fruits est d'un prix trop élevé. Son prix ne se maintient actuellement qu'à raison d'une sorte de monopole d'Etat renouvelé d'année en année, pour aider au surenchérissement du vin.

Fera-t-on pour la viticulture, à grands frais, une sorte de prospérité factice, au moyen de primes, ainsi qu'on le fit pour la sériciculture et pour aboutir à de lamentables résultats ? Nous espérons le contraire.

Et le prix de l'alcool est voué à la baisse lorsqu'en notre pays calcaire le procédé allemand, de fabrication de l'alcool tiré de la chaux, sera appliqué. Également le jour où le sucre sera tiré du maïs chez nous comme en Amérique, ce qui obligera à utiliser la betterave — dont la culture est utile à la préparation des terres à blé — pour la fabrication de l'alcool d'industrie.

Pour combattre les crises vinicoles répétées dans le Midi, il faut établir un sérieux programme de réalisations.

Le Midi languedocien souffre de la monoculture. Il faut y multiplier les cultures, et rendre cette région normale.

En tous les coteaux des terres en friches existent, qui appartiennent le plus souvent aux paysans pauvres. Faute d'eau, ces terres ne produisent rien, on n'y sème ni ne plante.

Il faut amener l'eau en la plupart de ces terres, comme l'ont fait les cultivateurs des rives de la Durance lorsque la découverte des moyens de tirer les couleurs des sous-produits du charbon ruina la culture de la garance.

Il y a vingt ans, en Languedoc, on parlait encore de l'aménée des eaux du Rhône, de l'irrigation par l'Hérault, par l'Orb, par l'Aude. Tous les politiciens apportaient leur programme, maintenant personne n'en parle plus. « A cause de la sécheresse qui s'accroît », disent certains. A cause de la paresse d'esprit de ces Messieurs tout simplement, à cause aussi de l'indifférence de la population habituée à recevoir protection d'en haut et à ne rien faire par elle-même.

Le temps presse, cependant, car de plus en plus la production vinicole augmente en dehors du Languedoc et le concurrence ; s'il attend la mort de son commerce principal pour pourvoir à son remplacement, il sera trop tard !

On parlait aussi, jadis, de l'élargissement du canal du Midi, construit, voilà des siècles, par Riquet, et sur lequel ne peuvent naviguer ni péniche

vraiment importante, ni remorqueur. Personne ne parle plus de cela, et les frais de transport augmentent, qui prohibent le vin. Encore est-il que les Chambres de commerce de Cette, Dunkerque, Le Havre, Rouen, Nantes, ont, fin 1925, organisé un service de transport des vins par mer avec 25 p. 100 de réduction sur les frais du transport par voie ferrée. Mais les vins partiront de Cette, de La Nouvelle et de Port-Vendres ; et Agde, placée en plein biterrois, au pays le plus producteur, reste envasé, enherbé, incapable du moindre service !

Les terres irriguées pourraient être plantées d'arbres fruitiers, d'oliviers, à nouveau semées de blé, d'avoine. Plantées peut-être aussi de betteraves ou de maïs à sucre (il n'y a qu'une sucrerie à Saint-Louis-du-Rhône pour servir cette population).

Les terres des coteaux pourraient aussi être aménagées pour la culture des primeurs, des tomates. Elles pourraient être plantées de ces petits arbustes asiatiques dont fruits et feuilles donnent la gutta-perca. (Plantés en 1907 à titre d'essai dans la vallée de l'Hérault, six de ces petits arbustes se développèrent parfaitement, ils furent arrachés en 1911 et 1912, par insouciance).

C'est alors qu'une intervention énergique de la population, du gouvernement, ou peut-être simplement le profit, permettrait d'exiger la suppression du vignoble des vallées produisant des vins de faible degré pour céder la place aux prairies, à la culture du blé.

Car actuellement le Midi, qui produit uniquement le vin, doit se procurer à des centaines de kilomètres, en Vaucluse ou en Gascogne, le fourrage pour les bêtes, le beurre (souvent les œufs), le blé, l'avoine, etc.

Et pour tirer profit de son vin de mi-côtes et de coteau ou de montagne, une organisation rationnelle de fabrication, de conservation et de vente suffirait.

Le Languedoc, le Minervois, les Corbières, le Roussillon, produisent des vins excellents : blancs, rouges, rosés, que les consommateurs ignorent. Et des vins de liqueurs supérieurs.

Mais si, en une centaine de communes, des coopératives de vinification et de distillerie ont été constituées, elles ne font guère que le vin courant pour la vente immédiate.

Il faut créer des coopératives dont la mission sera non seulement d'organiser la vinification, mais encore de surveiller la culture.

A la vendange, c'est la coopérative achetant au viticulteur sa production en raisins qui en ordonnera la cueillette à son heure, selon qualité.

Des levures sélectionnées de vins de crus seront additionnées aux vendanges, non pas pour faire des vins du Midi, des vins de Bordeaux, mais pour améliorer la qualité des bons vins méridionaux, dont la conservation, la vente en petits fûts, en bouteilles sera assurée après création de crus locaux sélectionnés.

(Nous avons jadis, à un banquet de viticulteurs, présenté du vin blanc de clairette (exquise dans l'Hérault) champagnisé ; personne ne reconnaissait le vin du pays, excellentement préparé et équivalent au meilleur champagne authentique).

Des raisins vendangés, il faut tirer : la confiture après distillation des marcs, l'huile des pépins.

Et des vins défectueux : l'alcool ou le vinaigre.

Mais pour réaliser ce vaste programme, il faut l'effort de tous, il faut

surtout l'effort soutenu, l'action réalisatrice des moyens et petits viticulteurs, dont c'est l'intérêt.

C'est aussi l'intérêt des travailleurs agricoles du pays, qui n'ont guère de débouché à l'heure présente, et dont les jours de chômage sont nombreux.

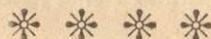
Pour cela, il faut « comprendre » !

Comme devront comprendre les agriculteurs du reste de la France, que dans les endroits où, inutilement, ils persistent à cultiver un vignoble improductif, la pomme de terre ou tout autre produit sainement récolté serait plus utile à leur bourse comme à l'économie générale, le pain, la pomme de terre étant plus indispensables que le vin.

ERNEST LEPEZ.

P. S. — *Fin avril se réunissait à Narbonne un congrès des viticulteurs français et algériens. Par surprise, les viticulteurs français, malgré les protestations des algériens, décidèrent de proposer au Gouvernement de ne permettre l'entrée en France que de 7 millions d'hectolitres de vins algériens et 350.000 hectos de vins tunisiens. C'est une décision dont les consommateurs devront surveiller les suites car le vin algérien, qu'on veut exclure, est du bon vin complet, et son exclusion se ferait au profit de vins incomplets métropolitains.*

E. L.



Le règlement de la dette française en Grande-Bretagne



M. Raoul Péret, ministre des Finances du cabinet Briand, vient de se rendre à Londres auprès de M. Wintson Churchill, son collègue de Grande-Bretagne, afin de préparer la mise au point définitive d'un accord franco-britannique sur les dettes de guerre de la France envers la Grande-Bretagne.

Les dettes de guerre de la France envers la Grande-Bretagne se décomposent en deux parts théoriquement distinctes :

1° La dette du gouvernement français envers le gouvernement britannique, dette politique qui, l'année dernière, atteignait environ 620 millions de livres sterling.

2° La dette de la *Banque de France* à la *Banque d'Angleterre*, dette commerciale s'élevant à 60 millions de livres sterling.

La dette politique est gagée par une somme en or de 53 millions de livres sterling déposée dans les coffres de la Banque d'Angleterre et prise sur la réserve or de la *Banque de France*. La dette commerciale est gagée par un dépôt d'or de même provenance évalué à 18 millions de livres sterling.

La question de la dette politique

Pour la dette politique — dont aucun remboursement, soit en capital, soit en intérêts, n'a été effectué — un premier projet d'accord avait été arrêté en août 1925 entre M. Caillaux, alors ministre des Finances, et M. Churchill. Cet accord prévoyait le règlement de la dette d'Etat en 62 annuités de 12 millions et demi de livres chacune. La Grande-Bretagne se réservait cependant le droit de demander l'augmentation de la valeur des annuités au cas où la dette française envers les Etats-Unis serait réglée dans des conditions moins avantageuses pour la France, que celles prévues dans le projet d'accord Caillaux-Churchill. De plus, M. Caillaux avait pu faire admettre le principe de la clause de sauvegarde liée comme on le sait à la capacité de paiement de la France par rapport au rendement du plan Dawes.

Or, les conditions de règlement de la dette française aux Etats-Unis, telles qu'elles apparaissent d'après l'accord Mellon-Bérenger, sont plus sévères que celles qui avaient été prévues lors des négociations engagées par M. Caillaux; de plus, la clause de sauvegarde a été abandonnée. Les prétentions du gouvernement britannique sont donc naturellement plus élevées actuellement que l'année dernière, du fait des réserves présentées alors de ce côté et aggravées par le déficit considérable causé au budget britannique par la politique de subventions à l'industrie houillère et par la dernière grève générale.

Si les conditions de règlement de la dette française envers les Etats-

Unis étaient admises pour le règlement de la dette envers la Grande-Bretagne, c'est une moyenne de 15 millions de livres sterling que devrait comprendre chacune des 62 annuités prévues pour la liquidation totale de la dette politique envers ce pays; les conditions de 1925 se sont donc considérablement aggravées.

La question de la dette commerciale

Au sujet de la dette de la *Banque de France* envers la *Banque d'Angleterre*, il faut signaler qu'en 1923, ces deux banques d'émission passèrent un contrat en vertu duquel les 60 millions de livres sterling prêtés à la *Banque de France* devaient être remboursés en huit annuités s'élevant progressivement de 5 millions de livres en 1924 à 9 millions de livres en 1928, pour atteindre 15 millions de livres en 1929 et 5 millions de livres pour la dernière annuité en 1930.

Les deux thèses en présence

En se basant sur les paiements que la France doit effectuer au titre des remboursements de la dette commerciale, M. Raoul Péret comptait grouper la dette politique et la dette commerciale. Les remboursements effectués au titre de cette dernière auraient constitué en fait les premiers remboursements français pour le règlement de la dette globale envers la Grande-Bretagne. Cela aurait permis de ne pas envisager avant 1930 de paiements supérieurs à ceux déjà prévus par le contrat signé entre la *Banque de France* et la *Banque d'Angleterre*; d'où un certain répit pour les finances françaises.

A ce plan de règlement envisagé du côté français, venait s'ajouter le désir très vif de hâter le rapatriement des 71 millions de livres sterling d'or français déposés en gage à la *Banque d'Angleterre* mais que la *Banque de France* fait toujours figurer à son bilan dans le chapitre concernant le montant de sa réserve or.

Au moment où le franc se trouve sérieusement déprécié sur le marché des changes, le retour dans les coffres de la *Banque de France* de quelques millions de livres sur les 71 millions (1.789 millions de francs-or) détenus à Londres, aurait été sérieusement apprécié par le gouvernement français à la recherche de moyens propres à soutenir les cours du franc; alors que le premier rapatriement (3 millions de livres) aura lieu seulement en 1928.

Le gouvernement britannique en proie à des difficultés financières sérieuses ne semble pas avoir adopté le point de vue français sur le règlement de la dette. Le groupement de la dette politique avec la dette commerciale n'enchanté pas M. Churchill; il considère le contrat entre la *Banque de France* et la *Banque d'Angleterre* comme une convention privée à laquelle il ne peut être apporté aucune modification.

De l'avis des négociateurs britanniques, les annuités de remboursement de la dette politique française — dont la moyenne serait de 15 millions de livres sterling environ — viendrait s'ajouter aux annuités de la dette commerciale. Ainsi se prépareraient pour le Trésor français des échéances extrêmement lourdes qui pourraient mettre en péril l'équilibre budgétaire et la situation du franc.

Il apparaît donc que M. Péret s'est heurté à Londres au cabinet britannique dont les difficultés budgétaires augmentent l'intransigeance. Quant aux 71 millions de livres de la *Banque de France*, elles constituent

une partie de la réserve or de la *Banque d'Angleterre* laquelle a servi à ramener la livre sterling à la parité or, et à l'y maintenir. Aucun gouvernement d'Outre-Manche ne pourrait consentir à s'en dessaisir sans créer des difficultés préjudiciables à la bonne tenue de la devise britannique.

L'échec à peine déguisé subi par M. Péret à Londres a eu sa répercussion sur le marché des changes. Notre ministre des Finances comptait trouver là-bas des concours financiers assez importants pour intervenir sur le marché des changes en faveur du franc. De ce côté aussi, il ne put rien obtenir de précis de la part des banques de la City; M. Montagu Norman, président de la *Banque d'Angleterre*, en accord avec les financiers de New-York, aurait engagé M. Péret à tenter la stabilisation du franc, condition essentielle de l'aide anglo-saxonne.

M. Montagu Norman serait également partisan de la réunion périodique et de la collaboration des présidents des principales banques d'émission d'Europe, qui, sous l'égide des financiers de Londres, eux-mêmes plus ou moins soumis aux financiers de Wal Street, envisageraient les meilleures solutions pour maintenir leurs monnaies respectives à la parité or, selon l'exemple de leurs maîtres anglo-saxons.

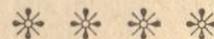
C'est de cette façon que l'on doit comprendre la clause de l'indépendance absolue de la *Banque de France* vis à vis du gouvernement français, qu'auraient suggérée à M. Péret les financiers de Londres et leurs compères de New-York. La banque d'émission se trouvant entièrement indépendante de l'Etat, pourrait obliger le gouvernement — sous peine de lui mesurer parcimonieusement les avances de fonds nécessaires à sa trésorerie — à remplir les conditions imposées par les inspireurs anglo-saxons; d'accord en cela avec les financiers et les grands industriels français.

Ces conditions pourraient se résumer ainsi: abrogation des mesures, bien timides d'ailleurs, frappant les capitalistes et les financiers dans leurs fortunes ou dans leurs opérations spéculatives; augmentation sensible des impôts de consommation frappant les larges masses de la population, augmentation de la production par la suppression de la journée de huit heures, mesures de contrainte pour s'opposer au relèvement des salaires par rapport au coût de la vie.

Cette politique qui réunira l'assentiment des capitalistes anglo-saxons et français pèsera donc exclusivement sur les masses laborieuses. Il est probable que sa réalisation est bien près de se faire, même avec l'appui des gouvernants et parlementaires du Bloc des Gauches dont l'impuissance se révèle chaque jour davantage.

Paris, le 20 mai 1926.

J. DUPLEX.



Le problème de la main-d'œuvre étrangère en France



Trois problèmes principaux conditionnent, depuis la guerre mondiale, les particularités et le rythme du développement de l'économie nationale de la France : a) *la crise des finances d'Etat*; b) *le problème des débouchés*; c) *le déficit de la main-d'œuvre nationale*, ou autrement dit *le besoin d'introduction de la main-d'œuvre étrangère*.

Sans sous-estimer l'importance et la gravité des deux premiers problèmes, il faut souligner que le troisième, celui que soulève le déficit de la main-d'œuvre nationale, s'est posé et se pose comme exceptionnellement brûlant et vital pour l'économie capitaliste nationale de la France.

Envisagé concrètement, selon l'aspect qu'il reçoit dans la vie, ce problème s'identifie en beaucoup de points avec le problème de l'immigration en France des ouvriers étrangers. C'est de ce côté justement que la question nous intéresse. En effet, nous ne pouvons pas faire abstraction du fait capital que les ouvriers étrangers occupés en France constituent le quart et peut-être davantage du nombre total des prolétaires qui travaillent dans ce pays. L'existence en France d'environ 3.000.000 d'ouvriers étrangers représente non seulement un facteur économique de tout premier ordre, mais aussi un facteur social-politique, un événement chronique *sui generis*, dont le poids et le rôle ne sont pas à dédaigner dans le développement de la lutte des classes.

Entendons-nous bien. Il ne s'agit pas seulement, en l'occurrence, de questions concernant les perspectives économiques du capitalisme français et caractérisant sa phase *impérialiste-parasitaire*. Ce problème soulève indirectement et de façon fortement compliquée la question nationale, la question de l'idéologie internationaliste ou social-chauvine, et directement les conditions de lutte pour les revendications économiques de l'ensemble des ouvriers en France.

D'autre part, il ne nous est pas indifférent de savoir avec qui et comment marcheront ces 3 millions de prolétaires étrangers pendant les périodes de violentes luttes de classes et tout particulièrement pendant les périodes de crises révolutionnaires.

Essayons d'aborder le problème un peu plus en détail.

I. — Les changements dans la structure du capitalisme français

Avant la guerre et grâce au concours des banques, une grande partie de l'épargne petite-bourgeoise et de l'argent libre des capitalistes français sortait de France et allait faire exploiter, sous forme d'emprunts d'Etat ou sous forme de placements dans des entreprises, les ouvriers des autres pays. Il existait toute une couche importante de la population française qui n'avait d'autre profession que celle de porteur de coupons. La France représentait le pays des rentiers. Le développement des forces productives du pays marchait lentement, car les placements à l'étranger rapportaient des dividendes plus élevés.

La guerre et les événements d'après-guerre ont tout bouleversé, y compris la béatitude du petit-bourgeois rentier. Consacrer les efforts et les capitaux rescapés au développement des forces productives du pays, ceci s'imposa comme une impérieuse nécessité. Ainsi naquit le phénomène que la presse bourgeoise appelle communément le nationalisme économique. La poussée vers l'industrialisation du pays fut et reste très forte. De nouvelles industries furent créées. L'acquisition de nouveaux territoires, déjà exceptionnellement industriels et en même temps prodigieusement riches en possibilités de développement ultérieur et d'extension, contribua énormément à cette poussée. Mais le changement le plus caractéristique et le plus important, durant les dix dernières années, se manifesta dans l'état de l'outillage et de la technique des entreprises industrielles. Le progrès technique a fait des pas de géant, particulièrement par suite de la reconstruction des régions « sinistrées ». Résultat : dans un laps de temps relativement court, le niveau de la capacité de production de l'industrie française a fait des bonds ascensionnels. Il pourrait monter encore, s'il s'agissait uniquement des possibilités techniques et naturelles et si nous faisons abstraction des autres facteurs et surtout des facteurs d'ordre international. Or, cet appareil industriel formidable est mis en mouvement par des prolétaires. Le nombre des prolétaires français ne suffisait plus. L'entrée en masse des femmes et des enfants ouvriers dans les creusets de l'exploitation directe ne comblait pas les vides. Le déficit de la main-d'œuvre nationale aurait pu imposer une diète rigoureuse, catastrophique, au monstre, si celui-ci n'avait pas trouvé la possibilité de compenser les vides par l'introduction des ouvriers étrangers.

En effet, nous assistons, depuis 1921, à deux phénomènes parallèles, intimement liés et dont les courbes graphiques pourraient presque s'identifier; à chaque nouvelle extension, à chaque nouveau progrès dans l'industrie, correspond un nouvel apport en France de prolétaires étrangers, et chaque fois que les affaires montrent des signes de ralentissement ou éprouvent des difficultés, il y a ralentissement dans le rythme et la grandeur de l'immigration. (Naturellement, il est des moments où le ralentissement de l'immigration peut occasionner un ralentissement dans les affaires). Les résultats obtenus, pendant les dernières années, dans le domaine de la production et, en général, dans le mouvement des affaires en France, sont attribuables, en grande partie, à l'exploitation de la main-d'œuvre étrangère. Mais avant d'aller plus loin, arrêtons-nous un instant sur le caractère du déficit de la main-d'œuvre nationale.

II. — Le déficit de la main-d'œuvre nationale

Notons tout d'abord ceci : il n'y a plus d'accroissement de la population française. Malgré l'incorporation de l'Alsace et de la Lorraine à la France, la population atteint aujourd'hui le même nombre qu'avant la guerre. N'entrons pas dans l'explication des causes de ce phénomène. Rappelons seulement la thèse de Marx : « Chaque système d'économie nationale possède sa propre loi de la reproduction de la population ».

L'écart entre le nombre de la population et le degré de la technique et le niveau de la production industrielle s'agrandit constamment.

Mais la situation est encore plus sérieuse sous d'autres rapports. Déjà, avant la guerre, l'agriculture manquait de plus de 400.000 ouvriers. La guerre a englouti plus de 1.500.000 hommes valides, dont 900.000 paysans. La majeure partie des tués étaient des paysans et des ouvriers. Une

grande partie des rescapés de la mort sont restés plus ou moins invalides. Le renouvellement normal des effectifs de la classe ouvrière est sensiblement entravé. Le processus de la prolétarianisation des classes moyennes (y compris certaines couches de la paysannerie) fut accéléré surtout après la guerre et grâce à la politique économique-financière de l'État.

Bien « anormal » se montre ce processus dans les campagnes; quittent les campagnes, non seulement des ouvriers agricoles et des paysans ruinés, mais aussi des paysans qui possèdent des parcelles de terre relativement trop petites, et les fermiers. C'est surtout les jeunes gens et les jeunes filles qui abandonnent le plus souvent les campagnes. En général, ce sont les gens de 18 à 35 ans qui délaissent l'agriculture. Ce phénomène, appelé *exode rural*, au lieu d'être un phénomène social-économique normal, se présente comme une véritable calamité pour l'économie rurale. Il ne signifie pas un déversement dans les villes et dans les industries d'un surplus quelconque de la paysannerie par rapport aux besoins de l'agriculture, mais il s'opère au détriment de cette dernière. Certaines régions se dépeuplent à vue d'œil. La vallée de la Garonne, par exemple (Gironde, Gers, Landes, Lot-et-Garonne) enregistre une diminution de 80.000 agriculteurs pour la période 1911-1921. Conséquence immédiate : diminution de la surface cultivée. Dans le seul département du Gers, il y avait en 1924, 50.000 hectares de terre en friche et 2.500 fermes abandonnées. Dans l'ensemble du pays, il y avait pour la même année plus de 1.000.000 hectares restés en friche. Mais la qualité productive de ceux qui restent dans les campagnes est bien diminuée aussi : Caziot citait un cas bien symptomatique (*Journée Industrielle*, 14-1-24) qu'il a observé dans le *Sancerrois*. Un fermier, dont l'exploitation n'était pas loin de la ville, après deux jours de recherches, a composé son équipe avec les éléments ci-après :

- 5 petits cultivateurs voisins, dont deux parents du fermier,
- 2 commerçants du chef-lieu du canton,
- 1 le bedeau de la paroisse,
- 1 jardinier,
- 1 facteur des postes ayant pris sa journée de repos,
- 1 rentier,
- 4 ouvriers agricoles, les seuls qu'il ait été possible de trouver.

Comme âge, la répartition était la suivante :

- 1 de 30 à 40 ans,
- 4 de 40 à 50 ans,
- 4 de 50 à 60 ans,
- 5 de 60 à 75 ans.

Sur la base des faits observés, nous pouvons tirer la conclusion que l'agriculture française éprouve de grandes difficultés par suite du manque de main-d'œuvre. L'économie rurale en France, malgré le progrès technique qui se réalise dans certaines régions et dans certaines exploitations, dépendra encore longtemps du rythme et de l'importance de l'afflux de la main-d'œuvre étrangère. Il existe un conflit chronique entre l'industrie et l'agriculture, d'abord à cause de l'exode rural, à cause de la répartition de la main-d'œuvre étrangère, à cause aussi des conditions de travail et du niveau des salaires. Le bas niveau de la technique agricole, le morcellement des terrains, etc., rendent difficile, sinon impossible, la concurrence des fermiers envers les industriels quant à l'acquisition et au maintien de la main-d'œuvre.

En résumé, la bougie brûle par les deux bouts : l'agriculture s'anémie par la dépopulation, par l'exode rural et recherche de la main-d'œuvre étrangère; l'industrie, de son côté, est obligée d'introduire constamment en quantité massive de la main-d'œuvre étrangère.

III. — La main-d'œuvre étrangère et coloniale, condition vitale pour le capitalisme français

Nous constatons donc que l'économie capitaliste de la France (industrie et agriculture) subit et subira la dépendance, pour tout essor dans son développement, de la possibilité d'exploiter de la main-d'œuvre étrangère. Cela ne veut pas dire naturellement que seulement les capitalismes nationaux déficitaires en main-d'œuvre nationale exploitent des ouvriers étrangers. Chaque pays capitaliste-impérialiste exploite directement ou indirectement des ouvriers des pays arriérés. Cela caractérise jusqu'à un certain point le parasitisme de la phase impérialiste du capitalisme. Les capitalistes anglais, par exemple, exploitent et spolient des centaines de millions de personnes dans les colonies et plus particulièrement dans les Indes. L'essor de l'industrie américaine est attribuable en grande partie à l'exploitation des prolétaires immigrés. En France même, déjà avant la guerre, l'exploitation des ouvriers étrangers n'était pas du tout rare.

D'ailleurs, le problème de l'exploitation de la main-d'œuvre des pays arriérés par les pays capitalistes-impérialistes a été bien expliqué — comme il fallait s'y attendre — par Lénine lui-même. Fin septembre 1917, à la veille de la Révolution d'octobre, traitant la question de la révision de l'ancien programme du Parti, Lénine analyse le problème de la main-d'œuvre étrangère. Il était question, à cette époque-là, de compléter le programme, surtout en ce qui concerne la phase impérialiste du capitalisme. Et entre autres choses, il y avait une proposition, d'ajouter au paragraphe du programme qui parle du progrès technique et de la croissance de l'emploi du travail des femmes et des enfants, le passage suivant :

« Ainsi que le travail des ouvriers étrangers non spécialisés (non-qualifiés) introduits des pays arriérés ». Approuvant cette adjonction, Lénine écrivait : « C'est une adjonction précieuse et nécessaire. Précisément une semblable exploitation du travail meilleur marché des ouvriers des pays arriérés est particulièrement caractéristique pour l'impérialisme. Précisément, c'est sur elle que repose, jusqu'à un certain degré, le *parasitisme* des pays impérialistes riches, qui corrompent aussi une partie de leurs ouvriers par des salaires plus élevés, pendant qu'ils exploitent sans gêne ni mesure le travail bon marché des ouvriers étrangers. Les mots « meilleur marché » devraient être ajoutés, ainsi que les mots « et souvent ne jouissant d'aucun droit », car les exploiters des pays « civilisés » profitent toujours de la circonstance que les ouvriers étrangers introduits ne jouissent d'aucun droit. On observe ceci non seulement en Allemagne à l'égard des Russes, c'est-à-dire des ouvriers venant de Russie, mais aussi en Suisse à l'égard des Italiens, en France à l'égard des Espagnols et des Italiens, et ainsi de suite. »

(LÉNINE, *Œuvres*, vol. XIV, livre II, p. 164, Ed. russe, 1921.)

Pas un mot à retrancher de cet extrait, tout est juste et correspond exactement à ce qui se passe en France. Nous allons le voir tout de suite.

IV. — Le mouvement de l'immigration ouvrière en France

Les statistiques officielles publiées ne saisissent qu'une partie des entrées des ouvriers étrangers. Elles englobent uniquement (et pas complètement) les ouvriers immigrants qui ont déjà un contrat avec les entrepreneurs ou leurs associations. Un grand nombre d'ouvriers étrangers pénètrent en France sans contrat ou sans être enregistrés par les bureaux de l'immigration. Comme indication pourtant, nous devons faire usage des statistiques officielles. Voici ce qu'elles montrent :

ENTRÉES ET SORTIES DES OUVRIERS ÉTRANGERS EN FRANCE

ANNÉES	Introduits		Total	Rapatriés dans leurs pays respectifs	Restés à titre définitif
	industrie	agriculture			
1922	107.610	73.860	181.470	50.310	131.160
1923	184.250	78.620	262.280	59.950	202.930
1924	175.170	64.200	239.360	47.750	191.600
1924					
1 ^{er} semestre ...	»	»	121.430	20.290	101.150
1925					
1 ^{er} semestre ...	»	»	89.080	26.780	62.300

La diminution constatée dans le premier semestre de 1925 (nous ne possédons pas les chiffres pour le second semestre) s'explique à notre sens par les deux causes suivantes : la restriction des travaux de reconstruction dans les régions du Nord, et l'inflation, la baisse du franc. Les ouvriers des pays où existe la « valeur or » ne trouvant plus grand intérêt à se laisser exploiter pour se faire payer en francs papiers dépréciés. Les périodes d'inflation systématique favorisent surtout l'entrée des touristes, des banquiers et des spéculateurs et entravent l'immigration.

Il faut noter surtout ceci : chaque année, depuis 1921, plus de 200.000 *ouvriers étrangers* (en tenant compte des cas non enregistrés) pénètrent en France.

D'où viennent-ils et pourquoi immigrer-ils ? En premier lieu, ce sont des ouvriers italiens que l'économie nationale ne peut pas absorber. Leur immigration aux Etats-Unis d'Amérique rendue difficile, ils pénètrent en masse dans les colonies africaines françaises et surtout en France. Dans certaines régions, ils constituent la majorité de la population. Le nombre des immigrants italiens s'est sensiblement accru aussi par suite des persécutions dont ils furent l'objet en Italie. Les ouvriers espagnols pénètrent en France parce que le développement économique de l'Espagne étant très arriéré, ne peut pas leur fournir d'occupation. La même cause pousse les Portugais à émigrer. Les ouvriers polonais et tchécoslovaques sont contraints d'émigrer par suite de la crise de chômage qui sévit de façon chronique dans ces deux pays. Les ouvriers polonais s'établissent en France avec leurs familles et constituent, du point de vue des conditions politiques et administratives, de « véritables camps de concentration d'esclaves ne jouissant d'aucun droit quelconque ».

Voici comment se répartissent les *entrées* des ouvriers étrangers provenant des 5 principaux pays d'émigration :

	Dans l'industrie		Dans l'agriculture	
	1923	1924	1923	1924
Italiens	103.010	83.080	9.469	13.700
Polonais	31.450	23.260	23.230	14.780
Belges	25.100	23.780	8.800	10.930
Espagnols	7.520	6.700	28.980	8.290
Portugais	7.980	6.700	3.800	7.500

Pour avoir une idée approximative sur la façon dont s'opère le placement des ouvriers étrangers qui pénètrent en France, nous pouvons nous servir des chiffres officiels pour l'année 1923. Au point de vue professionnel, les 297.000 ouvriers étrangers nouvellement placés se répartissaient ainsi :

Mines de charbon	31.040
Mines de fer	4.850
Bâtiment	40.550
Terrassement	24.280
Métallurgie et métaux	13.350
Mancœuvres	48.380
Agriculture	83.690
Divers	51.290
Total	297.430

Il est impossible de connaître le nombre exact de l'ensemble des ouvriers étrangers occupés en France. Souvent on parle de 2.500.000, de 3.000.000. Le ministère de l'Intérieur indiquait qu'au 1^{er} janvier 1925, il y avait en France 2.845.000 étrangers. Certainement 80 à 90 p. 100 de ces étrangers sont des ouvriers, ce qui correspond bien au chiffre de 2 millions 500.000. Cette statistique cependant est sujette à caution. Quoi qu'il en soit, tenant compte de la moyenne annuelle des entrées (plus de 200.000), le chiffre de 3 millions ne serait pas loin de la vérité.

Or, que représente cette masse d'ouvriers étrangers ? Elle vérifie le progrès de développement du capitalisme français. Ceci est bien visible, surtout dans l'industrie houillère. Sur un effectif total de 315.000 mineurs (en chiffre rond), plus de 100.000 sont des étrangers, c'est-à-dire un tiers, parmi lesquels il y avait en 1923, 70.000 Polonais dont 60.000 dans le Nord et le Pas-de-Calais, 12.000 Sarrois et Allemands (tous dans la Moselle), 6.000 Italiens (dans les mines du Centre et du Midi), etc. Il y avait, par exemple, en 1923, dans les puits d'Ostricourt, 70 p. 100 d'étrangers au fond, 70 p. 100 dans les puits de Drocourt, 60 p. 100 dans ceux de Courrières, 52 p. 100 à Bruay, 47 p. 100 à Marles, etc. L'ingénieur en chef des mines, Georges Jouasset, écrivait que les mines du Nord et du Pas-de-Calais avaient encore besoin, en 1924, de 50.000 étrangers nouveaux au fond. « Le métier de mineur ne s'improvise pas », écrivait Brunshwerg (*Economiste français*, 22-11-24), pour défendre la thèse sur la nécessité d'introduire en France des mineurs polonais avec leurs familles (déjà 21.000 familles polonaises s'étaient établies en 1923 dans le Nord et le Pas-de-Calais), parce que « la limitation des familles polonaises en France est un élément de stabilité précieux et une « source de jeunes ouvriers mineurs ». Les magnats des charbonnages français s'ingénient ainsi à créer de véritables colonies de familles ouvrières étrangères spécialement pour qu'elles se reproduisent en vue de fournir des mineurs.

L'ingénieur Georges Jouasset écrivait à un autre endroit : « Un des problèmes les plus aigus est celui de la main-d'œuvre, car la pénurie d'ouvriers nous empêche d'augmenter encore notre extraction ».

Quelle est la situation dans les autres branches industrielles? Environ 400.000 ouvriers étrangers sont occupés dans le bâtiment. Dans les mines de fer, dans les charbonnages et dans la métallurgie en Alsace-Lorraine, par exemple, l'élément étranger représente 70 p. 100 du nombre total des ouvriers.

Nous avons déjà vu, dans le tableau précédent, la proposition de placements nouveaux des ouvriers étrangers par industrie et pour une seule année. Il se peut que la même proportion existe aussi en ce qui concerne la répartition de l'ensemble de la main-d'œuvre étrangère.

Il faut rappeler aussi qu'il y avait en France en 1923 environ 300.000 manœuvres d'industrie provenant de l'*Afrique du Nord*. Rien qu'à Paris et dans la banlieue parisienne ils étaient 70.000. D'ailleurs, la politique coloniale du capitalisme français s'inspire en grande partie aussi de l'idée de recrutement des ouvriers indigènes pour combler le déficit de la main-d'œuvre nationale. Edouard de Warren, député de la Meurthe-et-Moselle, grand métallurgiste et grand propriétaire foncier, président de l'Association agricole de Tunisie et de maintes associations analogues en France, n'exposait-il pas l'« objectif social » du programme colonial de la France (1-4-26) en ces termes : « Diriger avec prudence et affection l'évolution des indigènes de nos différentes colonies de façon à ce qu'ils constituent avec le peuple français une grande famille... en appuyant sur l'importance qu'a la main-d'œuvre indigène pour l'économie nationale ? »

La situation dans l'agriculture est encore plus troublée. Certaines régions agricoles sont peuplées en majorité d'étrangers. La vallée de la Garonne (Gironde, Gers, Landes, Lot-et-Garonne) enregistre une diminution de 80.000 agriculteurs pour la période 1911-1921. Les vides sont remplacés par 25 à 30.000 étrangers. Il manque environ 50.000 agriculteurs. Ou bien prenons l'exemple de la petite commune du Valois. Avant la guerre, il y avait 6 étrangers. Aujourd'hui (début 1926) il y a : 44 Polonais, 16 Belges, 8 Suisses, 3 Tchèques et seulement 50 Français, soit 42 p. 100 seulement. Des exemples analogues sont très nombreux. Le rythme des « défaillants », de la diminution, va plus vite que celui de l'afflux des remplaçants étrangers. Il en résulte une diminution de la surface cultivée.

Le recrutement de la main-d'œuvre étrangère se fait par l'intermédiaire des services spéciaux : « Missions à l'étranger », qui ont pour objet d'établir avec les gouvernements étrangers une sélection professionnelle, sanitaire et morale des travailleurs; par des agences appropriées des associations patronales; par des centres d'immatriculation de frontière, etc. Et à l'intérieur, ils sont répartis par des offices centraux et régionaux. Les entrepreneurs préfèrent les immigrés qui s'établissent à titre définitif que les saisonniers. Les offices sont de véritables « offices de négriers ». Les conditions souscrites sont esclavagistes. Les déplacements à l'intérieur du pays sont presque impossibles. Les immigrés sont encadrés par un triple cordon de surveillants : agents des entrepreneurs, curés ou ecclésiastiques nationaux, agents policiers. Les capitalistes préfèrent que les ouvriers étrangers immigreront avec toute leur famille. Pour favoriser l'assimilation et pour empêcher que les ouvriers étrangers constituent des colonies compactes aux revendications culturelles nationales :

écoles, journaux, etc..., les entrepreneurs et les autorités s'efforcent de mélanger plusieurs nationalités dans une même région ou entreprise. Ils s'efforcent aussi d'empêcher que les ouvriers étrangers soient encadrés par des contremaîtres de leur nationalité. Henri Sellier (conseiller général socialiste, social-patriote), formulait encore une nouvelle réclamation à cet égard. Dans un rapport sur le fonctionnement de l'office départemental du placement dans la Seine pendant l'année 1924, il écrit (d'après l'*Economiste français*, 2-1-26) : « Exprimons le vœu que, sur notre sol, des Français ne soient pas commandés par des étrangers, que les équipes soient encadrées par nos nationaux et qu'une connaissance sérieuse de notre langue soit activement répandue parmi nos hôtes ». Très inquiétés sont les entrepreneurs et les autorités, surtout en ce qui concerne la main-d'œuvre italienne, particulièrement là où elle s'établit en colonies compactes, ou bien si elle s'établit dans les régions près de la frontière franco-italienne. Encore plus inquiets sont-ils du fait de l'immigration italienne dans les colonies françaises de l'Afrique du Nord. Pour empêcher la pénétration de la propagande communiste parmi les ouvriers étrangers, les entrepreneurs et les autorités fondent beaucoup d'espoirs dans le travail des curés. A la séance du 5 novembre 1924 de la Société d'Economie Politique, l'abbé Siguret demanda qu'on envoie des prêtres français en Italie pour apprendre la langue, et qui reviendraient avec les immigrants qu'ils pourraient instruire. A cette demande, Th. Laurent a répondu que le Comité des Forges a déjà comblé ce vœu et envoie en Italie des prêtres français pour apprendre l'italien.

Les conditions de travail et d'habitation des ouvriers étrangers sont misérables. La plupart des immigrés en famille sont logés dans des maisons appartenant aux entrepreneurs. Les salaires sont inférieurs à ceux des ouvriers français. Souvent cette différence de salaire provoque des conflits entre les ouvriers nationaux et les ouvriers étrangers. Cela entretient les sentiments nationalistes-chauvins pour le plus grand profit des capitalistes. Les autorités, les entrepreneurs et leurs agents veillent attentivement à ce que les ouvriers étrangers n'entrent pas dans les syndicats et surtout dans les syndicats unitaires. Encore moins sont tolérés ceux qui manifestent de la sympathie ou adhèrent au Parti communiste. Avec des ouvriers pareils, on ne se gêne pas : ils sont expulsés.

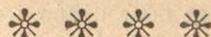
Avant de terminer, nous devons caractériser en deux mots l'attitude des réformistes envers la main-d'œuvre étrangère. Il y a quelque temps, les anarcho-syndicalistes avaient préconisé aux syndiqués du bâtiment de ne pas s'arrêter même devant l'emploi des moyens violents contre les ouvriers étrangers qui se résignaient à accepter de bas salaires. Quant aux réformistes-socialistes, ils abordent le problème du point de vue des « intérêts nationaux » et du point de vue de « l'organisation de la répartition rationnelle des matières premières et de la main-d'œuvre coloniale? On peut se rendre compte de la mentalité de ces gens par la lecture de la pensée suivante, exprimée par Jouhau : « Evidemment, nous nous gardons de penser que la main-d'œuvre indigène doit être traitée, au point de vue salaires, comme la main-d'œuvre européenne. Il est certain qu'elle est moins productive, certain aussi qu'elle a moins de besoins... » (*Voix du Peuple*, n° 65, juillet-août 1925.)

Cette pensée de Jouhau, rapprochée à celle de certains anarcho-syndicalistes et à celle de Henri Sellier, fait ressortir l'existence de toute une conception social-chauvine. Tandis que la conception des capitalistes, défendue et professée constamment par les ministères du Travail, de l'Industrie et de l'Agriculture, se trouve formulée de façon bien nette

par Yves Guyot, quand il déclare : « Qu'est-ce que la race française ?... Nous sommes tous des métèques. Peu importe l'origine des hommes. Sont-ils utiles ou inutiles, toute la question est là. Le protectionnisme ouvrier ne vaut pas mieux que les autres ». (*Economiste français*, 22-11-1924).

Nous ne pouvons pas traiter ici et sous leurs multiples aspects les questions social-politiques que soulève le problème de la main-d'œuvre étrangère, quant aux devoirs et aux tâches qui s'imposent à cet égard au P. C. F. Bornons-nous à souligner seulement un point de principe : le P. C. F. et les organisations syndicales doivent revendiquer pour les ouvriers étrangers en France les mêmes droits politiques, civils et d'organisation, que ceux dont les travailleurs français jouissent.

LEBEDEF.



VIE SOCIALE

Une physionomie d'ensemble des grèves

DE MARS A MAI



La recrudescence du mouvement gréviste est un indice certain du renforcement de la lutte économique du prolétariat. Quelle que soit l'ampleur des batailles engagées, si minimes qu'en soient les résultats, c'est toujours un pas en avant, et, comme le disait déjà Lénine en 1902 : « *Un pas en avant, même minuscule, ne peut qu'élargir le cercle dans lequel se meuvent les ouvriers* ».

Nous voyons bien — dans les grèves — la justesse de cette affirmation. Le recrutement syndical y est plus aisé qu'en période de calme. Le prolétaire y sent, intensivement, le besoin du groupement, et, partant, fait déjà le « pas en avant » vers la lutte de classe.

Enfin, c'est aussi d'une évidente vérité, plus s'intensifie le recrutement syndical, plus aussi devient possible le recrutement politique. Il suffit de jeter un coup d'œil sur le mouvement du prolétariat mondial pour se rendre immédiatement compte qu'il existe un rapport étroit entre les effectifs des organisations syndicales et les effectifs des organisations politiques. Ainsi politique et économie sont liées l'une à l'autre. Et les communistes — quoi qu'en disent les réformistes — ont l'impérieux devoir d'œuvrer inlassablement pour le renforcement d'un puissant mouvement économique en tous pays, parce que c'est, en même temps, travailler à la réalisation d'un puissant mouvement communiste.

Les grandes grèves de mars et avril

La C. G. T. U. avait lancé le mot d'ordre : « Déposez vos cahiers de revendications à partir du 15 février. Elle entendait ainsi qu'à partir du 15 février — et non juste à cette date — l'agitation irait grandissant pour l'augmentation des salaires. On peut affirmer, sans aucune possibilité de démenti basé sur *les faits*, et non sur des arguments de tendance, que ses prévisions se sont pleinement réalisées.

Depuis le 15 février, le chiffre des grévistes — et non des grèves — a été grandissant. Mars a largement dépassé février; avril a poursuivi l'ascension, et ce que nous savons déjà de mai — Citroën, Renault, Noisiel — justifie sans conteste notre affirmation.

Certes, l'aggravation parallèle des conditions économiques du prolétariat a joué son rôle aussi, son rôle primordial. Mais la valeur du mot d'ordre lancé consiste précisément en ce que nos camarades avaient

exactement déterminé l'inévitable processus de ces conditions économiques. Ajoutons, pour être impartial — la grosse majorité des dirigeants de la C. G. T. U. étant membres de notre Parti — que c'est à la lumière de notre doctrine communiste qu'ils ont pu ainsi déterminer le cours des événements.

De l'examen des grèves de mars, il se dégage l'impression que c'est dans l'industrie du Bâtiment où l'agitation a été la plus prononcée. Non seulement dans la région parisienne, mais dans toute la France, le Bâtiment « a bougé ». Plus de 15.000 grévistes en mars. C'est Fécamp, Le Havre, Carmaux, le Nord, pour la province; c'est, dans la région parisienne, les cimentiers, les marbriers des cimetières, les terrassiers, charpentiers en fer, le parquet sans joint. Jour à jour, l'*Humanité* — dans la « Bataille ouvrière » — a donné le détail de ces mouvements, qui ont fait suite aux meetings parisiens du 1^{er} mars. Puis, en avril, bâtiment de Lille, bâtiment de la région lyonnaise (4.000 à 5.000 grévistes). Comme réalisations, dans l'ensemble, quelques rares échecs mis à part, ce sont des augmentations de deux à quatre francs par jour qui ont été obtenues : c'est-à-dire 10 à 15 p. 100 selon les régions touchées.

Nous avons connu aussi le vaste mouvement de la Seine-Inférieure, plus particulièrement de Fécamp. Tour à tour, presque toutes les industries y sont entrées en lutte. Les victoires y ont été générales.

Puis ce fut l'agitation des cheminots : manifestations de masse partout; manifestations et charges de police à Paris (gare du Nord), et en Alsace-Lorraine.

Mouvement des métayers des Landes à Ygos, Saint-Saturnin et Carcen-Pouron; grève des horticulteurs de Perpignan en mars; ouvriers agricoles de Millas, de Thuis, de Toulanges, d'Ille-sur-Têt, dans les Pyrénées-Orientales; grèves agricoles dans l'Hérault, le Gard, l'Aude. Les paysans, eux aussi, entrent dans la bataille.

Vaste mouvement de la chaussure et du cousu-main parisiens, de la chaussure lyonnaise, des tanneurs de la Drôme. Encore des milliers de grévistes.

Jusqu'au Livre, où les batailles sont assez rares : Lithos-céramistes de Limoges, 75 jours de lutte; Chaumont, Orléans, Nantes.

Enfin les Métaux, industrie centrale de la bataille; les Métaux avec, devant le prolétariat, le Comité des Forges, c'est-à-dire tout l'appareil de l'Etat mis au service du Capitalisme; les Métaux et la tactique patronale, la stratégie de grève des exploités opposée violemment à l'offensive prolétarienne : le lock-out contre la grève et ses multiples aspects.

Mouvement général, par grève-tampon, du bronze-imitation du bronze, des fonderies de la région parisienne; lock-outs Donnet-Gedel, Amilcar Mergyl, Talbot, Citroën, en mars et avril; puis, tout récemment en mai, lock-out appliqué aux 30.000 ouvriers du roi de l'automobile : Renault. Près de 50.000 ouvriers touchés tour à tour dans l'agglomération parisienne. Grève générale d'une demi-journée, le 1^{er} avril : plus de 100.000 métallurgistes en chômage.

Et dans la province: Lure, Vichy, Audincourt, Saint-Quentin, Château-Regnault, toute la vallée de la Meuse menacée.

La bataille va s'amplifiant. La situation est nette. L'enjeu est clair : C'est, ou la dictature renforcée du Comité des Forges sur plus d'un million d'ouvriers, ou « un pas en avant » dans la voie de la dictature du prolétariat.

Le Bois voit, dans ces deux mois, quelque cinquante grèves. Les fabri-

cants de meubles — véritables profiteurs de la guerre — ont réalisé de scandaleux bénéfices. Les produits qu'ils mettent en vente sont tarifés 10 et 15 fois plus cher qu'en 1914. Les salaires n'atteignent pas l'indice officiel, surtout en province. Industrie florissante et prolétariat indigent. Image véritable de la société capitaliste. Aussi, le mouvement est-il, dans cette industrie, de plus en plus intensif.

Agitation très forte dans les Alpes-Maritimes: tramways, boulangers, bâtiment ont lutté longuement et ont vaincu leur patronat.

Les Produits Chimiques: C'est l'exploitation éhontée des femmes; c'est le travail dur, dangereux, mal payé. C'est la honte d'une société. Et pourtant l'agitation n'y est encore que timide. Elle s'essaye. Les malheureuses exploitées sont vite vaincues par la faim. Un profond travail d'agitation et d'organisation est à faire. Quelques grèves sporadiques, seulement.

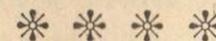
Enfin, le Textile, Lavelanet, La Ferté-Macé, le Nord des tisseurs, Laroque-d'Olmes et l'Ariège textile, Sainte-Marie-aux-Mines en Alsace : des milliers de femmes en lutte. Une lutte dure, inexorable, entre des exploités miséreux et d'insolents industriels; la lutte d'innombrables prolétaires, en majorité inorganisés, contre la puissante organisation patronale qu'est le consortium textile, avec tous les pouvoirs publics à sa dévotion.

Telle est, dans l'ensemble, la physionomie du mouvement gréviste en France, durant mars et avril 1926. Si l'on y ajoute le lock-out des 3.000 ouvriers de la chocolaterie Menier, à Noisiel, puis la grève des 3.500 employés des tramways de Lyon, toute récente, puis enfin le Bâtiment de Lille et de Lyon, le Textile de Laroque-d'Olmes, les métallurgistes de Château-Regnault; si l'on constate que les centres d'agitation en mai, demeurent dans la région parisienne, le Nord, la vallée de la Meuse, l'Ariège, la région lyonnaise, nous aurons presque jusqu'à fin mai parcouru le chemin des dures batailles du prolétariat contre la bourgeoisie, l'un tendant à imposer de plus en plus sa dictature à l'autre.

« Chaque fois que vous faites un pas en avant — ne serait-ce qu'un zigzag timide » — disait Lénine aux réformistes — nous vous disons : merci ! »

Le prolétariat français, dans ses grèves, ne fait encore que des pas en avant « en zigzag timide ». Il cherche sa voie, mais il tend à aller, de plus en plus poussé par les événements, vers les solutions communistes. Il suit « la route en lacet qui monte », qui monte vers la révolution. Et les grèves sont la première et véritable école du révolutionnaire. C'est à ce titre que les militants communistes doivent apporter leur plus actif, leur plus dévoué concours.

J. RAVEAU.



LA CRISE COOPÉRATIVE



L'aggravation de la crise financière en France, conduit à une grande crise économique.

Il est très urgent d'examiner la répercussion éventuelle de cette crise sur le mouvement coopératif et de rechercher les précautions à prendre dès maintenant pour que notre mouvement coopératif traverse cette crise avec le minimum de dommages pour lui.

Cette étude est d'autant plus nécessaire que notre mouvement coopératif en France est particulièrement vulnérable.

L'on se souvient en effet, que le développement de la coopération de consommation date surtout de la guerre.

Utilisé par les pouvoirs publics qui, par crainte de troubles, s'en sont servi à plusieurs reprises pour limiter les abus de spéculation, il a profité de ces circonstances pour s'implanter dans certaines régions.

Ce développement a coïncidé avec l'effort de concentration, amorcé avant la guerre, de toutes les coopératives d'une région, en une coopérative de fusion.

Cette concentration était devenue indispensable, pour éviter la disparition des petites coopératives qui pouvaient rivaliser avec le petit commerce, mais incapables de résister à la nouvelle concurrence des sociétés à succursales multiples.

Mais cette concentration, cette union de sociétés coopératives créées dans des circonstances diverses, installées avec des moyens toujours insuffisants, dans des endroits souvent mal situés, si elle constituait un avantage commercial incontestable, ne les plaçait cependant pas dans des conditions suffisantes pour rivaliser avec les sociétés capitalistes.

Celles-ci en effet disposent toujours de capitaux importants et se développent en cherchant pour l'installation de leurs succursales, les endroits commerciaux les mieux situés.

En face de ces organisations capitalistes, nos sociétés de fusion ne sont trop souvent que des associations de misères accumulées, manquant de capitaux, de techniciens, dont les boutiques sont mal situées commercialement et d'une liaison difficile et coûteuse entre elles.

Nos sociétés de développement nées de la guerre, souffrent en général un peu moins de ces défauts que nos sociétés de fusion. Mais elles ont dû se développer trop rapidement sans avoir des bases suffisantes, avec des capitaux restreints et aussi sans posséder l'actif fourni aux sociétés de fusion par les anciennes coopératives.

C'est dans ces conditions que la coopération française s'est trouvée en face de la crise financière.

Il n'est pas douteux que, sans l'appui financier apporté par la Banque des coopératives, un grand nombre d'entre elles seraient déjà disparues.

Mais la crise financière s'aggravant, les techniciens du mouvement coopératif français ont dû limiter leur concours financier qui ne leur permettait pas de continuer à s'engager à long terme.

Il faut souligner que les coopérateurs réformistes ont été d'une grande faiblesse technique. Ils se sont toujours arrêtés aux solutions les plus paresseuses. Alors que cette crise financière était prévue depuis longtemps, ils n'ont pas étudié sérieusement les moyens d'augmenter les capitaux des coopératives, soit par une élévation des versements soit par la constitution de fortes réserves.

Mieux, ils ont combattu systématiquement, sans la moindre réflexion, toutes les propositions faites dans ce sens par les coopérateurs révolutionnaires.

Leur effort s'est borné à trouver des capitaux à court terme au moyen de caisse de dépôts et ils ont laissé des coopératives n'ayant pas réalisé des bénéfices, distribuer des ristournes prélevées sur les réserves ou le fonds de roulement, au risque de compromettre l'existence de la société.

Depuis quelque temps la situation s'est aggravée.

Le bilan de la F. N. C. C. en 1925, indique la disparition d'un certain nombre de coopératives. Le chiffre d'affaires n'a pas augmenté, ce qui est anormal par suite de la hausse importante des prix. Et c'est Charles Gide qui a convenu au congrès coopératif qu'il y avait régression.

On pourrait objecter que cette régression du mouvement coopératif, n'est pas le fait des dirigeants des organismes centraux, mais qu'il est surtout dû à l'insuffisance de la gestion des coopératives qui, quoique adhérentes à la F. N. C. C. sont absolument indépendantes dans leur gestion.

Du point de vue strictement formel, c'est exact.

Pratiquement, par les avances faites par la Banque des Coopératives à la plupart des grandes coopératives, celles-ci sont sous la dépendance directe des organismes centraux.

De plus, les administrateurs des plus grandes coopératives sont membres des organismes centraux.

Enfin, l'insuffisance (chacun comprendra que dans la situation actuelle je suis très modéré) des résultats obtenus par le Magasin de gros pendant l'année 1925 sont également très significatifs.

Tout ceci montre qu'ils ne se sont livrés à aucune étude sérieuse de la crise économique.

Le fait le plus grave, c'est qu'ils n'ont pas voulu que le congrès coopératif lui-même examine cette question cependant vitale pour l'avenir du mouvement coopératif.

Ils ont seulement accepté que l'on discute l'augmentation des capitaux coopératifs, ce qui n'est qu'une partie du problème. Toutes les coopératives ayant réussi à conserver une certaine indépendance doivent pousser plus loin cette étude.

La gestion des coopératives ne soulève pas seulement une question financière, elle soulève aussi des questions politiques et économiques. Tous les problèmes économiques ne peuvent se résoudre avec une aide financière.

Une bonne politique menée par une coopérative peut, par la sympathie qu'elle aura gagnée dans la population, la conduire à de bons résultats économiques.

Dans la perspective d'une crise économique il est donc indispensable d'étudier comment on peut :

- 1° Développer le chiffre d'affaires;
- 2° Assurer la fidélité des sociétaires;
- 3° En gagner de nouveaux;
- 4° Augmenter le capital versé et les réserves;
- 5° Réduire les frais généraux;
- 6° Réduire les immobilisations;
- 7° Rechercher les appuis éventuels.

L'étude de ces problèmes ne soulève pas que des questions économiques. Par exemple, pour développer le chiffre d'affaires d'une coopérative dans un centre ouvrier, où l'esprit de classe est développé, ce n'est pas en multipliant les affirmations de neutralité coopérative que l'on peut, je ne dis pas gagner des clients, mais même les conserver. Car, dans leur bon sens, beaucoup de ces ouvriers comprennent bien que quand on fait de la diplomatie pour éviter de se prononcer en faveur de leurs intérêts dans tous les domaines, c'est qu'en réalité on est contre eux.

Et il leur répugne de faire des sacrifices pour une organisation qui se refuse à leur en consentir le cas échéant.

Et pour étudier les autres questions, le même problème se pose également. Or, personne ne conteste que la clientèle de nos coopératives est constituée par 90 p. 100 de travailleurs. Ainsi, la soi-disant neutralité, destinée à n'écarter aucun consommateur, aboutit pratiquement dans l'espoir de gagner 1/10 problématique (intellectuels, fonctionnaires, commerçants etc...) à risquer de mécontenter les 9/10 de la clientèle ouvrière. Voilà le vice fondamental de la politique actuelle des coopérateurs réformistes, celui qui est à l'origine de toutes leurs erreurs.

Exemple : les capitaux sont insuffisants. L'idée ne leur vient pas de s'adresser à l'ensemble des ouvriers coopérateurs et de leur demander d'augmenter leurs versements au moyen de cotisations et d'amener de nouveaux sociétaires. Non, on pense d'abord à donner des avantages à ceux qui, privilégiés, disposent de capitaux disponibles. Cela se comprend. Comment peuvent-ils s'adresser aux travailleurs ? Avec quelle autorité ? Ils déclarent que, pour eux, le principe qui peut permettre le développement de la coopération c'est le respect du ventre. Le ventre du patron qui achète à la coopérative est aussi respectable que le ventre de l'ouvrier.

Et, en cas de conflit entre l'un et l'autre, pour ne perdre aucun client, on est neutre.

Alors, quoi ! Est-ce le patron qui fera un sacrifice pour la coopérative ? Jamais. Mais l'ouvrier, non plus, ne le fera pas pour une organisation dans laquelle il ne se sent pas chez lui.

Mais, le pire, c'est que les techniciens coopérateurs réformistes ne sont pas plus neutres dans la bataille sociale qu'un banquier ou un industriel.

La collaboration avec la bourgeoisie, les a liés à un tel point qu'ils n'ont plus l'indépendance de leurs mouvements.

La participation d'un secrétaire de la F. N. C. C. au Comité volontaire pour le redressement du franc est à ce sujet caractéristique, car il a reconnu que cela ne pouvait donner aucun résultat sérieux, qu'il ne participait pas aux travaux mais qu'il n'a pas pu refuser son concours.

N'ayant plus la liberté d'attitude, ils s'efforcent tout naturellement d'échapper au contrôle de la classe ouvrière et de chercher des appuis dans la bourgeoisie.

C'est ainsi que, non seulement ils recourent à des manœuvres pour échapper au contrôle ouvrier, mais encore ils ferment les succursales dans les centres prolétariens, ainsi que les maisons du Peuple qui en constituaient le principal attrait.

D'autre part, tout leur effort d'enseignement de la coopération se porte sur les classes moyennes et ils y puisent la grande majorité de leurs nouveaux cadres.

Cette politique a naturellement des conséquences économiques.

En fermant les boutiques dans les centres ouvriers, la direction coopérative se prive de son point d'appui essentiel. Elle s'efforce donc de se consolider sur les classes moyennes et c'est pourquoi, en connaissant les préjugés et l'avidité, elle pratique une utilisation de son épargne au moyen de privilèges qui grèvent lourdement l'exploitation commerciale.

Ce changement de clientèle aboutit encore à une autre conséquence. Habitué à collaborer avec les plus importants organismes capitalistes et gouvernementaux, ces techniciens coopérateurs réformistes espéraient qu'en échange des services rendus ils pourraient obtenir des facilités pour les coopératives. Mais bien au contraire, les coopératives n'ont jamais été aussi chargées d'impôts. Et l'on a exigé d'un certain nombre d'entre elles, qu'elles versent des sommes importantes à l'Etat au titre de bénéfices de guerre, alors que celui-ci tolérait le non-paiement d'impôts de la part de grands industriels, ayant amassé des fortunes considérables pour avoir fourni du matériel de guerre.

Etant donnée leur nouvelle politique, ils savent qu'un appel de leur part à la classe ouvrière pour protester contre les nouveaux impôts ne donnerait aucun résultat. Aussi ne tentent-ils aucun effort dans cet ordre d'idée.

Ils sont d'ailleurs encore pleins d'illusions sur les méthodes du capitalisme. Partisans de la stabilisation économique et financière, ils sont convaincus qu'ils doivent donner leur appui total pour permettre au gouvernement de faire payer le maximum d'impôts au consommateur. Cette alliance avec le capital pour pressurer le consommateur n'amènera pas la stabilisation.

L'aggravation d'exploitation qui en résulte pour les travailleurs aboutit à une sous-consommation qui en restreignant leurs achats, diminue le chiffre d'affaires et contribue à l'augmentation des frais généraux de leur coopérative.

Tout ceci indique que, par suite des fautes politiques et techniques commises par les dirigeants actuels de la coopération, les conséquences de la crise économique peuvent être très graves pour le mouvement coopératif.

Devant cette dangereuse éventualité, plus que jamais s'impose à nous la nécessité urgente de rapprocher les ouvriers du mouvement coopératif.

C'est le problème le plus important et le plus immédiat.

Pour l'étudier dans les meilleures conditions et trouver pour chaque coopérative les solutions les plus efficaces, il est indispensable qu'autour de chacune d'elles se constitue sans délai, un cercle de coopérateurs groupant tous ceux qui veulent apporter leur concours pour résoudre les difficultés aggravées par la crise.

Le moment est venu pour tous les coopérateurs, comprenant les fautes

commises par les organes centraux, de faire un effort vigoureux et soutenu pour attirer tous les travailleurs syndiqués dans les coopératives de consommation.

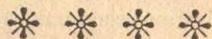
C'est surtout en s'appuyant sur cette partie la plus active du prolétariat, que les coopératives pourront le mieux faire face aux difficultés, résultant de la crise.

De leur côté les organisations syndicales, entraînées inévitablement dans une lutte prolongée pour la défense des intérêts des travailleurs, n'obtiendront d'appui du mouvement coopératif, que dans la mesure où les syndiqués auront exercé leur influence au sein de la coopération.

Il est donc incontestable que la meilleure défense de la coopération au cours de cette crise réside dans la liaison étroite entre le mouvement syndical et le mouvement coopératif.

L'essor extraordinaire de la coopération en U. R. S. S. résulte en grande partie de cette liaison étroite. Aux coopérateurs français de le comprendre.

Georges MARRANE.



DOCTRINE ET HISTOIRE

PRINCIPES DU COMMUNISME

Par Frédéric ENGELS



On sait que le *Manifeste communiste* a été rédigé à la fin de l'année 1847 par Karl Marx et Engels, à la demande du 1^{er} Congrès de la *Ligue des Communistes*, qui se tint à Londres en septembre 1847 et auquel assistèrent Engels, ce dernier en qualité de représentant des communistes parisiens, et Wilhelm Wolff, au nom du groupe communiste de Bruxelles.

Ce qu'on ignore encore généralement, c'est que Marx et Engels qui vécurent séparés au cours des derniers mois de 1847, l'un à Bruxelles, l'autre à Paris, avaient, chacun de leur côté, rédigé des projets de manifeste. Quand les deux amis se retrouvèrent à Londres, en décembre 1847, au II^e Congrès de la *Ligue des Communistes*, puis à Bruxelles, où ils vécurent ensemble jusqu'à la Révolution de 1848, ils mirent de côté les projets qu'ils avaient écrits et rédigèrent en commun le célèbre *Manifeste communiste*, qui parut au mois de février 1848, juste à la veille de la Révolution.

Le projet de Marx fut publié, une dizaine d'années avant la guerre, par Bernstein, dans le *Vrai Jacob*, une feuille social-démocrate allemande. Malgré tous nos efforts, il ne nous a pas encore été possible de nous procurer un exemplaire du numéro où parut ce projet de Marx. Par contre, le projet d'Engels fut publié en brochure à la veille de la guerre, en 1913, aux éditions du *Vorwärts*. Jusqu'aujourd'hui, il n'avait pas encore été traduit en français, et son existence même était ignorée d'un assez grand nombre de marxistes en dehors de l'Allemagne. Nous en donnons ci-dessous la traduction.

On se rendra facilement compte, à sa lecture, de l'intérêt considérable qu'il présente. Intérêt d'ordre historique, tout d'abord, en ce qu'il constitue un document extrêmement précieux pour l'histoire de la formation du marxisme et de l'évolution des idées des deux célèbres fondateurs de la doctrine marxiste. Dans son livre intitulé : *Karl Marx, sa vie, son œuvre*, M. Beer, faisant allusion à ce projet d'Engels, écrit : « On se rend compte, en le comparant avec le *Manifeste communiste*, de la supériorité de Marx sur Engels ». Cette appréciation n'est pas tout à fait juste. Tout d'abord, parce que le *Manifeste communiste* n'est pas l'œuvre du seul Marx, mais de Marx et d'Engels, ce qui apparaît au premier coup d'œil, quand on compare les deux textes, comparaison qui montre d'une façon évidente l'influence d'Engels sur la rédaction du *Manifeste communiste*, ensuite, parce que le projet d'Engels est un projet rédigé à la hâte, ce qui ressort d'ailleurs d'une lettre adressée par Engels à Marx, de Paris,

le 24 novembre 1847, à la veille de se rendre à Londres au II^e Congrès de la *Ligue des Communistes*. Pour pouvoir mesurer d'une façon impartiale la part prise par chacun des deux auteurs dans la rédaction du *Manifeste communiste*, il faudrait comparer avec le *Manifeste*, non seulement le projet d'Engels, mais aussi celui de Marx, ce que nous proposons de faire un jour, quand nous serons en possession de ce projet.

Enfin, la lecture du projet d'Engels présente également un intérêt théorique et pratique considérable, en ce sens qu'elle apporte, sur un grand nombre de points de la doctrine et de l'action communistes, des précisions qui ne sont pas contenues dans le *Manifeste communiste*, et qui sont encore aujourd'hui d'actualité.

Il n'est pas dans notre intention de nous livrer à une étude critique et historique complète de ce texte, qui déborderait évidemment les cadres de cette courte introduction. Contentons-nous d'attirer l'attention des lecteurs des *Cahiers du Bolchévisme*, sur la clarté avec laquelle l'auteur montre les différences existant entre le prolétaire moderne et l'artisan et le serf du moyen âge et l'esclave de l'antiquité, les conditions historiques de la Révolution prolétarienne, et les conséquences que cette Révolution entraînera, tant dans l'ordre économique et politique que dans l'ordre moral.

La deuxième partie de ce projet, où l'auteur traite plus particulièrement de l'action des communistes, contient déjà l'énoncé des grands principes tactiques qui constituent actuellement la base de la tactique de l'Internationale Communiste. Engels y indique déjà la nécessité du front unique des communistes avec les partis socialistes ou démocratiques qui combattent la réaction, dans les pays où domine l'absolutisme, et avec les éléments qui combattent la bourgeoisie et s'appuient sur le prolétariat, même s'ils n'adoptent pas le programme communiste, dans les pays où la bourgeoisie est au pouvoir. L'auteur va même jusqu'à recommander ouvertement aux communistes, dans les pays où la lutte contre la réaction est à l'ordre du jour, de lutter à côté de la bourgeoisie, et même de l'aider à s'emparer du pouvoir « pour la renverser ensuite le plus rapidement possible. Les communistes, écrit-il, doivent soutenir constamment les libéraux bourgeois contre les gouvernements (réactionnaires) tout en se gardant bien de partager les illusions des bourgeois et d'ajouter foi dans leurs promesses séduisantes sur les conséquences heureuses pour le prolétariat de la victoire de la bourgeoisie. Les seuls avantages que la victoire de la bourgeoisie offrira aux communistes consisteront : 1° dans différentes concessions qui faciliteront aux communistes la défense, la discussion et la propagande de leurs idées, et, par là, la constitution du prolétariat en une classe unie, prête à lutter et bien organisée; 2° dans la certitude qu'à partir du jour où les gouvernements absolus seront tombés, la véritable lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat commencera. »

Pour cette lutte contre la bourgeoisie, Engels recommande le front unique avec les partis qui, quoique non communistes, s'appuient sur le prolétariat et la petite bourgeoisie, et sont disposés à soutenir les mesures recommandées par les communistes. C'est en ce sens qu'il recommande l'action commune avec les socialistes « démocrates » : « Les communistes s'entendront avec eux au moment de l'action et s'efforceront de mener avec eux une politique commune, dans la mesure où ces socialistes ne se mettront pas au service de la bourgeoisie au pouvoir et n'attaqueront pas les communistes. Il est clair que cette action commune n'exclue pas la discussion des divergences qui nous séparent d'eux. »

Peut-on exprimer plus clairement et d'une façon aussi brève, à la fois la nécessité du front unique, ses limites et ses conditions ? Et ne croirait-on pas lire un texte de l'Internationale Communiste, rédigé en 1926 ?

Enfin, au sujet des conditions historiques nécessaires de la Révolution prolétarienne, du cours qu'elle prendra, des mesures qu'elle adoptera pour réaliser son programme, le projet d'Engels contient une foule d'indications extrêmement claires et précieuses. Engels nous avertit que la Révolution n'est pas une notion métaphysique, absolue, mais une phase nécessaire du développement historique, soumise à certaines conditions objectives, qui lui imprimeront leur caractère et influenceront sur son cours. Il indique un certain nombre de mesures que devra prendre la Révolution pour réaliser son programme de transformation sociale. Ces mesures n'ont pas un caractère absolu. Il dit lui-même « qu'elles sont dès maintenant indiquées comme étant les conséquences nécessaires de la situation présente », c'est-à-dire de la situation en 1847. Leur caractère général est de n'être pas la réalisation du programme communiste, mais seulement la préparation à la réalisation de ce programme. C'est, en d'autres termes, la déclaration de la nécessité, au lendemain de la Révolution, de mesures laissant subsister, temporairement, une partie de l'ancienne organisation économique, en vue de préparer progressivement le passage à une organisation économique nouvelle. C'est, en un mot, tout le problème de la Nep.

L'auteur indique également que toutes ces mesures ont moins d'importance, considérée chacune en elle-même, que dans leur ensemble et dans le but auquel elles tendent, et qui seul importe : « Toutes ces mesures ne pourront naturellement pas être appliquées d'un seul coup. Mais l'une entraîne nécessairement la suivante après elle. Une fois accomplie la première atteinte radicale à la propriété privée, le prolétariat se verra obligé d'aller plus avant et de concentrer de plus en plus tout le capital, l'agriculture et l'industrie, les transports et les échanges, dans les mains de l'Etat. C'est le but que poursuivent toutes ces mesures, et elles seront applicables et devront réaliser leurs conséquences centralisatrices exactement dans les mêmes proportions où les forces productives du pays seront augmentées par le travail du prolétariat. Enfin, quand tout le capital, toute la production et tous les échanges seront concentrés dans les mains de l'Etat, la propriété privée tombera d'elle-même, l'argent deviendra superflu, et la production sera augmentée et les hommes transformés à tel point qu'on pourra également supprimer les derniers rapports de l'ancienne société ».

On ne nous taxera pas d'exagération si nous disons que ces lignes éclairent singulièrement les problèmes actuels de la Révolution russe, et qu'elles les contiennent tous en un raccourci saisissant. Elles montrent, par conséquent, à quel point nous avons raison de dire que le texte que nous publions ci-dessous présente un intérêt extraordinaire, tant au point de vue de nos conceptions théoriques que de notre action pratique.

En terminant, nous devons quelques précisions à nos lecteurs. Le texte ci-dessous, tel qu'il a été retrouvé par Bernstein dans les papiers d'Engels, contenait trois lacunes. Au-dessous de la 9^e, de la 22^e et de la 23^e questions, Engels avait simplement écrit le mot « Reste ». Dans la préface de l'édition qu'il en fit en 1913, Bernstein croit pouvoir en donner l'explication suivante : le texte ci-dessous n'est que la copie d'un texte primitif, rédigé par Engels pour le groupe de Paris de la *Ligue des*

Communistes, et adopté par ce dernier, ainsi qu'en fait foi la correspondance d'Engels. Ce texte primitif, ainsi qu'il ressort de la lettre d'Engels à Marx, du 24 novembre 1847, à laquelle nous avons fait allusion plus haut, avait été rédigé à la hâte. Il est probable qu'à la demande du groupe de Paris, Engels le modifia, ce qui nécessita une seconde rédaction. Les réponses aux questions 9, 22 et 23 n'ayant pas été modifiées, Engels se contenta d'écrire le mot « Reste ». Ce qui corrobore cette hypothèse, c'est que l'écriture du texte retrouvé par Bernstein et publié par lui n'indique en rien une rédaction faite à la hâte. Il semble donc qu'il y eut un premier texte, qui a été malheureusement perdu.

Les réponses aux questions 9, 22 et 23 ne sont donc pas, dans le texte que nous publions ci-dessous, de la plume d'Engels. La première a été rédigée par Bernstein lui-même, en se rapportant aux idées exprimées sur le sujet en question par Engels et Marx dans leurs différents écrits. Quant aux réponses aux questions 22 et 23, elles ont été tirées par Bernstein du *Manifeste communiste*. Nous n'avons pas cru devoir les modifier. Par contre, nous avons supprimé toutes les notes de Bernstein, qui constituent un commentaire platement réformiste de la pensée, pourtant si claire et si nettement révolutionnaire, de Frédéric Engels.

Marcel OLLIVIER.

1^{re} question. — QU'EST-CE QUE LE COMMUNISME ?

Réponse. — Le communisme est l'enseignement des conditions de la libération du prolétariat.

2^e question. — QU'EST-CE QUE LE PROLÉTARIAT ?

Réponse. — Le prolétariat est la classe de la société qui tire sa subsistance exclusivement de la vente de son travail, et non de l'intérêt d'un capital quelconque, dont le bien et le mal, la vie et la mort, dont toute l'existence dépend de la demande de travail, par conséquent de la succession des bonnes et des mauvaises périodes d'affaires, des oscillations d'une concurrence sans frein. Le prolétariat, ou la classe des ouvriers, est, en un mot, la classe travailleuse du XIX^e siècle.

3^e question. — N'Y A-T-IL DONC PAS EU DE TOUT TEMPS DES PROLÉTAIRES ?

Réponse. — Non, il y a toujours eu des classes pauvres et laborieuses, et les classes laborieuses étaient la plupart du temps pauvres. Mais des pauvres, des ouvriers vivant dans les conditions que nous venons d'indiquer, donc des prolétaires, il n'y en a pas toujours eu, pas plus que la concurrence a toujours été libre et sans frein.

4^e question. — COMMENT EST APPARU LE PROLÉTARIAT ?

Réponse. — Le problème est apparu à la suite de la Révolution industrielle, qui s'est produite en Angleterre au cours de la seconde moitié du siècle précédent (XVIII^e siècle), et qui s'est répétée depuis dans tous les pays civilisés du monde. La Révolution industrielle a été provoquée par l'invention de la machine à vapeur, des différentes machines à filer, du métier à tisser mécanique et de toute une série d'autres appareils mécaniques. Ces machines, qui étaient chères, et que seuls, par conséquent, les gros capitalistes pouvaient se procurer, transformèrent tout l'ancien mode de production, et chassèrent les anciens artisans, du

fait qu'elles fabriquaient les marchandises mieux et à meilleur marché que les artisans ne pouvaient le faire avec leurs rouets et leurs métiers imparfaits. C'est ce qui fit que les machines mirent complètement l'industrie aux mains des gros capitalistes et ôtèrent toute valeur à la petite propriété des travailleurs (instruments, métiers, etc.), de sorte que les capitalistes eurent bientôt tout entre leurs mains et que les ouvriers n'eurent plus rien. C'est ainsi que le système de la fabrique fut d'abord introduit dans l'industrie de l'habillement. La première impulsion une fois donnée à l'introduction du machinisme et du système de la fabrique, ce système s'étendit très rapidement à toutes les autres branches d'industrie, notamment à l'imprimerie, à la poterie, à la métallurgie. Le travail fut de plus en plus réparti entre les différents ouvriers, de telle sorte que l'ouvrier qui faisait jusqu'alors tout un travail entier, ne fit plus désormais qu'une partie de ce travail. C'est grâce à cette division du travail que les produits purent être fabriqués plus rapidement et, par conséquent, à meilleur marché. Elle réduisit l'activité de chaque ouvrier à un geste mécanique très simple, continuellement répété, qui pouvait être fait non seulement aussi bien, mais même mieux par une machine. C'est ainsi que toutes les branches de l'industrie tombèrent l'une après l'autre sous la domination de la force de la vapeur, du machinisme et du système de la fabrique, tout comme le tissage et le filage. Le résultat fut qu'elles tombèrent complètement entre les mains des gros capitalistes, et les ouvriers y perdirent ce qui leur restait encore d'indépendance. Peu à peu, outre la manufacture proprement dite, l'industrie artisanale tomba de plus en plus sous la domination du système de la fabrique, en ce sens qu'ici de gros capitalistes, en installant de grands ateliers, où les frais généraux étaient moindres et où le travail pouvait être également divisé, éliminèrent peu à peu les petits producteurs indépendants. C'est ce qui explique pourquoi, dans les pays civilisés, presque toutes les branches d'industrie ont été incorporées dans le système général de la fabrique, et, pourquoi, dans toutes les branches d'industrie, la production artisanale et la production manufacturière sont éliminées par la grande industrie. C'est ce qui explique également la ruine, de jour en jour plus prononcée, de l'ancienne classe moyenne, artisanale, la transformation complète de la situation des ouvriers, et la constitution de deux nouvelles classes, qui englobent peu à peu toutes les autres, à savoir :

1^o La classe des gros capitalistes qui sont déjà, dans tous les pays civilisés, en possession exclusive de tous les moyens d'existence et des matières premières et instruments (machines, fabriques) nécessaires à la production des moyens d'existence : c'est la classe des bourgeois, ou la bourgeoisie;

2^o La classe de ceux qui ne possèdent rien, et qui sont obligés de vendre leur travail aux bourgeois pour recevoir d'eux les moyens d'existence nécessaires à leur entretien : c'est la classe des prolétaires, ou le prolétariat.

5^e question. — DANS QUELLES CONDITIONS SE PRODUIT CETTE VENTE DU TRAVAIL DES PROLÉTAIRES A LA BOURGEOISIE ?

Réponse. — Le travail est une marchandise comme une autre, et son prix est, par conséquent, fixé exactement d'après les mêmes lois que celui de toute autre marchandise. Le prix d'une marchandise, sous la concurrence de la grande industrie, ou de la libre concurrence, ce qui revient au même, comme nous aurons l'occasion de le voir, est en moyenne toujours égale au coût de production de cette marchandise.

Le prix du travail est, par conséquent, lui aussi, égal au coût de production du travail. Mais le coût de production du travail consiste précisément en autant de moyens d'existence nécessaires pour mettre l'ouvrier en état de continuer à travailler et ne pas laisser mourir la classe ouvrière. L'ouvrier ne recevra donc, pour son travail, que ce qui lui est nécessaire dans ce but. Le prix du travail, ou le salaire, sera donc le minimum nécessaire à l'entretien de la vie. Mais, étant donné que les affaires sont tantôt bonnes, tantôt mauvaises, il recevra tantôt plus, tantôt moins, tout comme le fabricant recevra tantôt plus, tantôt moins pour ses marchandises. Mais, de même que le fabricant, dans la moyenne des bonnes et des mauvaises affaires, ne reçoit de ses marchandises ni plus ni moins que son coût de production, de même l'ouvrier ne recevra, en moyenne, ni plus ni moins que ce minimum. Mais cette loi économique du salaire est appliquée d'autant plus sévèrement que la grande industrie s'empare de toutes les branches d'activité économique.

6^e question. — QUELLES CLASSES LABORIEUSES Y AVAIT-IL AVANT LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE ?

Réponse. — Les classes laborieuses ont, d'après les différentes phases de développement de la société, vécu dans des conditions différentes et occupé des positions différentes vis-à-vis des classes possédantes et dominantes. Dans l'antiquité, les travailleurs étaient les esclaves des possédants, comme ils le sont encore dans un grand nombre de pays arriérés et même dans la partie sud des Etats-Unis d'Amérique (1). Au moyen âge, ils étaient les serfs de l'aristocratie foncière, comme ils le sont encore en Hongrie, en Pologne et en Russie. Au moyen âge et jusqu'à la Révolution industrielle, il y avait, en outre, dans les villes, des compagnons, qui travaillaient au service d'artisans petits-bourgeois et, peu à peu, avec le développement de la manufacture, apparurent des ouvriers de manufacture qui étaient déjà occupés par de grands capitalistes.

7^e question. — PAR QUOI L'OUVRIER SE DISTINGUE-T-IL DE L'ESCLAVE ?

Réponse. — L'esclave est vendu une fois pour toutes. L'ouvrier doit se vendre chaque jour et même chaque heure. L'esclave isolé, propriété de son maître, a déjà, du fait de l'intérêt de son maître, une existence assurée, si misérable qu'elle puisse être. Le prolétaire isolé, propriété, pour ainsi dire, de toute la classe bourgeoise, à qui on n'achète son travail que quand on en a besoin, n'a pas d'existence assurée. Cette existence n'est assurée qu'à la classe ouvrière tout entière, en tant que classe. L'esclave est en dehors de la concurrence. Le prolétaire est en plein dans la concurrence et en ressent toutes les oscillations. L'esclave est considéré comme une chose, non pas comme un membre de la société civile. Le prolétaire est reconnu en tant que personne, en tant que membre de la société civile. L'esclave peut donc avoir une existence meilleure que le prolétaire, mais ce dernier appartient à une étape supérieure du développement de la société, et se trouve lui-même à un niveau plus élevé que l'esclave. Ce dernier se libère en supprimant seulement, de tous les rapports de propriété privée, le rapport de l'esclavage, et devient ainsi lui-même un prolétaire. Le prolétaire ne peut se libérer qu'en supprimant la propriété elle-même.

(1) Ceci a été écrit en 1847, c'est-à-dire vingt-six ans avant la guerre de Sécession, qui supprima l'esclavage aux Etats-Unis. D'ailleurs, à l'époque où Engels écrivait cela, l'esclavage subsistait encore dans certaines colonies françaises, et au Brésil, où il ne fut supprimé qu'en 1887 (Note du traducteur).

8^e question. — PAR QUOI LE PROLÉTAIRE SE DISTINGUE-T-IL DU SERF ?

Réponse. — Le serf a la propriété et l'usufruit d'un instrument de production, ou d'une pièce de terre, contre la remise d'une partie du produit ou contre une certaine prestation de travail. Le prolétaire travaille avec les instruments de production d'un autre, au compte de cet autre, contre la réception d'une partie du produit. Le serf donne, le prolétaire reçoit. Le serf a une existence assurée, le prolétaire n'en a pas. Le serf est placé en dehors de la concurrence, le prolétaire est placé au milieu d'elle. Le serf se libère, soit en se réfugiant dans les villes et en y devenant artisan, soit en donnant à son maître de l'argent au lieu de travail et de produits, et en devenant un fermier libre, soit en chassant son seigneur féodal et en devenant lui-même propriétaire, bref en entrant d'une façon ou de l'autre dans la classe possédante et dans la concurrence. Le prolétaire se libère en supprimant la concurrence elle-même, la propriété privée et toutes les différences de classe.

9^e question. — PAR QUOI LE PROLÉTAIRE SE DISTINGUE-T-IL DE L'ARTISAN ?

Réponse. — Dans les anciens métiers, le jeune artisan n'était généralement, après avoir terminé son temps d'apprentissage, qu'un salarié, pour devenir maître à son tour après un certain nombre d'années, tandis que le prolétaire est presque toujours un salarié pour toute sa vie. L'artisan qui n'était pas encore maître était le compagnon de son maître, il vivait dans sa maison et mangeait à sa table, tandis que le prolétaire n'a avec son employeur qu'un simple rapport d'argent. Le compagnon, dans le métier, appartenait à la même catégorie sociale que son maître et partageait ses habitudes, tandis que le prolétaire est séparé socialement de son employeur, l'entrepreneur capitaliste, par tout un monde de différences de classes. Il vit dans un autre milieu, d'une façon complètement différente de lui. Ses conceptions sont absolument différentes des siennes. Dans son travail, l'artisan se servait d'un instrument qui était en général sa propriété et pouvait, en tout cas, le devenir facilement, tandis que le prolétaire se sert d'une machine ou d'une partie de toute une machinerie qui n'est pas sa propriété et ne peut pas le devenir. L'artisan fabriquait presque toujours un objet entier, et toujours l'adresse avec laquelle il se servait de son instrument avait une importance décisive pour la constitution du produit, tandis que le prolétaire ne fabrique qu'une partie d'un article, ou ne fait que participer à l'exécution d'un processus partiel de travail pour la fabrication de cette partie, et son adresse personnelle passe au second plan, derrière le travail de la machine. Elle est souvent plus importante pour la quantité que pour la composition des morceaux d'objets fabriqués par lui. L'artisan était comme son maître, protégé pendant des générations entières contre la concurrence par les prescriptions corporatives ou par la coutume, tandis que le prolétaire doit s'unir à ses camarades ou faire appel à la loi pour ne pas être écrasé par la concurrence. L'excédent de l'offre de forces de travail l'écrase, lui, et non pas son employeur. L'artisan était comme son maître, borné, étroit, soumis à l'esprit de caste, adversaire de toute nouveauté, tandis que le prolétaire se voit rappeler à chaque instant que les intérêts de sa classe sont profondément différents de ceux de la classe capitaliste. La conscience de classe se substitue chez lui à l'esprit de caste et il comprend que l'amélioration de la situation de sa classe ne peut être cherchée que dans le progrès de la société.

L'artisan était, en fin de compte, réactionnaire, même quand il se rebellait, et la plupart du temps même, précisément à cause de cela, tandis que le prolétaire est de plus en plus contraint d'être révolutionnaire. Le premier progrès social contre lequel se souleva l'artisanat réactionnaire fut la manufacture, c'est-à-dire la subordination du métier — maître comme compagnon — au capital mercantile qui se scinda par la suite en capital commercial et en capital industriel.

10^e question. — PAR QUOI LE PROLÉTAIRE SE DISTINGUE-T-IL DE L'OUVRIER DE MANUFACTURE ?

Réponse. — L'ouvrier de manufacture du xvi^e au xviii^e siècle avait encore presque partout en sa possession un instrument de travail, son métier à tisser, son rouet pour sa famille, un petit champ qu'il cultivait pendant ses heures de loisir. Le prolétaire n'a rien de tout cela. L'ouvrier de manufacture vit presque toujours à la campagne et dans des rapports plus ou moins patriarcaux avec son propriétaire ou son employeur. Le prolétaire vit dans les grandes villes et n'a avec son employeur qu'un simple rapport d'argent. L'ouvrier de manufacture est arraché par la grande industrie à ses rapports patriarcaux, perd la propriété qui lui restait encore, et devient de ce fait lui-même un prolétaire.

11^e question. — QUELLES FURENT LES CONSÉQUENCES DIRECTES DE LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE ET DE LA DIVISION DE LA SOCIÉTÉ EN BOURGEOIS ET EN PROLÉTAIRES ?

Réponse. — Premièrement, le vieux système de la manufacture ou de l'industrie reposant sur le travail manuel fut complètement détruit, par suite de la diminution des prix des produits industriels réalisée dans tous les pays à la suite de l'introduction du machinisme. Tous les pays semi-barbares, qui étaient restés jusque-là plus ou moins en dehors du développement historique et dont l'industrie avait reposé jusque-là sur la manufacture, furent violemment arrachés à leur isolement. Ils achetèrent les marchandises à meilleur marché des Anglais et laissèrent mourir de faim leurs propres ouvriers de manufacture. C'est ainsi que des pays qui n'avaient fait aucun progrès depuis des siècles, tels que l'Inde, furent complètement révolutionnés, et la Chine elle-même va maintenant au devant d'une révolution. Une nouvelle machine inventée aujourd'hui en Angleterre peut condamner à la famine, en l'espace de quelques années, des millions d'ouvriers chinois. C'est de cette manière que la grande industrie a relié les uns aux autres tous les peuples de la terre, transformé tous les marchés locaux en un vaste marché mondial, introduit partout le progrès et la civilisation, et fait en sorte que tout ce qui se passe dans les pays civilisés doit nécessairement réagir sur tous les autres pays, de sorte que si, maintenant, les ouvriers se libèrent en Angleterre ou en France, cela doit entraîner comme conséquence des Révolutions dans tous les autres pays, qui devront, tôt ou tard, libérer également les ouvriers de ces pays.

Deuxièmement, elle a, partout où la grande industrie s'est substituée à la manufacture, développé au plus haut point la bourgeoisie, ses richesses et sa puissance, et fait d'elle la première classe de la société. La conséquence en a été que partout où cela s'est produit, la bourgeoisie s'est emparée du pouvoir politique, a rejeté les classes jusque-là dominantes : l'aristocratie et le patriciat, ainsi que la monarchie absolue, représentant l'une et l'autre. La bourgeoisie anéantit la puissance de l'aris-

tocratie, de la noblesse, en supprimant les majorats, ou l'inaliénabilité de la propriété foncière, ainsi que tous les privilèges féodaux. Elle détruisit la puissance du patriciat, en supprimant toutes les corporations et tous les privilèges corporatifs. Elle leur substitua la libre concurrence, c'est-à-dire un état de la société où chacun a le droit d'exercer la branche d'industrie qui lui plaît et où rien ne peut l'arrêter dans cette activité que l'absence du capital nécessaire. L'introduction de la libre concurrence est, par conséquent, la proclamation publique que, désormais, les membres de la société ne sont inégaux que dans la mesure où leurs capitaux sont inégaux, et que le capital est la puissance décisive, et qu'ainsi les capitalistes, les bourgeois, sont devenus la première classe de la société. Mais la libre concurrence est nécessaire au début de la grande industrie, parce qu'elle est le seul état de la société permettant à la grande industrie de triompher. Après avoir ainsi anéanti la puissance sociale de la noblesse et du patriciat, la bourgeoisie anéantit également leur puissance politique. Dès qu'elle est devenue la première classe de la société, elle se proclame également la première classe au point de vue politique. Elle y parvient au moyen de l'introduction du système représentatif, qui repose sur l'égalité bourgeoise devant la loi et la reconnaissance légale de la libre concurrence, et fut introduit dans les pays d'Europe sous la forme de la monarchie constitutionnelle. Dans ces monarchies constitutionnelles, n'ont le droit de vote que ceux qui possèdent un certain capital, par conséquent seulement les bourgeois. Les électeurs bourgeois élisent les députés, et les députés bourgeois élisent, au moyen du droit de refus des crédits, un gouvernement bourgeois.

Troisièmement, le prolétariat se développa partout dans la même mesure où la bourgeoisie elle-même se développait. Au fur et à mesure que les bourgeois s'enrichissaient, le nombre des prolétaires augmentait, car étant donné que les prolétaires ne peuvent être occupés que par le capital, et que le capital ne peut se multiplier qu'en occupant des ouvriers, il en résulte que l'augmentation du prolétariat va exactement de pair avec l'augmentation du capital. En même temps, elle rassemble les bourgeois comme les prolétaires dans de grandes villes, où l'industrie est exercée avec le plus d'avantages et donne au prolétariat, par cette concentration des grandes masses sur un espace restreint, la conscience de sa force. En outre, plus elle se développe, plus on invente de nouvelles machines qui éliminent le travail à la main, plus la grande industrie a tendance, comme nous l'avons déjà dit, à abaisser le salaire à son minimum, et rend ainsi la situation du prolétariat de plus en plus insupportable. C'est ainsi qu'elle prépare, grâce au mécontentement et au développement de la puissance du prolétariat, une Révolution sociale prolétarienne.

(La fin au prochain numéro.)



VIE DU PARTI

Une expérience de Front unique



A maintes reprises, le rayon de Fontainebleau avait fait des propositions de Front unique à la section socialiste. Nos premières tentatives échouèrent les unes après les autres. Le rayon commença à prouver aux socialistes qu'il était une force sur laquelle il fallait compter, puis, par un travail constant et sérieux à la base, nos camarades entreprirent d'influencer les militants socialistes. Tout fut mis en œuvre pour arriver à ce but, la politique du Parti socialiste fut combattue par la tendance socialiste de gauche, tandis qu'à l'extérieur les critiques communistes continuèrent. Les événements nous servirent d'ailleurs efficacement. C'est ainsi qu'à l'occasion de la tentative des fascistes de constituer à Fontainebleau un faisceau, l'attitude énergique des militants communistes prouva aux socialistes que seul notre Parti était capable de lutter contre les bandes des Valois, Millerand, Castelnau, Taittinger et Cie.

Pour montrer exactement l'évolution rapide de la section socialiste de Fontainebleau, nous donnons les lettres échangées à l'occasion des deux dernières tentatives de notre rayon. On remarquera la différence de ton dans les réponses socialistes. Il faut encore remarquer qu'entre les deux dernières propositions, un événement important, la manifestation de Front unique de Melun contre Millerand, influa beaucoup sur les dernières décisions des socialistes bellifontains.

Première proposition de front unique

Décembre 1925.

Camarade secrétaire de la Section Socialiste S. F. I. O. de Fontainebleau-Avon.

Au moment où la situation financière de la France devient de plus en plus catastrophique;

Au moment où de nouveaux impôts vont une fois de plus écraser la classe ouvrière;

Au moment où, malgré les promesses de Locarno, deux guerres sont en cours pour les plus grands profits des grandes banques et des capitalistes;

Au moment où, profitant du désordre économique et politique, la réaction relève la tête et cherche à imposer le fascisme, c'est-à-dire la dictature de l'argent;

Le rayon communiste de Fontainebleau pense que l'union des forcés

ouvrières est possible et nécessaire pour lutter efficacement contre cet ordre de choses.

C'est pourquoi nous vous proposons de réaliser le front unique pour lutter : contre les impôts nouveaux, contre l'inflation, contre les guerres du Maroc et de Syrie, contre le fascisme, pour l'augmentation des salaires, pour toutes les revendications ouvrières.

Nous espérons que notre proposition de front unique sera favorablement accueillie par votre section et que des délégués de votre organisation pourront se rencontrer avec des délégués de notre rayon pour s'entendre sur l'action et même pour faire aboutir nos revendications.

Avec l'espoir d'une favorable réponse, recevez, camarade, etc...

Le secrétaire de rayon, CHAUMERON.

Réponse à la première proposition de front unique

Décembre 1926.

Le secrétaire de la section socialiste de Fontainebleau-Avon, au secrétaire du rayon communiste de Fontainebleau.

Au nom de la section socialiste de Fontainebleau-Avon, je porte à votre connaissance la décision de notre C. N. extraordinaire d'août 1925.

« Le Congrès confirme la résolution de la C. A. P. mettant à exécution la résolution du congrès de Lille en ce qui concerne l'adhésion des membres du Parti à des formations d'action politique en dehors de lui, quelles qu'elles soient.

« En conséquence, il rappelle qu'il est inadmissible que les membres du Parti prêtent leur concours à des organisations comme le comité actuel d'action prolétarienne, puisque les directives sur les sujets divers, proposés à l'activité de ses membres, rentrent dans l'action définie par le Parti socialiste. »

Salutations socialistes,

JURQUET.

Deuxième proposition de front unique

Avon, le 4 mai 1926.

Le secrétaire du rayon de Fontainebleau, au secrétaire de la section socialiste (S. F. I. O.) de Fontainebleau-Avon.

Camarade secrétaire,

Les organisations fascistes de Fontainebleau multiplient leurs réunions de propagande, et leurs provocations à la classe ouvrière, sentant celle-ci divisée.

Seul, le front unique de tous les travailleurs, sera capable de répondre efficacement à ces ennemis du prolétariat.

Les camarades de Melun l'ont déjà compris et ont réalisé le front unique pour manifester contre la venue de Millerand à Melun. Nous espérons que les camarades de Fontainebleau le comprendront à leur tour.

Déjà à une réunion du fascisme (hôtel de Moret), socialistes et communistes intervinrent ensemble, et, réalisant une sorte de front unique, mirent en mauvaise posture les orateurs fascistes.

Le 25 avril, au meeting du Comité d'action, communistes et socialistes, au bureau comme dans la salle, applaudirent les mêmes exposés, les mêmes orateurs et votèrent à l'unanimité le même ordre du jour élaboré en commun par des socialistes et des communistes, réalisant ainsi le front unique contre la guerre au Maroc et contre le fascisme.

D'autre part, d'après des conversations que nous avons eues avec des socialistes, nous nous sommes rendu compte que ces camarades n'étaient pas opposés à l'entente avec les communistes sur certains mots d'ordre qui nous sont communs, tels que la lutte contre le fascisme et la guerre du Maroc.

Devant ces faits, et en plein accord avec les organisations du rayon, nous revenons à nouveau vous proposer de nous rencontrer avec des délégués de votre organisation dans le but de constituer un comité d'action contre le fascisme et la guerre du Maroc.

Avec l'espoir que notre proposition sera favorablement accueillie par votre organisation,

Recevez, camarade secrétaire, mes salutations communistes.

Le secrétaire de rayon,
CHAUMERON.

P.-S. — En cas d'acceptation de votre part, nous vous laissons l'initiative de fixer la date et le lieu de l'entrevue.

Réponse du secrétaire de la section socialiste à la deuxième proposition de front unique

Fontainebleau, 7 mai 1926.

Le secrétaire de la section socialiste S. F. I. O. de Fontainebleau-
Avon, au secrétaire du rayon communiste de Fontainebleau.

Camarade,

Je n'ai pas pu répondre plus tôt à votre lettre du 4 courant, car je devais convoquer la section pour discuter des mesures à prendre à la suite de vos propositions. Hier soir, en réunion plénière, il a été décidé ce qui suit :

Devant le danger fasciste et la continuation de la guerre du Maroc, nous devons faire abstraction des divergences de doctrine et essayer de nous rapprocher. L'accord entre nous ne pourra se faire que sur les deux points particuliers : Action contre la guerre du Maroc, lutte contre le fascisme.

La section a désigné trois délégués : les camarades Chevalier Max, Vaillant et Lhéritaut, plus le secrétaire. Vous voudrez bien désigner dans votre organisation également trois délégués et votre secrétaire.

L'entrevue devra avoir lieu au plus tôt.

Nous pensons qu'il serait urgent de sceller un accord sur les deux points ci-dessus mentionnés.

En outre, nous devons envisager une entente — si elle est possible — avec d'autres organisations de gauche : Ligue des Droits de l'homme, C. G. T., C. G. T. U., et même — c'est l'avis de la majorité de notre section — avec le parti radical.

Nos délégués sont dûment mandatés par la section.

Nous souhaitons que l'accord se réalise. Il est nécessaire ici plus qu'ailleurs.

Recevez, cher camarade, mes salutations socialistes.

Le secrétaire, JURQUET.

A la suite de cette réponse, les délégués des Partis communiste et socialiste se réunirent, et après une discussion intéressante, se déclarèrent d'accord pour former le front unique sur les points suivants :

CONTRE le paiement des impôts Péret,

le paiement des dettes de guerre interalliées,

POUR la défense du droit syndical,

l'augmentation des salaires et l'application de l'échelle mobile,

POUR la paix immédiate en Syrie par l'évacuation,

la révision des conditions de paix aux Riffains permettant de conclure une paix immédiate,

la libération de tous les emprisonnés, victimes de la lutte contre la guerre,

POUR le licenciement des ligues fascistes,

la formation du Front unique antifasciste.

En outre, après l'intervention d'un camarade communiste, les délégués reconnurent la nécessité de constituer une milice prolétarienne pour la défense du prolétariat contre les violences du fascisme.

Les démarches seront faites auprès des différents syndicats pour l'élargissement du Comité d'entente et un programme d'action fut élaboré. Une campagne intense, par meetings, tracts, affiches, sera menée dans tout l'arrondissement de Fontainebleau.

Le secrétaire du rayon de Fontainebleau,
Maurice CHAUMERON.



Comment fonctionnent les sous-rayons du 1^{er} rayon (Saint-Denis et 1^{er} arrondissement)



Leur rôle : a) dans les usines, b) sur la base locale

Ces derniers temps, nous avons reçu au centre du rayon, des motions interrogatives émanant des cellules, des lettres de camarades demandant des précisions sur les sous-rayons; un sous-rayon a déjà répondu d'une façon affirmative sur le rôle que cet organisme doit jouer dans le Parti institué sur ses nouvelles bases. Pour l'ensemble du Parti, utilisons la tribune de discussion, de façon à faire bénéficier nos camarades de nos expériences lorsqu'ils auront à créer ou à modifier ce rouage si utile, tant dans l'usine que dans la localité.

Certes, des cellules ont le droit de nous demander des précisions sur les attributions du sous-rayon, mais cela ne signifie pas qu'il est inutile de créer encore un rouage supplémentaire à notre Parti, qui leur semble déjà bien embrouillé, ni qu'il faut envisager une simplification par la destruction des petites cellules, et la création d'immenses cellules d'entreprises, ayant comme base les quelques dizaines de grosses usines de notre région parisienne. Pour certains, cela ne les satisfait pas d'avoir seulement à parler à la veille du congrès devant sept ou huit camarades. Pour qu'ils soient à leur aise, un auditoire de plusieurs centaines de camarades leur est nécessaire.

Pour d'autres camarades, leur rôle d'exécution? Voilà ce qu'ils pensent du sous-rayon. Nous ne partageons pas les craintes qui les animent, lorsqu'ils nous disent que notre Parti est encore trop faible pour laisser vivre sur la base locale, un organisme ayant des droits politiques. Tout cela dépend à qui on donne la responsabilité. Aux membres des cellules? ou aux camarades habitant l'arrondissement ou la localité? Si ce sont les membres des cellules qui ont la responsabilité des différentes sous-commissions, nous n'avons pas à craindre le retour à la section locale. D'ailleurs, penser à retirer à un rouage du Parti son rôle politique, alors qu'il a des initiatives à suggérer, c'est être contre tout centralisme démocratique dans notre Parti. Prétendre imposer l'exécution de décisions dans les cellules, dans les fractions des différentes sous-commissions locales, sans qu'il soit possible d'en discuter la manière la plus profitable, c'est aller vers le but contraire à celui que nous recherchons : l'initiative à la base.

Aucun rôle politique? Alors que l'on réunira les camarades des cellules, que l'on examinera les travaux d'organisation, syndicaux, tant dans les usines que dans le C. R. I. Et puis, à ce compte-là, le rayon, la région, seraient aussi des organismes d'exécution. Nous disons de suite que nous sommes pour que le sous-rayon ait un rôle politique, d'ailleurs sous le contrôle et en liaison avec le comité de rayon.

Dans les usines

Ce que nous pouvons regretter avant d'apporter notre point de vue c'est que peu d'explications aient été données aux camarades lorsqu'il s'est agi de créer les sous-rayons. Encore aujourd'hui douze lignes seulement y sont consacrées dans le numéro 48 des *Cahiers du Bolchévisme* et nous y lisons : « En principe, il n'est pas constitué de sous-rayon dans la localité où siège le comité de rayon ». Nous pensons que plus tard, lorsque le tracé des rayons aura été étudié beaucoup plus techniquement, il sera possible d'appliquer cette formule; mais actuellement, parler ainsi c'est inciter à ne rien faire ceux qui n'osent pas prendre une responsabilité. Pour nous, dans tous les arrondissements, dans toutes les localités, selon la délimitation administrative, tout de suite il est nécessaire de créer un sous-rayon.

C'est notre sous-rayon qui cherchera comment faire pénétrer le Parti à l'intérieur des usines, il visitera les cellules, les aidera dans le travail qu'elles auront à accomplir. Un exemple : dans une usine, il existe une cellule, il y a des journaux à distribuer ou à vendre, il y a des tracts à diffuser, les membres de cette cellule ne peuvent le faire à cause de la répression, le sous-rayon prend des dispositions et fait faire ces distributions par une autre cellule, le travail est plus contrôlable. Avec les

cellules, il organise les réunions devant l'usine, dans les salles, répartit les adhérents.

Le comité de sous-rayon sera l'intermédiaire entre le comité de rayon et la base; une fois par mois les membres des cellules devront être réunis, de préférence à la sortie des usines (à partir de 18 heures jusqu'à 19 h. 30), on exposera un ou deux sujets touchant l'action immédiate des membres du Parti (1). Très souvent il sera nécessaire d'élargir le comité de sous-rayon aux secrétaires de cellules, ceux-ci recevront des instructions concernant les diverses tâches à accomplir, puis viendront dire quelles difficultés ils ont rencontrées, c'est le moyen le plus pratique pour permettre d'établir des tableaux justes, sur lesquels les organismes supérieurs pourront tabler, pour la tactique et l'action générale de notre Parti.

Les tâches locales

Des camarades ont prévu des réunions simultanées des membres des cellules et habitants d'une localité; dans la pratique, c'est irréalisable. Dans la région parisienne, très souvent, les ouvriers habitent loin de leur lieu de travail et c'est beaucoup demander à nos adhérents de rester quelques heures à attendre l'une ou l'autre partie des adhérents, aussi voyons-nous très bien la réunion pour les cellules comme il est mentionné dans l'autre chapitre, et pour les habitants chaque fois qu'il y aura un travail des communistes dans une des branches en dehors du Parti. Les membres du Parti sur la base locale formeront toujours la fraction communiste de ces organisations (2). Les camarades habitant l'arrondissement ou la localité seront réunis avant les assemblées des organisations, examineront le travail, désigneront les camarades qui devront intervenir, et traceront la tactique à observer et les membres du Parti devront s'y conformer.

Ces réunions auront lieu chaque fois qu'il y aura nécessité, et sous le contrôle du responsable de la sous-commission intéressée, d'un ou plusieurs membres du comité de rayon; elles auront pour but : l'étude pratique des moyens d'application de la tactique communiste dans ces organisations.

La permanence du sous-rayon

Les membres du Parti doivent avoir au moins un endroit connu par arrondissement ou localité, où il sera possible aux membres des cellules ou habitants de se rencontrer; cette permanence peut être assurée soit chaque jour ou chaque semaine, selon les possibilités, par des camarades qui accepteront d'être présents soit à la sortie des usines (18 heures), soit le soir (20 h. 30).

Son but, en période légale seulement : la répartition du matériel dans

(1) A une dernière assemblée des cellules d'un de nos sous-rayons nous avons traité du Fascisme, ses efforts dans les usines et dans la banlieue de Paris, cela a permis à de nombreux camarades d'apporter leur point de vue et aussi de prendre des dispositions, au cas où un fasciste viendrait parler dans une usine ou à une réunion organisée dans la localité.

(2) Dernièrement nous avons réuni les habitants d'une localité en fraction du C. I., la réunion fut exclusivement réservée à l'examen du rapport moral fourni par le secrétaire de cette organisation; il fut discuté par les membres du Parti avant d'être soumis à l'assemblée générale. Il fut examiné à cette assemblée les tâches des camarades pour l'organisation du 1^{er} mai. On prépara aussi un meeting qui devait avoir lieu quelques jours plus tard.

les usines, centralisation des outils nécessaires à l'affichage; on pourra y vendre des journaux, brochures, des camarades ayant les aptitudes pourront donner tous les renseignements utiles aux ouvriers (locatifs, accidents, travail, prudence, affaires civiles, municipales, assistance, législatives, militaires), ou tout au moins recevoir les demandes des intéressés et les transmettre au centre, où un service de ce genre est déjà institué. On y recevra les articles devant paraître dans notre presse locale, que les camarades s'occupant de cette branche enverront après contrôle à notre journal. Les adhésions au Parti y seront reçues, un dépôt de cartes, timbres, insignes, pourra être tenu.

Le Comité de sous-rayon

Ce sont les cellules du sous-rayon qui désignent leur comité, lequel désignera son secrétaire. Il n'est pas nécessaire que ce soit les secrétaires de cellules qui constituent le comité (1). Les cellules trouveront dans leur sein les camarades capables d'assurer la responsabilité de cet échelon, il devra se réunir en moyenne deux fois par mois. Le secrétaire convoquera les membres du comité, étudiera la situation et les tâches des cellules, les camarades responsables des sous-commissions seront tenus de faire des rapports sur l'activité dans les branches qui les intéressent. Ensemble ils verront si les cellules se réunissent; les visiteront au besoin; ils soumettront au comité de rayon leurs suggestions, qui les examinera et qui leur tracera les directives à observer. Ils contrôleront si les affectations des adhérents sont conformes à leur lieu de travail, créeront des cellules d'entreprises et de rues, aideront, par la bonne répartition de camarades solides idéologiquement, à la bonne marche des cellules composées d'éléments faibles.

Le comité de sous-rayon apportera son appui aux cellules qui désireront organiser des réunions de propagande; c'est à lui que celles-ci s'adresseront pour recevoir: affiches, tracts, orateurs. Ils étudieront la meilleure méthode pour éviter la répression vis-à-vis des militants. C'est le comité de sous-rayon qui décidera une réunion mensuelle des membres des cellules, où on exposera aux camarades des cellules la situation politique du moment, ce qui ne manquera pas de les intéresser.

Le comité de sous-rayon, par le travail actif de ses sous-commissions, préparera, en accord avec le comité de rayon, le travail que les membres du Parti doivent accomplir sur la base locale, il les réunira chaque fois qu'il sera nécessaire de passer à l'application dans une de ces branches. Ces réunions auront lieu avec l'assentiment du comité de rayon et la présence de membres responsables de celui-ci devra être assurée.

Selon l'importance de l'arrondissement ou de la localité, le comité de sous-rayon pourra diviser le sous-rayon en plusieurs quartiers, cela en vue d'éviter de grands dérangements aux camarades.

Les dépenses financières des sous-rayons sont couvertes par la trésorerie du rayon.

Telles sont les suggestions que fait le comité du premier rayon, qui sont le fruit des expériences dans le sous-rayon qu'il vient de constituer.

Pour le Comité du Rayon : BEAUGRAND.

(1) Dans un de nos sous-rayons où nous devions faire vite, nous avons procédé ainsi: 5 secrétaires de cellules furent mis d'office dans le comité avec les responsables des principales sous-commissions et nous fîmes ratifier ce comité par l'assemblée générale des membres des cellules.

QUELQUES ÉCLAIRCISSEMENTS

SUR

L'ORGANISATION PAR CELLULES

La forme d'organisation par cellules n'est pas encore comprise, dans sa signification et dans son importance, par tous les camarades, malgré le travail accompli dans plusieurs sections de l'I. C., et malgré les résultats très bons que l'organisation par cellules nous a donnés, où les cellules constituées ont fonctionné pleinement.

Il est donc nécessaire, qu'en prévision du Congrès du Parti français, on cause avec la plus grande clarté sur les arguments, faisant ressortir l'importance politique et pratique des cellules.

Le léninisme nous apprend à examiner les questions non d'un point de vue formel ou métaphysique, mais d'un point de vue réel et vivant, à travers les rapports qui lient cette réalité à la vie, en fixant les limites de son développement.

La question des cellules ne peut être examinée d'un point de vue abstrait, c'est-à-dire voir si la nouvelle forme d'organisation est en plus grande ou moindre mesure en correspondance avec des formes d'organisation créées de tout point dans le cerveau de quelqu'un. Elle doit être examinée selon les tâches et les nécessités qui se posent devant le Parti dans la phase historique actuelle.

Après avoir posé la question des cellules de cette façon, nous affirmons de suite, et nous le démontrerons, que l'organisation par cellules est la plus correspondante aux nécessités du mouvement communiste et que cette question se pose comme tâche urgente et préalable, à résoudre pour un bon développement de l'action de masses.

La tâche des Partis communistes, dans la situation actuelle, est de conquérir les larges masses. Cette tâche, définie par le III^e Congrès de l'I. C., a été confirmée et soulignée par tous les congrès successifs.

Les cellules, jetant les bases du Parti dans l'usine, indiquent quelles sont les forteresses à conquérir et donnent à tous les camarades du Parti la possibilité de contrôler la force réelle du Parti. Les cellules posent d'une façon concrète et permanente la question et la nécessité du mot d'ordre: « Aller aux masses ». Les cellules mettent en relief la direction principale que ce mot d'ordre doit avoir.

Mais l'importance des cellules ne se borne pas à ces raisons à caractère général, qui font d'elles la forme d'organisation nécessaire pour tous les Partis communistes du monde entier. Nous devons examiner les nécessités de la transformation de la base du Parti, dans les pays où la réaction sévit davantage, n'oubliant pas que la bourgeoisie, dans tous les pays, pour garder le pouvoir, doit recourir à la violence.

La situation italienne est caractérisée par la suppression systématique de toute forme d'organisation de masses ouvrières. Le fascisme, ayant détruit ou étouffé les syndicats lutte de classes, les coopératives, les cercles ouvriers, etc..., ne permet plus de vivre que comme individu isolé et détaché de sa classe. La tactique syndicale réformiste, visant à la limitation des cadres syndicaux et à l'étouffement de toute activité intérieure, lutte contre les communistes, aide et favorise l'offensive capitaliste dirigée en vue de briser et annihiler toute activité de la classe

ouvrière. C'est seulement dans l'usine qu'on peut encore réaliser et sauvegarder tout au moins une relative organisation des larges masses ouvrières. En Italie, c'est seulement dans l'usine qu'on peut réaliser une liaison avec les larges masses ouvrières et qu'on peut les orienter dans un sens communiste.

On ne doit pas poser la question, disant que dans l'usine il est plus difficile d'y travailler. C'est le réformiste qui cherche toujours la voie la plus commode, celle de moindre résistance. Le communiste, au contraire, cherche la voie la plus apte à atteindre ses buts, indépendamment des dangers et des difficultés qu'elle peut présenter.

La vérité est que le travail dans l'usine permet au Parti communiste de faire jaillir un esprit révolutionnaire dans les masses, quoique courbées sous le joug de la dictature et de la terreur la plus brutale.

Quelques camarades craignent que l'organisation du Parti sur la base des cellules réduise l'activité du Parti à une simple activité d'usine, purement syndicale, s'occupant des questions immédiates, purement corporatives.

On oublie ainsi que les tâches du Parti ne naissent pas automatiquement et d'une façon mécanique. Les tâches du Parti et de ses organisations de base sont posées par la volonté même du Parti qui jaillit de l'idéologie du Parti et de l'analyse qu'il fait des situations existantes.

Faire de pareilles accusations, veut dire ne pas admettre l'importance et la fonction du Parti dans le développement des événements. Cela montre aussi une survivance de l'idéologie syndicaliste, laquelle voit la libération du prolétariat, issue du développement mécanique des événements. Les cellules ne peuvent pas réduire leur activité à la seule question syndicale, le Parti ne le veut pas et ne le permettrait pas; car, disons-le encore pour la millième fois, la cellule doit déployer son activité dans tous les domaines. Le travail de la cellule et sa direction sont fixés dans les lignes générales et fondamentales, par le Parti et par l'Internationale, qui est et qui veut être l'organisation politique du prolétariat.

On dit que l'organisation par cellules permet l'existence d'un appareil bureaucratique immense, dans lequel les éléments petits-bourgeois (intellectuels) ne pouvant pas être affectés à l'organisation d'usine, peuvent s'infiltrer et dominer l'organisation, menaçant ainsi le caractère de classe du Parti. Ceux qui parlent ainsi prouvent qu'ils ne comprennent rien à la question d'organisation des cellules, qui fait ressortir des forces nouvelles. Il n'est pas vrai que l'organisation par cellules veut un appareil bureaucratique de fonctionnaires. Cela est le cas de l'organisation à base territoriale, ou des formations de groupes constitués d'en haut avec des fonctionnaires purement exécutifs, c'est-à-dire privés de toute initiative propre, ce qui empêche la formation de nouvelles capacités et de nouveaux éléments.

C'est faux que l'organisation par cellules mette l'appareil du Parti dans les mains d'éléments à origine non prolétarienne. On oublie, entre autres, que des décisions bien nettes exigent qu'aux organisations de base les éléments dirigeants doivent être en majorité des prolétaires.

*
*
*

Il faut rappeler encore une fois que l'organisation par cellules donne des garanties contre le danger d'infiltration dans le Parti d'éléments étrangers à la classe prolétarienne, ce qu'on ne pouvait pas avoir sur la base organisationnelle par sections territoriales.

Dans la section, qui donc y dominait ? Les plus capables de faire des beaux discours, les avocats, les professeurs, les intellectuels en général. Le simple ouvrier de l'usine ne pouvait pas dire son mot, car il sentait ne pas avoir les capacités oratoires de l'intellectuel. Il ne pouvait pas répondre aux sophismes du philistin malin; il ne pouvait pas le démasquer; il se taisait. Les consentements allaient aux grands orateurs, ceux mêmes qui cuisinaient la section. Si on pense que les délibérations des plus fortes sections étaient aussi la charte sacrée pour toutes les sections de province, on voit bien que la section se prêtait facilement à toute manœuvre de désagrégation de la bourgeoisie.

Quelques dizaines d'avocats, organisés et bien dirigés, suffiraient pour désagréger, asservir le meilleur des partis ouvriers organisé sur la base territoriale.

On dit que l'organisation par cellules fait éparpiller et disperser les camarades qui, de ce fait, se trouvent abandonnés à eux-mêmes et perdent toute confiance dans la force de l'organisation. On dit aussi que les cellules empêchent toute large et ample discussion collective. On oublie ainsi que la cellule fait partie d'un groupement plus vaste : le rayon. Dans le rayon y est possible, s'il est nécessaire, d'engager une discussion beaucoup plus large et collective que dans la cellule.

Dans la cellule, l'ouvrier le plus simple ne se réduit pas à être un simple instrument du Parti. Dans les cellules tout le monde a une responsabilité et une fonction propre. Personne ne peut se soustraire au contrôle de la cellule.

Certes, il n'est pas facile d'obtenir rapidement un fonctionnement régulier et satisfaisant des cellules. On remarque des lacunes, souvent assez fortes; des cellules inactives sont abandonnées à elles-mêmes; des liaisons non établies créent de graves dommages à l'organisation.

Mais ces lacunes et ces défauts seront vite éliminés, en perfectionnant de plus en plus l'organisation sur la base des cellules.

Lorsque tous les camarades comprendront que la base des cellules est plus solide que celle par sections territoriales, le Parti marchera plus librement, avec moins d'entraves. Aucun élément ne sera perdu par la nouvelle base organisationnelle. Tous les camarades d'une usine formeront la cellule de cette usine. Ceux qui ne sont pas affectés aux cellules d'usine feront partie de la cellule de rue. Les camarades qui habitent loin du lieu de travail, quand ils sont loin de leur usine, feront partie, en qualité de rattachés, à une cellule de rue, la plus proche de leur habitation.

Où est donc l'interruption des rapports entre les militants et le Parti?

Les cellules de rue et d'usine se groupent ensemble et forment le rayon. Nous sommes d'avis que le groupement par rayons doit être fait sur la base industrielle, s'il est possible. L'ensemble des rayons forment l'organisation régionale ou départementale. La constitution de notre organisation peut être fixée de cette façon :

Cellule, Rayon, Département. Chacun a une tâche particulière et une vie propre.

Nous verrons dans un article prochain comment devrait avoir lieu le vote politique.

ORESTE.



RAPPORT

sur la réorganisation de l'Humanité

Sur la discussion de la réorganisation de l'Humanité, soulevée en réunion à la cellule de Charenton, celle-ci décida de réserver ses critiques après la parution de plusieurs numéros.

Chargé par ma cellule de rapporter sur la question, je me suis livré au travail suivant sur les dix premiers numéros de mai : du 2 au 10 inclus.

Les 6 pages correspondant à 42 colonnes, j'ai voulu rechercher, au bout de dix jours, quel emploi en était fait et quelle proportion relative pouvait s'établir dans la répartition des rubriques.

En dressant un tableau général, j'ai découvert qu'une harmonie insoupçonnée régnait avec un rythme et une mesure qui m'avait échappé à première vue.

Ainsi, abstraction faite de l'article de tête (leader) et la publicité mise à part, comme éléments trop élastiques et indépendants de la direction du journal, j'obtenais le classement suivant dans les constatations par ordre d'importance de surface occupée.

En tête, arrive l'Information politique générale, avec 10 à 12 colonnes chaque jour, soit 110 pour la période;

2° Les Nouvelles internationales, progressivement avec 4, 5 et 6 colonnes (sur feuilleton), totalisant 51 colonnes pour la décade;

3° Le Front ouvrier, avec communiqués, convocations, réunissant la même surface;

4° Les feuillets arrivent ensuite, absorbant la valeur de 3 à 3 colonnes et demie pleines par jour, soit 32 pour les dix jours;

5° Les photos ont occupé 24 colonnes à illustrer le journal par des clichés petits, mais combien plus intéressants, à mon avis, que les agrandissements d'Excelsior, qui donnent surtout de la pelouse et du ciel comme documentation à ses lecteurs;

6° Les Sports (texte), à raison de 1 colonne sur feuilleton tous les jours et qui passe de 3 à 4 les lundis (compte-rendu du dimanche), totalise 18 colonnes;

7° Arts et Sciences, Ciné, Radio, 17 colonnes en dix jours, par intermittence sur 3 et 4 colonnes;

8° Littérature-Histoire vient ensuite, avec 15 colonnes, par 3 et 4 colonnes; même dosage qui est à signaler, vu la réserve modérée qui en est faite par le rédacteur en chef et son ami Barbusse, tous deux cependant littérateurs;

9° Spectacles sur une colonne par jour, mais passant à deux les samedis, dimanches et jeudis, accusent 14 colonnes et demie;

10° Dessins, caricature, satire, ayant égayé l'Humanité en employant la valeur de treize colonnes dans la décade;

11° Faits-divers, accidents, crimes, une colonne par jour environ, mais habilement distribuée et utilisée comme remplissage et bouche-trous dans la mise en pages;

12° La Vie du Parti, absente trois fois dans les dix numéros, n'a occupé malheureusement que 6 colonnes et demie sur feuilleton;

Enfin, treizième et dernière rubrique de mon classement, La Chronique paysanne : « Chez les paysans » a figuré pour eux une colonne et demie à peine, sans donner, ce qui est indispensable, le cours quotidien des Halles et ceux de la Villette deux fois par semaine.

La Publicité absorba 44 colonnes et demie environ et le leader dix et demie.

Au pourcentage, sauf pour les deux dernières rubriques, qui méritent d'être augmentées, celles-ci me paraissent admirablement dosées, si l'on en juge aux aspirations et à la mentalité du lecteur-client. La formule paraît faire ses preuves, mais je reste convaincu qu'elle doit être améliorée par une rubrique de la femme et de l'enfant. La Voix paysanne et l'Ouvrière ne peuvent pas compléter les deux dernières faiblesses publicitaires de l'Humanité, car il faut tenir compte que beaucoup de camarades « paysans de banlieue », ne lisent pas l'organe des travailleurs des champs, comme d'ailleurs quantité de militants délaissent l'Ouvrière comme organe de combat, préférant l'Humanité, ayant un caractère plus masculin pour elles (goût du jour).

Enfin, j'estime qu'une rubrique spéciale aux gens de mer, inscrits, pêcheurs, mérite d'être ouverte une fois par semaine.

RUBRIQUES	COLONNES
Article leader	10,5
1. Informations politiques générales..	110
2. Nouvelles internationales	51
3. Front ouvrier, convoc., communiq..	51
4. Feuillets	32
5. Photos	25
6. Sports	18
7. Arts et Sciences	17
8. Littérature, Histoire	15
9. Spectacles	14,5
10. Dessins	13
11. Faits-divers	10,5
12. La Vie du Parti	6,5
13. Chronique paysanne	1,5
Publicité	44,5
	420

En conclusion, l'effort accompli en ces dix derniers jours, servi d'ailleurs par les événements, est très méritoire, mais il ne suffit pas d'applaudir à l'heureuse transformation qui s'opère dans l'Humanité, il faut que chacun s'emploie à sa diffusion et se fasse le propagandiste ardent pour le recrutement intensif des lecteurs, qui ne doivent pas rester étrangers à leur devoir de classe et au Parti.

HACHELDÉ.

Le 12 mai 1926.

Additif. — Le jour même de la lecture de ce rapport, adopté à l'unanimité, en cellule, satisfaction était donnée par la rubrique « La maison » concernant la femme; de nouvelles rubriques, médicales, économiques, commerciales, avec les mercuriales, paraissent aujourd'hui avec les cours des Halles. Maintenant, camarades, il serait intéressant d'établir la comparaison de l'Humanité avec le vertueux Quotidien.

Le rapporteur.

TRIBUNE DE DISCUSSION

Comprendre ! pour voir clair

La discussion est ouverte, a dit Thorez, je souhaite ardemment que l'ensemble de nos camarades du Parti, les secrétaires de rayons, de régions s'en souviennent plus souvent et qu'ils y participent un peu plus qu'ils ne le font. Notre prochain Congrès national doit être un point marqué dans la vie du Parti, on doit, dans la discussion, faire en sorte que la base du Parti y prenne une large part

Renaud Jean a écrit dans *l'Huma* du 30 avril un article intitulé « D'abord, voir clair ». Renaud me permettra de n'être pas toujours d'accord avec lui et, par conséquent, de lui répondre.

Il y a trois points :

- 1° La transformation rapide sur la base des cellules;
- 2° L'organisation régionale;
- 3° Le rôle et les tâches d'un secrétaire de région.

Dans l'article, il déclare qu'en transformant trop rapidement le Parti on a commis des fautes. C'est une chose que nous savons, jamais on ne fera quelque chose d'une façon parfaite, mais toutefois, trêve de lamentations ! Il est vrai qu'à la suite de certaines déviations, que beaucoup de camarades avaient combattues, il y eut l'épidémie qui consistait à se frapper avec ostentation la poitrine en conjugant le verbe « avoir fauté ». Il ne faut donc pas exagérer et ne vouloir voir que le mauvais côté de cette transformation. A choisir entre la méthode de transformation qui fut employée et celle que préconisaient certains camarades, qui, dans leur for intérieur, ne voulaient pas de la cellule tout en n'osant pas s'y opposer d'une manière systématique, eh bien ! je préfère la première. Certes, on aurait pu faire mieux, on aurait pu éviter le départ de bon nombre d'ouvriers en expliquant plus que nous ne l'avons fait ce qu'étaient les cellules. Mais ces ouvriers reviennent et reviendront au Parti. A côté de ceux-ci nous en avons recruté d'autres dans les usines, qui ne sont peut-être pas aussi forts idéologiquement, mais c'est une génération fortement combative. Dans cette transformation, il devait fatalement y avoir des victimes, des gens qui ne s'adapteraient pas parce que venant d'un autre milieu, avec des traditions qu'ils seraient incapables de briser, orateurs de sections, camarades entachés d'électoratisme, tous ces éléments trouvaient l'air de nos cellules irrespirable pour eux, ils y étaient politiquement battus parce qu'ils n'avaient rien compris au travail d'un parti révolutionnaire. Certes, dans la période de transformation, il y aura un recul, mais après il y aura la réaction, c'est-à-dire un élan nouveau sur des bases nouvelles. C'est le phénomène auquel nous avons assisté presque partout. Renaud Jean, je ne vous répondrai pas par des images telles que celle d'un sarment, quoique je pourrais en trouver, chose possible quand on

soutient un point de vue. Mais je trouve enfantin de dire : « Il aurait été indispensable de procéder à leur orientation vers les tâches nouvelles dans le cadre de l'ancienne section ». C'est faux, c'est ne pas avoir saisi la différence entre le travail d'une section et d'une cellule d'usine. Pour orienter le Parti vers des tâches nouvelles, il fallait briser l'esprit qui existait dans le cadre des anciennes sections et qui était une entrave. J'ai la certitude qu'avec la méthode de Renaud Jean, nous aurions assisté à une lutte sourde des éléments opposés aux cellules, beaucoup auraient, par tous les moyens, freiné, empêché la transformation.

Aujourd'hui, tout de même, nous avons quelque chose. Ce n'est pas parfait, mais le Parti a fortement progressé, s'est amélioré en deux ans, tandis que si l'on avait pratiqué la méthode de la confusion, qui consistait à laisser vivre, même provisoirement, section et cellule, je pose sans crainte la question : où en serions-nous ?

Maintenant se pose la deuxième question, qui est très importante, celle de l'organisation régionale. Il ressort de l'article de Renaud Jean qu'il est nettement pour le retour aux anciennes fédérations départementales. Son argument est le suivant : la bataille révolutionnaire politique se livrera à la mairie, à la préfecture et au ministère; ceci n'est qu'en partie vrai, parce que la bataille révolutionnaire n'est pas seulement politique et qu'elle ne se limitera pas à la mairie. Mais passons. Donc, d'après son raisonnement, retour aux anciennes fédérations, et il propose trois échelons : Centre du parti, fédération, cellule. Renaud Jean, ceci dit sans aucune animosité et très amicalement, il y a dans cette proposition une énormité qui démontre qu'étant pris par d'autres tâches, vous ne connaissez que très mal les véritables nécessités de l'organisation du Parti. De la fédération départementale à la cellule, y pensez-vous ? Je prends un exemple, je regrette que ce soit la région dont j'ai été secrétaire, mais je la connais plus particulièrement. Le département du Rhône est divisé en 4 rayons et un certain nombre de sous-rayons. Rayon de Lyon, qui comprend au minimum 60 cellules, celui de Givors 9 cellules, celui de Tarare 8 cellules et enfin Villefranche 6 cellules, cela fait 83 cellules. Voyez-vous ces rayons disparaître, la fédération se créer et diriger de Lyon le travail de 83 cellules, pour qui connaît leur travail, tâches dans l'usine, réunions de sympathisants, parution de journaux d'usines, création de fractions syndicales pour l'ensemble du département, s'occuper de toutes les embûches que la cellule rencontre et qui souvent ne sont résolues qu'après avis du sous-rayon ou du rayon ? Ignorez-vous que les camarades qui composent le comité de rayon de Lyon (il y en a une vingtaine) sont pris trois ou quatre fois par semaine à visiter les cellules, à éduquer les membres du Parti, à faire des plans de travail. Ceci se passe aussi pour les rayons moitié ouvrier, moitié paysan, à la seule différence que c'est le dimanche, et vous pensez qu'une fédération pourrait faire cela ? Je réponds, non, la fédération implique le retour aux sections. Une telle organisation tuerait l'activité de nos cellules, qui seraient vite ravalées au rôle de groupes électoralistes ne donnant d'activité qu'au moment des élections, ce qui va peut-être très bien dans le cadre de la commune et du département. Thorez a aussi causé de la liaison du centre et des fédérations. Je n'y reviendrai pas. Il y a un autre point, c'est les ressources financières, elles sont beaucoup plus grandes sur l'échelle de la région parce que les cotisations d'un plus grand nombre d'adhérents sont mieux utilisées et que l'on a une plus grande étendue pour envisager des recettes extraordinaires, c'est-à-dire grand meeting avec entrée payante, concerts et beaucoup d'autres moyens. Ceci peut être, si l'on

TRIBUNE DE DISCUSSION

Comprendre ! pour voir clair

La discussion est ouverte, a dit Thorez, je souhaite ardemment que l'ensemble de nos camarades du Parti, les secrétaires de rayons, de régions s'en souviennent plus souvent et qu'ils y participent un peu plus qu'ils ne le font. Notre prochain Congrès national doit être un point marqué dans la vie du Parti, on doit, dans la discussion, faire en sorte que la base du Parti y prenne une large part

Renaud Jean a écrit dans l'*Huma* du 30 avril un article intitulé « D'abord, voir clair ». Renaud me permettra de n'être pas toujours d'accord avec lui et, par conséquent, de lui répondre.

Il y a trois points :

- 1° La transformation rapide sur la base des cellules;
- 2° L'organisation régionale;
- 3° Le rôle et les tâches d'un secrétaire de région.

Dans l'article, il déclare qu'en transformant trop rapidement le Parti on a commis des fautes. C'est une chose que nous savons, jamais on ne fera quelque chose d'une façon parfaite, mais toutefois, trêve de lamentations ! Il est vrai qu'à la suite de certaines déviations, que beaucoup de camarades avaient combattues, il y eut l'épidémie qui consistait à se frapper avec ostentation la poitrine en conjugant le verbe « avoir fauté ». Il ne faut donc pas exagérer et ne vouloir voir que le mauvais côté de cette transformation. A choisir entre la méthode de transformation qui fut employée et celle que préconisaient certains camarades, qui, dans leur for intérieur, ne voulaient pas de la cellule tout en n'osant pas s'y opposer d'une manière systématique, eh bien ! je préfère la première. Certes, on aurait pu faire mieux, on aurait pu éviter le départ de bon nombre d'ouvriers en expliquant plus que nous ne l'avons fait ce qu'étaient les cellules. Mais ces ouvriers reviennent et reviendront au Parti. A côté de ceux-ci nous en avons recruté d'autres dans les usines, qui ne sont peut-être pas aussi forts idéologiquement, mais c'est une génération fortement combative. Dans cette transformation, il devait fatalement y avoir des victimes, des gens qui ne s'adapteraient pas parce que venant d'un autre milieu, avec des traditions qu'ils seraient incapables de briser, orateurs de sections, camarades entachés d'électoratisme, tous ces éléments trouvaient l'air de nos cellules irrespirable pour eux, ils y étaient politiquement battus parce qu'ils n'avaient rien compris au travail d'un parti révolutionnaire. Certes, dans la période de transformation, il y aura un recul, mais après il y aura la réaction, c'est-à-dire un élan nouveau sur des bases nouvelles. C'est le phénomène auquel nous avons assisté presque partout. Renaud Jean, je ne vous répondrai pas par des images telles que celle d'un sarment, quoique je pourrais en trouver, chose possible quand on

soutient un point de vue. Mais je trouve enfantin de dire : « Il aurait été indispensable de procéder à leur orientation vers les tâches nouvelles dans le cadre de l'ancienne section ». C'est faux, c'est ne pas avoir saisi la différence entre le travail d'une section et d'une cellule d'usine. Pour orienter le Parti vers des tâches nouvelles, il fallait briser l'esprit qui existait dans le cadre des anciennes sections et qui était une entrave. J'ai la certitude qu'avec la méthode de Renaud Jean, nous aurions assisté à une lutte sourde des éléments opposés aux cellules, beaucoup auraient, par tous les moyens, freiné, empêché la transformation.

Aujourd'hui, tout de même, nous avons quelque chose. Ce n'est pas parfait, mais le Parti a fortement progressé, s'est amélioré en deux ans, tandis que si l'on avait pratiqué la méthode de la confusion, qui consistait à laisser vivre, même provisoirement, section et cellule, je pose sans crainte la question : où en serions-nous ?

Maintenant se pose la deuxième question, qui est très importante, celle de l'organisation régionale. Il ressort de l'article de Renaud Jean qu'il est nettement pour le retour aux anciennes fédérations départementales. Son argument est le suivant : la bataille révolutionnaire politique se livrera à la mairie, à la préfecture et au ministère; ceci n'est qu'en partie vrai, parce que la bataille révolutionnaire n'est pas seulement politique et qu'elle ne se limitera pas à la mairie. Mais passons. Donc, d'après son raisonnement, retour aux anciennes fédérations, et il propose trois échelons : Centre du parti, fédération, cellule. Renaud Jean, ceci dit sans aucune animosité et très amicalement, il y a dans cette proposition une énormité qui démontre qu'étant pris par d'autres tâches, vous ne connaissez que très mal les véritables nécessités de l'organisation du Parti. De la fédération départementale à la cellule, y pensez-vous ? Je prends un exemple, je regrette que ce soit la région dont j'ai été secrétaire, mais je la connais plus particulièrement. Le département du Rhône est divisé en 4 rayons et un certain nombre de sous-rayons. Rayon de Lyon, qui comprend au minimum 60 cellules, celui de Givors 9 cellules, celui de Tarare 8 cellules et enfin Villefranche 6 cellules, cela fait 83 cellules. Voyez-vous ces rayons disparaître, la fédération se créer et diriger de Lyon le travail de 83 cellules, pour qui connaît leur travail, tâches dans l'usine, réunions de sympathisants, parution de journaux d'usines, création de fractions syndicales pour l'ensemble du département, s'occuper de toutes les embûches que la cellule rencontre et qui souvent ne sont résolues qu'après avis du sous-rayon ou du rayon ? Ignorez-vous que les camarades qui composent le comité de rayon de Lyon (il y en a une vingtaine) sont pris trois ou quatre fois par semaine à visiter les cellules, à éduquer les membres du Parti, à faire des plans de travail. Ceci se passe aussi pour les rayons moitié ouvrier, moitié paysan, à la seule différence que c'est le dimanche, et vous pensez qu'une fédération pourrait faire cela ? Je réponds, non, la fédération implique le retour aux sections. Une telle organisation tuerait l'activité de nos cellules, qui seraient vite ravalées au rôle de groupes électoralistes ne donnant d'activité qu'au moment des élections, ce qui va peut-être très bien dans le cadre de la commune et du département. Thorez a aussi causé de la liaison du centre et des fédérations. Je n'y reviendrai pas. Il y a un autre point, c'est les ressources financières, elles sont beaucoup plus grandes sur l'échelle de la région parce que les cotisations d'un plus grand nombre d'adhérents sont mieux utilisées et que l'on a une plus grande étendue pour envisager des recettes extraordinaires, c'est-à-dire grand meeting avec entrée payante, concerts et beaucoup d'autres moyens. Ceci peut être, si l'on

veut, un des petits côtés de la question. Mais, j'en parle par expérience, il compte. Mais je tiens à marquer un très gros danger dans la conception de Renaud Jean; quel est notre but: « Pour la révolution lier les masses paysannes au prolétariat ». Croyez-vous que nous y parviendrons en créant une multitude de fédérations à cloison étanche, où dans l'une il y aura un parti à impulsion strictement prolétarienne, et dans l'autre un mouvement spécifiquement paysan. La fédération départementale, dans ses cadres trop étroits, risque parfois de séparer les ouvriers des paysans, tandis que la région, par une direction unique, les lie ensemble.

Maintenant, nos régions sont-elles parfaites? Certes non, notre gros travail c'est de les rendre homogènes tant au point de vue industrie, agriculture, que liaison ferroviaire. Alors, d'un centre régional, on pourra très bien diriger le travail, et l'argument de Renaud Jean est mal choisi quand il parle de Lyon. J'affirmé que de cette localité on peut très bien diriger le travail en Saône-et-Loire et dans la Loire. Pendant une année, nous l'avons prouvé pour le plus grand bien du Parti. Economiquement, tout est lié, les mines de Saône-et-Loire avec celles de la Loire, la métallurgie Le Creusot, Lyon, Saint-Etienne, les hauts-fourneaux de Chasse aussi. Même liaison dans le textile du Rhône, avec la région dans la Loire et Vienne dans l'Isère. Au point de vue agricole, vignobles en Saône-et-Loire et dans le Rhône, tout cela desservi par le réseau du P.-L.-M. Donc, direction politique et économique du centre Lyon, en rapport avec la région syndicale, qui est la même. Au point de vue presse, Thorez l'a dit, presse unique, mais même la presse bourgeoise est la même, parce qu'à côté des journaux locaux il y a les quotidiens régionaux, *Le Progrès de Lyon*, *la Tribune de Saint-Etienne*. Maintenant, pour le travail local si cher à Renaud, l'organisation du Parti en tient compte. Je ne voudrais pas lasser avec des exemples, mais pourtant c'est la force d'une organisation qui ne veut pas rester dans le domaine de la théorie pure. Saint-Etienne, Durafour et Lafond, un rayon; Roanne, Sirol, socialiste, un rayon; Montceau-les-Mines, Bouveri, socialiste, un rayon; Le Creusot, Paul Faure, un rayon; Lyon, un rayon; Givors, Mâcon, Chalon, etc., des rayons, pour le travail vraiment local ou d'arrondissement les sous-rayons. Tout cela étroitement lié par la correspondance, non pas la circulaire centrale, trop lourde pour les rayons, mais les directives politiques et pratiques mâchées par le centre régional. Des comités régionaux élargis tous les deux mois, et ce ne sont pas des parlottes. C'est à la suite de ces réunions, où les rayons donnent connaissance de leur situation, où l'on donne des directives politiques et pratiques, qu'un regain d'activité se fait sentir chez nos camarades. Cela ils vous le diront. Tout cela ne se fait pas dans l'ensemble de notre Parti, mais c'est à quoi nous devons tendre. La bourgeoisie a saisi la nécessité de l'organisation régionale économiquement (Comité des Forges, Comité des Houillères sont organisés sur cette base). Organisation militaire la même chose.

Maintenant, la dernière question, en m'excusant d'avoir été si long, mais la chose en vaut la peine. Ne nous parlez plus des délégués à la propagande, hommes à responsabilité plus ou moins déterminée, qui parcourent le pays faisant de l'agitation. Tant pis si le lendemain il ne reste plus rien derrière. Le seul résultat sera d'avoir inutilement mangé de l'argent. Un secrétaire régional, lui, est responsable devant le centre de la direction de sa région. Renaud Jean donne encore une autre fois un argument peu solide: « Comment pourrait-il embrasser quatre ou cinq départements, etc... ». Si je voulais pousser ce raisonnement jusqu'à l'absurde, j'en dirais autant que Sémard pour plus de 80 départements et 39

millions d'êtres humains, mais non! Un secrétaire de région n'est pas un secrétaire administratif, c'est un homme politique, qui, avec son comité régional, doit connaître le mouvement politique et économique de sa région, tracer des grandes lignes, transmettre les mots d'ordre, et il doit être entouré d'un appareil chargé de les appliquer, c'est-à-dire des commissions. Il ne s'agit pas de se dépenser sans compter, ce n'est pas un homme perdu au milieu du désert et chargé d'effectuer les douze travaux d'Hercule, non. Il y a avec lui des camarades, il doit leur donner une impulsion, les faire travailler politiquement et pratiquement et tous ensemble, animant les rayons, ils donnent la vitalité à la région.

Je le répète, c'est dans ce sens que notre Parti doit travailler.

FROMAGE.



Maintenant que la colère de Michel Marty est tombée, raisonnons

Avec sa fougue méridionale, notre camarade Michel Marty charge contre la direction du Parti, qu'il accuse d'avoir livré l'*Huma* aux Nép-
men (pas moinsse!).

De lui cette diatribe étonne! A Clichy il avait eu cette interruption savoureuse: « Nous sommes pour la critique, mais pour la *critique approbative* » (ce qui prouve en passant qu'il a raison de dire qu'il y a dans le Parti des humoristes, et qui s'ignorent).

Et le voici aujourd'hui, comme un malappris de l'opposition, qui se met à faire de la critique désapprobative, et même véhémence. C'est son droit d'ailleurs. *Son erreur est de se mettre en colère*. Tout le monde sachant que la colère obscurcit le jugement.

Raisonnons donc un peu et posément.

Quelle est la situation nationale véritable? En 19, un capital financier sorti tout-puissant de la guerre, prend le pouvoir, fait sa politique extérieure, celle de l'impérialisme français, sa politique intérieure, celle de l'expropriation de la petite bourgeoisie (tout en ménageant le paysan).

Quelque temps après, élections nouvelles, changement de décor. Que s'est-il donc passé? La base économique du capital financier a-t-elle été ébranlée? Un krach à la Stinnes? la petite bourgeoisie reprend-elle un nouvel essor? L'industrie de transformation peut-elle discuter d'égal à égal? *Pas du tout*. Cela seulement: l'impérialisme français s'est heurté aux impérialismes anglais et américain. La Ruhr a jeté un sort sur le franc. Le capital financier ne peut plus faire sa politique extérieure (car il recule devant la lutte armée), *il passe la main*. C'est la livre à 120 et non le *Quotidien* qui a eu Poincaré. Mais nationalement, économiquement, rien de changé. L'industrie lourde garde le haut du pavé.

D'où la politique en comptabilité double du Bloc des Gauches, qui se trouve avoir deux maîtres: Politique extérieure de recul national (Dawes, Locarno, demain Mellon), car il ne faut pas rendre plus malade ce pauvre franc; politique intérieure de réaction, surtout en matière financière (voir dette intérieure).

Le gouvernement actuel est un gouvernement que le capital financier

tolère, parce que sa petite-bourgeoisie est, pense-t-il, plus rassurante pour les impérialismes rivaux.

Voilà qui n'arrange pas du tout les affaires de la petite bourgeoisie, chargée de payer les pots cassés de la lutte encore sournoise, demain ouverte entre le dollar et l'impérialisme français (à ce sujet il serait curieux d'établir une course du dollar et de l'intensité de nos velléités pacifiques au Maroc, on en tirerait de suggestives conclusions, mais ceci est une autre histoire).

La prolétarianisation de la petite bourgeoisie va aller en *s'accroissant*, elle roule, roule, avec le franc, et, comme lui, de plus en plus vite, vers une situation très diminuée.

Quel est donc, dans cette circonstance, le mot d'ordre, le mot d'ordre *primordial* d'un parti communiste ? Sinon *Course entre le fascisme et le communisme pour la conquête de la petite bourgeoisie* ?

Comment arriver premier ? En ouvrant notre Parti aux petits bourgeois, en revenant à la section ? Non, mille fois non, n'est-ce pas ?

En élargissant notre politique, notre action parlementaire et extraparlémentaire, en défendant les petits bourgeois autant que les ouvriers ? Cela peut se faire, cela se fait déjà, mais *attention aux déviations*. Ces entrecats sont beaucoup plus dangereux que les pointes rouges de notre journal.

Quelle méthode alors, quel moyen, important, efficace, à la hauteur de la tâche immense qui s'ouvre : *Notre Huma, encore notre Huma, toujours notre Huma*.

Que faire ? 1° La rendre attrayante à un *nouveau* lecteur qui, bien entendu, n'est pas communiste.

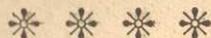
2° Dans l'ensemble, dans la partie politique, avoir une ligne très sûre (ne pas, par exemple, faire l'impair du 13 courant : prendre d'abord pour une victoire des ouvriers anglais, ce qui n'était que la trahison des chefs).

Sur ces deux points, Vaillant-Couturier expliquera sans doute abondamment ses projets.

Quant à moi, à cette période de prolétarianisation de la petite bourgeoisie, entre la colère pseudo-gauchiste de Michel Marty et les 15.000 lecteurs (peut-être pas tous petits-bourgeois) arrachés à la presse vendue, mon choix est fait.

Je suis pour la compréhension léniniste de l'intérêt du Parti.

JEAN PARCEVAL.



9/10^e d'ouvriers et motion Treint

La cellule 201, à laquelle j'appartiens, m'avait prié, à la suite de critiques que je formulais depuis plusieurs mois envers la direction du Parti, d'exposer ces critiques et mon point de vue dans la tribune de *l'Humanité* pour le congrès. Le 29 avril, j'adressai un article à la direction du Parti pour être inséré dans cette tribune.

La direction a cru devoir réserver cet article pour les *Cahiers du Bolchévisme*, parce que faisant sept ou huit colonnes, trop long pour *l'Humanité*.

Cette raison invoquée par la direction pourrait avoir un semblant de valeur au premier abord.

En effet, s'il s'agissait de redites ou de ressassements de la droite, on pourrait admettre que cette copie a assez encombré les colonnes de notre journal.

Mais ce n'est pas le cas. Il s'agit de tout autre chose. Il s'agit de critiques apportées à la direction de notre Parti par un camarade de la gauche, qui a toujours, depuis qu'il y a eu des éléments de gauche dans le Parti français, défendu et défend aujourd'hui qu'il les voit mis en péril par la direction de notre Parti, les principes et les idées de l'Internationale Communiste.

La conviction que je me suis faite m'interdit de m'étonner, voici pourquoi : c'est que, comme je l'établirai, quand on a, par ses fautes et ses inconséquences, rendu effective la résurrection de la droite, qu'on lui permet tous les abus et les actes d'indiscipline les plus inouïs, qu'on se sert de cette droite et de son obstruction pour éviter les justes remontrances et les légitimes doléances des travailleurs des cellules, on doit, logiquement, chercher à étouffer une voix qui pourrait montrer une fois pour toutes le jeu d'équilibre auquel notre direction — comme celles qui l'ont précédée de triste mémoire — se livre pour se maintenir sur le désordre d'un parti affaibli.

Alors que, depuis deux ans et demi, la droite, par ses articles, thèses, lettres, protestations, rectifications, les assemblées où elle a fait l'objet de presque tous les débats, de toutes les controverses, a accaparé, avec la complaisance intéressée de la direction du Parti, au moins trente pages de notre journal à quatre pages quotidiennes; alors qu'il n'y a pas eu de congrès du Parti depuis seize mois, ce qui ne s'était jamais vu sauf pendant la guerre; alors que jamais une discussion d'avant-congrès n'a été aussi pauvre, aussi stérile, aussi insignifiante que celle de ce congrès-ci; alors que pour quiconque vit avec le Parti français, on n'a jamais vu celui-ci, surtout par rapport aux événements que nous traversons et aux graves heures qui approchent, aussi impuissant, aussi isolé des masses, aussi affaibli; que les *Cahiers du Bolchévisme*, qui ne paraissent que deux fois par mois, sont vendus de moins en moins, et lus en entier de moins en moins encore; que *l'Humanité* a six pages quotidiennes; que les camarades qui ont un certain temps défendu la direction du Parti se détournent d'elle et tombent dans l'apathie générale, où risque de sombrer la plus grande force de notre Parti; que le mécontentement des membres des cellules, mécontentement qui dépasse ceux suscités par toutes

les autres directions depuis le congrès de Tours, devient chez beaucoup du dépit et du découragement; alors qu'il faudrait s'expliquer clairement, au grand jour, devant tout le Parti — qui lit l'*Humanité* et non pas les *Cahiers du Bolchévisme* — vider à fond le malaise — qui est sûr de s'aggraver et d'avoir des conséquences plus graves si on veut fausser, éviter, étouffer la discussion; alors que la direction sent des camarades prêts à dissiper ce régime d'équivoque et de chaos, des camarades qui, enfin, interprétant le véritable sentiment des membres des cellules, montrent que la direction craint, non pas la droite, qui, ainsi que je le prouve, lui permet depuis plus d'un an de gagner du temps et d'esquiver ses responsabilités au dommage du Parti et de la classe ouvrière de ce pays, mais redoute les camarades qui sachent situer notre direction actuelle dans son vrai plan de comptable du désordre et de la confusion présente du Parti; c'est justement alors que notre direction montre sa seule énergie, qui est d'empêcher la voix des membres du Parti de se faire entendre.

J'appelle de cette injuste décision de la direction du Parti et du Comité Central à tous les membres du Parti pour qu'ils jugent cette façon de faire, et découvrent ses mobiles.

J'attire sur le présent exemple l'attention de l'Internationale afin que, comme je m'efforce et m'efforcerai de le faire par ailleurs, elle puisse voir sous toutes ses faces l'état exact de notre Parti, en dehors de la voie officielle mais fausse des camarades qui le dirigent.

Ceci dit, je me bornerai à parler de deux points — qui ne font qu'un — dont il est question dans mon article des *Cahiers*, si on ne « l'abrège pas », ainsi qu'on me l'a dit.

Si le présent article obtient de passer dans l'*Humanité* — sans avoir toutefois séjourné dans un tiroir pendant quelques semaines (je ferai observer en passant que Souvarine n'a pas osé, lors du congrès de Lyon, écarter ou refuser pour la tribune de l'*Humanité* de la copie qui était loin de lui plaire) — les camarades comprendront de suite.

Il s'agit des décisions du 4^e Congrès de l'Internationale Communiste — on invoque toujours les décisions de l'Internationale, sauf quelques-unes, gênantes, et celle-là, que certains n'ont avalée que par force — sur les neuf dixièmes de candidatures d'ouvriers aux élections et de la motion Treint, votée au Conseil national du Parti le 14 octobre 1923, excluant des candidatures les fonctionnaires et les membres dirigeants d'organisations du Parti ou de syndicats.

Depuis que la direction du Parti français ne prend plus l'avis des cellules et ne prend d'elle-même que juste les initiatives qu'elle ne devrait pas prendre, on a — la direction du Parti a, avec une partie de l'appareil — procédé à ce qu'on peut appeler un étranglement, sans bruit, dans le silence, des décisions du 4^e Congrès et de la motion Treint.

Voici, tout d'abord, cette décision du 4^e Congrès de l'I. C.:

« *Les candidats du Parti.* — Afin de donner au Parti un caractère vraiment prolétarien et dans le but d'écarter de ses rangs les éléments qui n'y voient qu'une antichambre du Parlement, des conseils municipaux, des conseils généraux, etc., etc., il est indispensable d'établir comme règle inviolable que les listes des candidats présentés par le Parti aux élections comprendront au moins neuf dixièmes d'ouvriers communistes travaillant encore à l'atelier, à l'usine ou aux champs, et de paysans; les représentants de professions libérales ne peuvent être admis que dans la

limite strictement déterminée d'un dixième au plus du nombre total des sièges éligibles que le Parti occupe ou espère occuper par l'intermédiaire de ses membres; en outre, on fera preuve d'une rigueur particulière dans le choix des candidats appartenant aux professions libérales (vérification minutieuse de leurs antécédents politiques, de leurs relations sociales de leur fidélité et de leur dévouement à la cause de la classe ouvrière) par des commissions essentiellement prolétariennes.

« Sous ce régime seulement, les parlementaires, conseillers municipaux et généraux et maires communistes, cesseront d'être une caste professionnelle n'ayant, dans la plupart des cas, que peu de rapport avec la classe ouvrière et deviendront l'un des instruments de la lutte révolutionnaire des masses. »

C'est net.

On appliqua aux élections législatives de 1924 ces dispositions.

Au congrès fédéral de la région parisienne qui précéda le congrès de Clichy, en janvier 1925, le camarade Michel Marty lut la décision du 4^e Congrès et pria les délégués de la région parisienne au congrès du Parti de maintenir en vigueur pour l'avenir l'application de cette décision.

Personne, aucun délégué, aucun membre du comité de la R. P., ni le représentant du bureau politique présent, ne trouva rien à objecter à la proposition de Michel Marty.

Au congrès de Clichy, il ne fut nullement question des décisions du 4^e Congrès, dans l'esprit de chacun — dans l'esprit des délégués tout comme dans celui des membres du Parti — les décisions prises restaient valables, continueraient à être mises en vigueur.

Quelle ne fut pas la stupéfaction des membres des cellules lorsqu'à Paris on leur envoya, du sommet d'où depuis avant le congrès de Clichy, ils ne voyaient rien venir, des listes de candidats, et quelles listes !

Les camarades des cellules voulaient des explications. Il fallait entendre les explications qu'on leur donna.

D'abord, c'était contre le fascisme.

Puis, les membres de l'appareil et de la direction ne devaient pas être des communistes diminués, privés de leurs droits (les camarades feront ici eux-mêmes leurs réflexions).

Ensuite, vous voyez, la droite réclame l'application de la motion Treint. Vous voulez marcher avec la droite ?

C'est ce dernier argument qui fut le plus usité, qui dépita les camarades de discuter. Et malgré son caractère subalterne, il est ressorti dans le dernier rapport moral de la région parisienne.

De semblables moyens pour sauver une mauvaise cause ne sont pas bien reluisants.

Car, si quelques droitiers — cette droite que deux mois plus tôt on déclarait morte (*Cahiers*, 6 févr. 1925) — cherchaient à exploiter la motion Treint, ce n'est pas cela qui pouvait démontrer que les décisions du 4^e Congrès et de la motion Treint étaient inopportunes, caduques, périmées en elles-mêmes. Non. Les décisions du 4^e Congrès et la motion Treint ressortent d'un état de choses, sont et demeurent justifiées par des raisons autrement profondes, autrement sérieuses que les volte-face

d'une opposition qui s'aceroche à n'importe quoi (d'ailleurs les chefs de l'opposition étaient-ils devenus tant que cela partisans des candidatures ouvrières ? Non, d'où spéculation anticipée de la part de la direction et de l'appareil). La façon seule dont on a violé ces décisions démontre qu'elles sont bien nécessaires à notre Parti.

Si certains membres de l'appareil du Parti, qui ont joué sur cette manœuvre de la droite, ne le savent pas ou n'ont pas discerné lorsque se produisaient les indices pour le leur faire deviner, je m'apermettrai de leur apprendre que si, après la présentation de sa motion par Treint au conseil national du 14 octobre 1923, motion qui indiquait la volonté de Treint d'appliquer intégralement les décisions du 4^e Congrès, Souvarine continua ses attaques contre la politique de Treint et de l'Internationale, c'est précisément que lui, Souvarine, voulait à tout prix être candidat. C'est ce qui le fit combattre Treint jusqu'où l'on sait. Mais il n'y a pas que cela. Il y eut que la rancœur secrète des membres du Comité Central contre Treint les fit, dès qu'ils le purent, combattre Treint sur toutes les questions politiques importantes de cette époque, bien que plusieurs d'entre eux, de leur propre aveu, n'y comprissent rien.

Qu'on ne vienne pas après cela se décerner des brevets à cause de telle position de la droite dans cette question. Du reste, la droite numéro deux, groupe Humbert — que la direction appelle un centre afin de se faire passer elle-même pour une gauche au lieu du centrisme qu'elle est en vérité — est adversaire des décisions du 4^e Congrès et de la motion Treint.

Les raisons qui furent exposées à l'Exécutif élargi de juin 1922, au 4^e Congrès et depuis, pour la proportion de neuf dixièmes de candidats travaillant à l'usine, si elles peuvent sembler un peu moins fortes aujourd'hui qu'alors, du point de vue de la composition sociale du Parti en général, restent d'une vérité absolue quant à ce que notre Parti doit démontrer par des faits, par ses actes, envers lui-même et envers les masses, dont il faut ici tenir un compte digne d'intérêt.

L'échec du Parti aux élections municipales dernières n'a nulle part été aussi cuisant que là où nous avons eu les dirigeants du Parti comme candidats. N'est-il pas significatif que dans une localité de banlieue de Paris — où nous devons avoir la majorité — on fut battu, avec ceci de particulier que le membre de l'appareil et du bureau fédéral arriva le dernier des quinze ou vingt candidats du B. O. P. ? Qu'à tel autre endroit les candidatures imposées par le centre étaient un tel défi aux travailleurs que l'échec en était sûr d'avance, alors qu'autrement des résultats pouvaient être escomptés?...

Pour ceux à qui les sympathisants ont demandé pourquoi on avait retiré la motion Treint, il ne fait pas mystère que le Parti est redevenu, avec l'inactivité qu'on observe chez lui, aux yeux des camarades sympathisants, quelque chose comme la traditionnelle officine pour chercheurs de mandats.

Et il faut avouer que la proportion de 75 p. 100 d'activité du Parti dans les syndicats reportée sur les élections, comme cela a été le cas, n'est pas de nature à empêcher le mal de revenir, au contraire. Surtout si l'on ajoute à cela que des cellules qui ont compté le double d'ouvriers quand elles ont fonctionné, il y a quinze mois, qu'aujourd'hui, voient affluer actuellement des éléments — pas des ouvriers — qui avaient quitté le Parti à la suite des décisions du 4^e Congrès.

La méfiance, si explicable et justifiée, des masses envers ceux qui parlent politique à la classe ouvrière, cette politique serait-elle révolutionnaire, avait commencé à être dissipée vis-à-vis de notre Parti par les décisions du 4^e Congrès. Mais ce que les luttes de tendances ont semblé cacher une fois, ces conditions inappliquées, et l'empressement à revenir à des méthodes égales, sinon parfois pires que celles de l'ancien parti socialiste, ont fait renaître, et c'est légitime, quand on n'ignore pas certains défauts inévitables mais réels de notre Parti, ont fait renaître le manque d'enthousiasme sain et la faiblesse de foi révolutionnaire des travailleurs tournés vers le Parti communiste.

Ceci est un fait.

Des questions comme celles des conditions du 4^e Congrès et de la motion Treint ne sont plus des questions de tactique qu'elles ont l'importance qu'y attachent les travailleurs de ce pays. Pour notre prolétariat, pour un parti prolétarien, surtout évoluant dans le cadre des mœurs de la bourgeoisie démocratique, c'est une question de principe fondamentale. La-dessus, les arguments développés par le camarade rapporteur de l'Exécutif élargi du 10 juin 1922 restent tout à fait vrais.

Tout ceci n'est pas de l'ouvriérisme. C'est d'abord l'exécution de décisions qui n'ont pas été abrogées, que l'on a violées à tort, et dont certains sont adversaires. Ensuite c'est une mesure destinée à refouler l'arrivisme et le carriérisme électoraliste, incompatibles avec le travail d'un parti révolutionnaire, pas si absents que l'on croit dans notre Parti.

Voici, puisque la plupart des camarades qui lisent *l'Humanité* ne les auraient probablement pas connues autrement, quelles sont les propositions que je crois nécessaires pour le redressement et le développement de notre Parti :

Sur la droite :

- 1° Exclusion par le congrès des chefs de la droite, avec possibilité de réintégration ultérieure, par un autre congrès;
- 2° Exclusion de tous ceux qui se solidariseront avec eux, demanderaient leur réintégration, ou continueraient à collaborer avec les exclus;
- 3° Interdiction des fractions, sous peine d'exclusion.

D'autre part, voici les solutions que la cellule 201 a adoptées, quant aux moyens de remédier aux malaises du Parti :

- 1° Le Comité central, nommé par le congrès du Parti, sera composé des militants les plus aptes, les mieux placés dans le mouvement ouvrier, les plus au courant de l'expérience et de l'organisation du Parti ;
- 2° Un tiers des membres du Comité central sera composé d'ouvriers travaillant actuellement en dehors du Parti et qui continueront à travailler de leur profession habituelle;
- 3° Le Comité Central, responsable devant le Congrès et les conférences du Parti, désigne le bureau politique et a pouvoir sur celui-ci;
- 4° Les comptes rendus du Comité central seront communiqués aux échelons et aux membres du Parti;
- 5° Recensement, utilisation rationnelle de toutes les valeurs et des

éléments du Parti; application des décisions antérieures d'incorporation des élus à l'appareil du Parti;

6° Agencement, organisation de l'appareil du Parti pour stimuler l'action des organismes de base, assurer la liaison entre les masses et le sommet du Parti;

7° Ouverture, après une préparation de plusieurs semaines, d'une campagne de plusieurs mois pour l'activation des cellules et des rayons du Parti, centralisation des résultats et établissement de statistiques;

8° Discussions permanentes sur des sujets déterminés et délimités par la direction du Parti;

9° Désignation des candidats aux élections par la plus large base de masses travailleuses, avec contrôle du Parti;

10° Remise en vigueur des décisions du IV° Congrès (9/10° de candidatures d'ouvriers) et de la motion Treint.

Gaston FAUSSECAVE, cellule 201, 1^{er} rayon de Paris.

11 mai 1926.



Quelques mots à Gaston Faussecave

Cette réponse à l'article de Gaston Faussecave n'est qu'une mise au point très succincte qui a été approuvée par le bureau du 1^{er} rayon de la région parisienne.

Vraiment Gaston Faussecave nous gêne. Membre du Comité de rayon pendant un an, nous ne l'avons guère vu à nos côtés depuis que le 1^{er} rayon s'était transformé et englobe maintenant les 19°, 10°, 1^{er}, 2° arrondissements appuyés sur la citadelle rouge de Saint-Denis.

Huit mois de silence valent bien cet article dont l'extrême confusion démontre bien que le camarade Faussecave a grandement besoin de travailler pratiquement avec l'ensemble du rayon.

Avant d'aborder la question — celle-là franchement posée — des 9/10° d'ouvriers ou plus justement l'application de la motion Treint, il me faut jeter bas quelques inexactitudes et contradictions flagrantes répandues à profusion dans cet article.

Faussecave veut bien nous rappeler qu'il a été un militant de la gauche. Voilà une bonne référence et comme Faussecave, nous savons que la tendance de gauche, avant, pendant et après le Congrès de Paris (1922) a aidé puissamment à la formation du Parti communiste en France.

Cependant, Souvarine, au nom de la gauche dont il était l'apôtre au IV° Congrès, a rompu avec la discipline du Parti avant le V° Congrès et a trahi depuis l'Internationale communiste. Mon cher Faussecave, je te demande seulement de ne pas venir au nom de la gauche, voler au sauvetage du Parti « *mis en péril par sa direction* ».

Tu nous dis ensuite que la résurrection de la droite est due « *aux fautes et inconséquences* »; c'est-à-dire que les erreurs gauchistes, mécanisme, erreurs dans la tactique du front unique, sous-estimation du travail syndical *ont renforcé la droite*. C'est évidemment une opinion. Tu es absolument libre de la professer. C'est exactement ce que nous a dit Bunet à la conférence du rayon le 16.

Mais où je ne comprends plus, c'est lorsque tu declares : « *la droite réclame l'application de la motion Treint* », alors, « *vous voulez marcher avec la droite ?* ».

Ce qui veut dire que l'on assimilera Faussecave à la droite s'il veut soutenir un point de vue soutenu par la droite.

Camarade Faussecave ! je te reprochais de n'avoir guère travaillé au rayon depuis huit mois, vais-je être obligé de te rappeler la conférence des 1^{er} et 2 décembre ?

Vais-je être obligé de te rappeler que la direction du 1^{er} rayon a lutté avec succès contre les méthodes stupides employées par certains membres de la direction du Parti et qui avaient rouvé leur pendant dans notre rayon ?

Qu'il me suffise de déclarer ici que le comité du 1^{er} rayon a travaillé

à préparer la conférence des 1^{er} et 2 décembre, qu'il a approuvé sans réserve les décisions dont il entend appliquer *l'esprit et la lettre*.

Pourquoi alors, quelques lignes plus loin, appeler droite n° 2 ce qui est le courant centriste MORIN-HUMBERDOT-BUNET ? Probablement pour déclarer que cette tendance est traitée ainsi, uniquement pour faire croire que la direction du Parti est gauche, ce qui vraisemblablement est erroné selon toi.

Ce qui est grave, camarade Faussecave, c'est qu'à travers tout ce fatras, où il est déclaré entr'autres que l'on étouffe la voix de camarades prêts « à dissiper ce régime d'équivoque et de chaos », que la direction « esquive ses responsabilités au dommage de la classe ouvrière de ce pays », il y a une attaque contre le Comité central du Parti, attaque dont la virulence a étonné le bureau du rayon et étonnera tous les camarades qui te connaissent pour avoir de longues années milité avec toi.

Je pourrais être méchant ou genre « direction du Parti ». Hélas ! je ne suis méchant ni partie intégrante de la direction. Sans cela, je dirais à Faussecave que seul le *Bulletin Communiste* nous avait habitués à un tel langage : la droite n° 2 a plus de circonspection !

Faussecave devra donc nous dire quelles fautes ont été commises par le Comité central et comment il envisage la composition de la nouvelle direction issue du Congrès de Lille.

Sans quoi, nous ne prendrons pas au sérieux les foudres de Gaston Faussecave.

J'en viens maintenant à la plate-forme politique défendue par ce camarade : « *Maintien de la motion Treint* ».

Si notre camarade, dans sa partie critique a totalement oublié la conférence des 1^{er} et 2 décembre, il a dans ses propositions concrètes laissé de côté le V^e Congrès mondial.

Quelle était la situation du Parti français au IV^e Congrès ?

Un Parti établi sur la base des sections locales où le social-démocratie régnait en maître. Une direction du Parti où siégeaient des petits bourgeois arrivistes, des écrivains pacifistes, des journalistes sans vergogne. Le IV^e Congrès a assaini le Parti français, il a chassé Frossard, il a liquidé sans retour les Méric, les Pioch, les Torrès.

La résolution citée par Faussecave et approuvée par tout ce qui était sain dans le Parti, était juste et nécessaire *dans une période déterminée*.

Qui ne comprend pas la création d'un parti de masse veut des épurations; qu'un parti bolchévik ne peut se créer et travailler que s'il liquide les opportunistes, les petits bourgeois perdus dans ses rangs, les carriéristes ?

Les décisions du IV^e Congrès, en ce qui concerne le Parti français, ont abouti à cette épuration strictement nécessaire pour la création d'un véritable Parti communiste en France.

Quel a été le sens du V^e Congrès ?

Il a bolchévisé les partis; il a exigé que les partis quittent la vieille formation social-démocrate pour se réorganiser sur la base des cellules.

Notre Parti est maintenant un Parti ouvrier, solide, sain.

Notre camarade Faussecave a probablement oublié que les décisions spéciales du IV^e Congrès valaient seulement pour les vieux partis à structure social-démocrate.

Je pense que s'il ne faut exiger les 9/10^e d'ouvriers, il faut en exiger les 10/10^e. Quant à considérer qu'un camarade qui pendant six mois, un an, dix-huit mois aura été placé à un poste responsable, non à un poste « d'honneur », mais à un poste de combat, ne doit pas pouvoir faire un candidat, c'est évidemment, dans l'état actuel de notre Parti, un point de vue que je considère comme faux.

Une dernière inexactitude :

Faussecave prétend qu'on ne consulte pas les cellules pour les élections. Il est évidemment regrettable d'avoir à lui rappeler le vif débat au sein même du 1^{er} rayon au sujet de l'élection de la Vilette.

Je pense que dans un prochain article, Faussecave, en quelques lignes précisera sa pensée et indiquera sa position politique et ses perspectives.

G. JOSEPH.



LA DROITE DU PARTI FRANÇAIS

jugée par LÉNINE

Les manifestations de la droite dans le Parti français viennent de démontrer que la crise intérieure du P.C.F. peut se comparer, dans une certaine mesure, à la situation du Parti socialiste russe dans les années qui suivirent 1900.

Ces manifestations comparables, de partis différents, montrent également que ceux qui, dans l'Internationale, prétendent qu'il faut une politique orientale et une politique occidentale, ont tort. La théorie marxiste et le léninisme ont une valeur internationale sans laquelle le communisme ne pourrait devenir le « genre humain ». Il suffit simplement, pour l'admettre, de ne pas regarder le léninisme et le marxisme comme des codes immuables, mais de les considérer comme la somme de l'expérience révolutionnaire du prolétariat, de s'en servir comme de références et non comme de catéchismes, dans des situations concrètes bien déterminées.

Ceci dit, essayons un peu de voir, avec preuves à l'appui, quelle aurait été l'opinion de Lénine sur la droite du P.C.F.

Voyons d'abord ce qu'est cette droite.

Le P.C.F. est formé, dans sa majeure partie, de deux générations bien distinctes. Une d'avant-guerre, issue pour beaucoup du Parti socialiste unifié, l'autre, la génération de la guerre. C'est la première qui nous intéresse ici.

N'en déplaise à certains camarades qui n'aiment pas être taxés de social-démocratie — et qui, pour s'éviter l'obligation d'examiner objectivement leurs erreurs, préfèrent l'indignation sentimentale facile lorsqu'ils sont classés à droite — la génération d'avant-guerre a apporté au Parti son éducation socialiste, et elle tend à conserver dans le Parti les méthodes de discussion du Parti socialiste.

Toute l'histoire du P.S.F. tient dans ce jugement de Lénine sur le Bernsteinisme : « Parti de révolution sociale, la social-démocratie doit se transformer en parti démocratique de réformes sociales. »

Ce jugement explique en même temps pourquoi le Parti socialiste est devenu un agglomérat de tendances fondues, une usine à discours sans réalisations. Le marxisme et le léninisme qui n'admettent dans un Parti, qu'une seule ligne politique éprouvée par l'expérience, n'ont rien à faire dans un parti socialiste, où la liberté de critique n'a d'autre but que la révision éternelle de la tactique « glorieuse et éprouvée ».

De même que dans le Parti russe, la révision et la déformation du marxisme ont toujours été le but caché des amateurs de critique libre, de même dans le P.S.F., la critique libre n'a été qu'une preuve de l'évolution du socialisme vers le réformisme. Pour citer toujours Lénine, « c'est ce que Millerand a montré avec une netteté suffisante ».

De même aujourd'hui notre droite, héritière des méthodes du P.S., crie à la liberté de critique, au centralisme exagéré, à la dictature, pour

mieux masquer sa volonté de nous imposer la maladie sénile du réformisme.

« Des gens véritablement convaincus d'avoir fait avancer la science ne réclameraient pas la liberté pour de nouvelles conceptions d'exister parallèlement aux anciennes, mais le remplacement de celles-ci par celles-là. La fameuse liberté de critique ne comporte pas le remplacement d'une théorie par une autre, mais la liberté à l'égard de tout système théorique, mais l'éclectisme, l'absence de principes ».

Et Lénine ajoute encore : « Les grandes phrases contre la momification de la pensée dissimulent en réalité une insouciance complète de la pensée théorique. » Voilà qui répond magistralement au « régiment de limaces » de Monatte, aux dictateurs « crétins et imbéciles » de Souvarine.

Tout cela est applicable à Lorient et consorts. Ce qu'ils veulent, c'est la liberté de s'opposer à la création d'un Parti monolithique, de s'opposer à l'édification d'une ligne politique unique dans notre Parti. Nous qui avons compris l'expérience de la Commune, dont l'une des fautes fondamentales fut de n'avoir pas une théorie d'avant-garde, nous criions à la trahison inconsciente ou voulue.

Lorient n'aurait qu'une façon de prouver qu'il est communiste. C'est si, estimant que la ligne politique du Parti est fautive, il luttait pour la replacer par une autre plus juste. Dans ce cas, il lutterait pied à pied, sans faire de travail de fraction, sans essayer de détruire la ligne politique fautive qui est une, avant d'avoir imposé la sienne qui serait une également, lorsqu'elle aurait conquis la majorité du Parti. Il appliquerait d'abord, avec discipline, les décisions qu'il trouve fautes, et se contenterait de critiquer objectivement, une fois l'expérience faite. Point ne lui serait besoin de crier à la dictature.

Où apparaît le caractère bernsteiniste de la droite, c'est dans sa volonté de n'admettre aucune décision autre que les siennes propres qui, par-dessus le marché, sont révisionnistes; c'est de vouloir établir le triomphe de ses idées personnelles sur le cadavre d'un Parti dépecé par la lutte de fractions.

Même si la ligne actuelle du Parti était fautive, même si celle de la droite était entièrement juste, la façon dont elle opère pour la faire triompher est une méthode anarchiste qui ne peut que conduire le Parti à la dissociation.

Faisons parler Lénine encore une fois.

« Groupe compact, nous cheminons par une voie escarpée et difficile, nous tenant fortement par la main. Nous sommes entourés d'ennemis de toutes parts, et il nous faut marcher presque constamment sous leur feu. Nous nous sommes unis en vertu d'une décision librement consentie, afin de combattre nos ennemis et de ne pas tomber dans le marais voisin. Or, voilà que certains d'entre vous viennent nous dire : « Allons dans le marais. » Et si l'on essaye de leur faire honte, ils répliquent : « Quelle sorte de gens arriérés vous êtes. N'avez-vous pas peur de nous dénier la liberté de vous inviter à suivre une route meilleure ! »

« Oh ! oui, messieurs, vous êtes libres, non seulement de nous inviter, mais d'aller où bon vous semble, fût-ce dans le marais. C'est là, d'ailleurs, qu'est votre véritable place, et nous sommes prêts à vous aider à y transférer vos pénates. Mais alors, lâchez-nous la main, ne vous

accrochez pas à nous et ne souillez pas le grand mot de liberté, parce que nous aussi, nous sommes « libres » d'aller où bon nous semble, libres de combattre le marais et ceux qui y barbotent. »

Voilà la droite jugée. Alors que nous nous acharnons à marcher sous les feux convergents de l'ennemi, nous tenant fortement par la main, elle publie la lettre des 250 qui sert d'aliment à la rage bourgeoise et au crétinisme des chefs socialistes. La belle liberté, qui tend à nous détruire après avoir transformé le Parti en « cloaque parlementaire » ! C'est tout bonnement du *défaitisme* prolétarien. Que Lorient et consorts s'estiment heureux que nous n'ayons pas encore suivi le conseil de Lénine, et que nous ne les ayons pas « aidés » à transférer leurs pénates dans le marais contre-révolutionnaire.

Nous pensons avoir suffisamment démontré le caractère opportuniste de la droite. Démontrons maintenant que, si la droite se trompe sur la méthode critique, elle se trompe également sur la pratique politique.

Pour justifier la qualité de son « léninisme » (?), la droite crie souvent à la faute gauchiste. Elle accuse en particulier la direction du Parti d'avoir procédé trop mécaniquement à la transformation sur la base des cellules, d'avoir imposé la cellule à un parti qui n'était pas mûr pour l'accepter. Remettons les choses au point.

La transformation mécanique a porté sur la *façon pratique* dont on l'a faite. Mais il n'est pas difficile de voir que les attaques de la droite portent non pas sur la *pratique*, mais sur le *principe*. Pour ne pas dire qu'on est contre la cellule, on dit : « Je suis contre la transformation trop mécanique ».

Les opportunistes du Parti russe ont également agi de même autrefois. Sur la question des révolutionnaires professionnels, ils ont accusé l'*Iskra* d'avoir exagéré cette idée pour vaincre les tendances « économicistes ». A ce sujet, Lénine écrit :

« Critiquer actuellement les exagérations de l'*Iskra* équivaut, après la guerre russo-japonaise, à reprocher aux Japonais d'avoir surestimé les forces russes et exagéré, en conséquence, leurs préparatifs militaires. Il est évident que les Japonais devaient rassembler toutes leurs forces pour faire face au *maximum éventuel* des forces et remporter la victoire.

« Nombreux sont ceux qui jugent notre Parti sans le connaître, sans voir que *maintenant* l'idée de l'organisation des révolutionnaires professionnels a déjà remporté la victoire complète. Or, cette victoire eût été impossible si cette idée, naguère, n'avait été mise au premier plan, si on ne l'avait pas inculquée « exagérément » à ceux qui en contrecarrent la réalisation. »

Les fautes de gauche sont l'expiation des fautes de droite. Si le Parti n'avait pas à lutter contre les Lorient opportunistes, il n'aurait pas besoin « d'inculquer exagérément » ses idées justes à son ennemi de l'intérieur. Il pourrait être tout simplement léniniste.

C'est à quoi il tend de plus en plus, en accordant de moins en moins d'importance à ceux qui barbotent dans le marais réformiste.

F. GARREZ.

CRITIQUE & BIBLIOGRAPHIE

Dollar Diplomacy, par SCOTT NEARING et J. FREEMAN. 350 pages ; édit. B. W. Huebsch and The Viking Pres. 30 Irving Place, New-York. Prix dollars 2,50 (en anglais).

Dollar Diplomacy constitue une étude très documentée de l'impérialisme des Etats-Unis, il est le complément d'un autre livre de Scott Nearing, paru en 1921 à New-York, « The American Empire », qui contenait déjà des données fort intéressantes sur l'expansion de l'impérialisme américain sur le nouveau continent et dans le monde.

Dollar Diplomacy contient sur l'impérialisme américain des documents de premier ordre, puisés aux meilleures sources, car les publications officielles abondent là-bas, tant au point de vue politique qu'économique et financier. Les gouvernants de Washington, loyaux serviteurs des financiers de New-York, ne prennent pas la peine, comme nos piètres politiciens d'Europe, de falsifier et de retarder le plus possible la publication des documents et des archives d'Etat.

Les premières pages du livre esquissent rapidement le développement de l'expansion capitaliste à l'intérieur des Etats-Unis, puis vers 1880, 1900, c'est l'expansion à travers le continent américain qui s'étend rapidement, en même temps que la production de matières premières de produits manufacturés.

Leur population qui, vers 1880, oscillait entre 25 et 30 millions d'habitants, s'élevait à 110 millions en 1920, la richesse du pays évaluée à 50 milliards de dollars en 1880, était de 500 milliards de dollars en 1920, et il en est de même pour la production de blé, de coton, de houille qui, de 60 millions de tonnes en 1880, passe à près de 600 millions de tonnes en 1920, de pétrole, qui passe de 1.000 millions de gallons en 1880 à 19.000 millions de gallons en 1920, de cuivre qui va de 30.000 tonnes en 1880, à près de 800.000 tonnes en 1920.

Au fur et à mesure que ce développement économique s'étend, le capitalisme fait des pas de géant. En 1914, les capitalistes américains possèdent seulement 500 millions de dollars investis dans des entreprises étrangères, principalement dans le Nouveau-Monde, tandis que les capitalistes étrangers ont investi environ sept milliards de dollars aux Etats-Unis, surtout dans les chemins de fer. En 1909, les investissements de capitaux américains atteignent 2 milliards de dollars ; en 1913, 2.500 millions de dollars, dont plus de la moitié dans l'Amérique latine, et un quart au Canada ; le développement économique des colonies : Philippines, Porto-Rico, enlevées à l'Espagne en 1898, offrent un champ remarquable aux capitaux américains.

Mais la guerre devait radicalement changer la situation des Etats-Unis qui, de débiteurs envers l'Europe, allaient devenir les créanciers du monde entier. D'août 1914 à août 1922, ils prêtent près de 22 milliards de dollars. Après la guerre les capitalistes américains, gorgés d'or, continuent à acquérir des intérêts à travers le monde ; en 1923, 398 millions de dollars ; en 1924, 1.208 millions de dollars ; en 1925, 1.346 millions, dont 736 millions par l'Europe, 203 millions pour l'Amérique latine, 67 millions en Asie, au Japon surtout, 111 millions au Canada, 75 millions en Australie, etc.

A la fin de 1924, les investissements de capitaux américains se décomposaient ainsi : en Europe, 1.900 millions de dollars ; en Asie et Océanie, 690 millions ; en Amérique latine, 4.040 millions ; au Canada, 2.460. Voilà des chiffres qui illustrent particulièrement la formule célèbre de Monroë : « l'Amérique aux Américains », c'est-à-dire aux financiers de Wall Street, la capitale financière du monde ; il y a dans *Dollar Diplomacy* un certain nombre de cartes qui illustrent clairement la position dominante des capitaux américains sur le nouveau continent.

L'action des capitalistes américains en Chine est particulièrement bien traitée dans cet ouvrage, la position des Etats-Unis tard venus pour exiger des concessions politiques en Chine où ils se heurtaient aux grandes puissances du vieux monde déjà installées, explique les revendications par les diplomates américains du régime de la porte ouverte, tout à fait favorable pour leur politique d'expansion économique en Extrême-Orient. L'ouvrage contient le texte de l'accord du consortium des grandes banques de New-York, de Paris, de Londres et de Tokio, se partageant le contrôle des finances chinoises en 1920 ; c'est là un morceau de choix de littérature impérialiste, où les maîtres du monde, les banquiers, ne jugèrent même pas nécessaire de faire appel à leurs pantins de la Diplomatie ou des gouvernements.

La politique d'expansion des Etats-Unis dans l'Amérique Centrale, au Mexique, dans la mer des Caraïbes, à Saint-Domingue où furent appliquées en même temps les méthodes de dictature financière et militaire. L'histoire de la conquête de la zone du canal de Panama est particulièrement édifiante quant aux méthodes qu'employèrent les financiers de New-York et leurs mandants de Washington pour arracher à la Colombie la zone du canal. Une insurrection fut déclenchée contre le gouvernement colombien qui se refusait à accepter les prétentions américaines sur le canal. Les *révolutionnaires* levés grâce aux dollars de New-York et aux armes provenant de la même source, furent ouvertement soutenus par les forces navales des Etats-Unis qui croisaient « par hasard » dans ces parages. Trois jours après que la révolution eut éclaté à proximité de la zone du canal, le gouvernement de Washington reconnaissait de facto le gouvernement révolutionnaire, et une semaine plus tard, le président Roosevelt recevait M. Philippe Bunau-Varilla, qui pour nous est une vieille connaissance, comme ministre plénipotentiaire de la République de Panama, nouvellement créée grâce à l'insurrection opportune qui séparait la région proche du canal de la Colombie.

Quelques jours après, cet excellent M. Bunau-Varilla signait avec le Secrétaire d'Etat à Washington un traité par lequel la république de Panama cédait le contrôle perpétuel de la zone du canal aux Etats-Unis.

Le livre de Scott Nearing et de Freeman est un document de premier ordre sur l'impérialisme de la République de Wall Street, il est regrettable que ce livre ne soit pas traduit en plusieurs langues ; il trouverait sa place dans toutes les écoles léninistes, et entre les mains de tous les militants soucieux de s'instruire et de travailler.

J. DUPLEIX.

Le Gérant : BELLANGER.

LIBRAIRIE DE L'HUMANITÉ

120, rue Lafayette, PARIS (10^e)

P. SEMARD

LA GUERRE DU RIF

Prix 5 fr.

G. PÉRI

GENÈVE - LOCARNO

Préface d'ANDRÉ MARTY

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

LE PACTE DE GARANTIE

Prix 5 fr.

LA
CORRESPONDANCE
INTERNATIONALE

VIVANTE-DOCUMENTÉE
PARAISANT SUR 8 PAGES
CHAQUE SEMAINE = PUBLIE
DES N^{OS} SPÉCIAUX SUR LES
PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DU
MOUVEMENT COMMUNISTE,
LES CONGRÈS ET LES THÈSES
DU COMITÉ EXÉCUTIF.

LA
CORRESPONDANCE
INTERNATIONALE

TARIF DES ABONNEMENTS

1 MOIS 3fr
6 " 15fr
1 AN 30fr

ADRESSER LES FONDS A L'HUMANITÉ
CHÈQUE POSTAL 209-61 PARIS

LA
CORRESPONDANCE
INTERNATIONALE